

Faculté de Médecine et de Pharmacie de Lyon
ANNÉE SCOLAIRE 1902-1903. — N° 158

CONTRIBUTION MÉDICO-LÉGALE
A L'ÉTUDE DU
PATRONAGE DE L'ENFANCE COUPABLE

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le lundi 27 avril 1903

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Louis-Victor MOURET

Né à Castres (Tarn), le 26 juillet 1861

Sous-inspecteur des Enfants Assistés de l'Isère



LYON

A. STORCK & C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, rue de la Méditerranée

—
1903

Faculté de Médecine et de Pharmacie de Lyon

ANNÉE SCOLAIRE 1902-1903. — N° 158

CONTRIBUTION MÉDICO-LÉGALE

A L'ÉTUDE DU

PATRONAGE DE L'ENFANCE COUPABLE

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le lundi 27 avril 1903

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Louis-Victor MOURET

Né à Castres (Tarn), le 26 juillet 1861

Sous-inspecteur des Enfants Assistés de l'Isère



LYON

A. STORCK & C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, rue de la Méditerranée

—
1903

PERSONNEL DE LA FACULTÉ

MM. LORTET DOYEN.
LACASSAGNE ASSESSEUR

Professeurs honoraires

MM. PAULET, CHAUVEAU.

Professeurs	MM.
Cliniques médicales	{ LÉPINE. BONDET. BARD. PONCET. JABOULAY.
Cliniques chirurgicales	{ FOCHIER. GAYET. HUGOUNENQ. GAILLETON. PIERRET. WEILL. MONOYER. HUGOUNENQ. CAZENEUVE. FLORENCE. LORTET. TESTUT. RENAUT. MORAT. TEISSIER. AUGAGNEUR. MAYET. TRIPIER. POLLOSSON (Maurice). ARLOING. LACASSAGNE. COURMONT (J.). SOULIER. X.
Clinique obstétricale et Accouchements	
Clinique ophthalmologique	
Cliniques des maladies cutanées et syphilitiques	
Clinique des maladies mentales	
Clinique des maladies des enfants	
Physique médicale	
Chimie médicale et pharmaceutique	
Chimie organique et Toxicologie	
Matière médicale et Botanique	
Parasitologie	
Anatomie	
Anatomie générale et Histologie	
Physiologie	
Pathologie interne	
Pathologie externe	
Pathologie et Thérapeutique générales	
Anatomie pathologique	
Médecine opératoire	
Médecine expérimentale et comparée	
Médecine légale	
Hygiène	
Thérapeutique	
Pharmacologie	

Chargés de cours complémentaires

Clinique des maladies des femmes	MM. POLLOSSON (A.), agrégé
Maladies des voies urinaires	CHANDELUX, —
Maladies des oreilles, du nez et du larynx	LANNOIS, —
Propédeutique médicale	ROQUE, —
Propédeutique chirurgicale	ROLLET, —
Propédeutique de gynécologie	CONDAMIN, —
Anatomie pathologique	DEVIC, —
Physiologie	DOYON, —
Accouchements	FABRE, —
Botanique	BEAUVISAGE, —

Agrégés

MM.	MM.	MM.	MM.
ROUX	SIRAUD	BÉRARD	VILLARD
COLLET	DURAND	SAMBUC	TIXIER
BOYER	PIC	BORDIER	FABRE
BARRAL	PAVIOT	COURMONT (P.)	REGAUD
MOREAU	NOVE-JOSSERAND	CHATIN	CAUSSE, ch...
VALLAS			

M. BEAUDUN, Secrétaire.

EXAMINATEURS DE LA THÈSE

MM. LACASSAGNE, président ; WEILL, assesseur ;

MM. LANNOIS et COLLET (P.), agrégés.

La Faculté de Médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les Dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.

M. le Professeur LACASSAGNE nous a fait le très grand honneur de patronner notre travail. Avec une extrême bienveillance il a bien voulu nous diriger dans nos recherches et nous permettre de profiter de sa science du criminel universellement réputée.

Nous lui en exprimons notre vive et respectueuse gratitude.

Merci de tout cœur :

A M. le D^r BORDIER, le savant anthropologiste, directeur de l'École de médecine de Grenoble, dont l'amitié nous est si précieuse;

A MM. les Professeurs de l'École de médecine de Grenoble qui, sans se lasser, nous ont pendant de longues années facilité nos études médicales par leurs bons enseignements et leur réconfortante sympathie;

A nos jeunes camarades, MM. les Internes et Externes de l'hôpital, grâce à qui nous avons pu suppléer aux nombreuses intermittences imposées par nos devoirs professionnels;

A notre ami M. le D^r LANARTIC, vétérinaire au 4^e régiment du Génie, en compagnie duquel nous

avons préparé et subi nos examens du doctorat, bénéficiant ainsi de ses connaissances solides et étendues et de son esprit scientifique.

Nous n'oublierons pas :

Le Conseil de direction de la Société dauphinoise de patronage des libérés et de sauvetage de l'enfance et nous remercions son président, M. TARTARI, doyen de la Faculté de droit, *de la confiance qui nous a été témoignée;*

MM. Armand PORTE, *avocat à la Cour d'appel, et Henri CAPITANT, professeur à la Faculté de droit, avec qui nous avons fait nos premiers pas dans l'œuvre si difficile et si ingrate du Patronage;*

M. le Professeur Paul CUCHE *à qui nous devons un hommage particulier. Pendant cinq années d'active collaboration, il a mis à notre disposition sa grande érudition et sa haute compétence. Sans son amicale complaisance nous n'aurions jamais pu rassembler les matériaux de notre étude ni connaître la littérature si probante qui s'y rapporte. Nous sommes heureux de lui renouveler ici nos sentiments de sincère reconnaissance.*

Nous serions ingrat si nous n'adressions pas à M. Henri BONCOURT, le distingué préfet de l'Isère, dont le nom est synonyme de droiture et de loyauté, l'expression de notre profond respect. Les bons encouragements qu'il nous prodigue depuis longtemps ont été pour nous un puissant stimulant et ont rendu inaltérable la vieille et déférente affection que nous avons pour lui.

Que notre ami des bons et des mauvais jours, M. Pierre MORIN, accepte aussi un chaleureux merci. Son cœur généreux, son sens pratique et avisé sont toujours ouverts aux idées de progrès véritable. Notre modeste labeur intéressant les plus malheureux et les plus déshérités, nous sommes certain qu'il ne le laissera pas indifférent et nous le lui offrons en souvenir de l'appui fraternel et constant qu'il nous a prêté dans les difficultés de la vie.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553627_0096

« Permettez-moi, Messieurs, de vous rappeler un mot de Corvisart. Ce célèbre médecin attirait à son service d'hôpital un grand nombre de praticiens désireux de s'entretenir à l'école de ce savant maître. Un d'eux arrivant un jour de province, pria Corvisart de lui montrer un cas de pleurésie. « Je ne connais pas la pleurésie, dit le « Maître, je ne puis vous faire voir que des pleurétiques. » Il en est de même pour nos études. *Il n'y a pas de crime, il n'y a que des criminels*, et ce sont eux que vous voulez étudier et connaître (1). »

A. LACASSAGNE : Discours d'inauguration, *Actes du I^{er} Congrès d'anthropologie criminelle*, Rome, 1885, p. 55.

INTRODUCTION

S'il est une question sociale importante entre toutes, c'est sans contredit celle de la criminalité. De tous temps les savants et les moralistes, les hommes politiques et les juristes, les philosophes et les poètes ont exercé leur talent à son sujet ; mais le problème se représente toujours à résoudre, appelant de plus en plus une pressante solution.

C'est qu'en effet le mal va chaque jour grandissant et les statistiques deviennent effrayantes surtout en ce qui concerne les jeunes gens. MM. Albanel et Legras dans leur étude de l'*Enfance criminelle à Paris* (1), comptent en 1880 17.143 délinquants et criminels de quatorze à vingt ans ; en 1894 ce chiffre s'élève à 40.000 ! « Après un étonnement qui a confiné, tout d'abord, à une sorte de stupeur, tellement les exemples abondent de cette précocité, dit M. le Dr Paul Garnier, on s'habitue peu à peu à voir, sur les bancs de la Cour d'assises, des meurtriers qui sont presque des enfants (2). » Constatation aussi

(1) ALBANEL ET LEGRAS : L'enfance criminelle à Paris, *Revue philanthropique*, 1899.

(2) D^r P. GARNIER : La criminalité juvénile, *Concours d'Amsterdam*, 1901, p. 296.

désespérante qu'attristante, puisqu'elle vient contredire l'orientation nouvelle qui a fait concentrer sur l'enfance les efforts destinés à arrêter efficacement le développement de la criminalité des adultes. Est-ce donc en vain que le législateur a cherché à se substituer aux familles indignes ou incapables et a créé en faveur des jeunes délinquants une protection officielle ? Les sociétés de sauvetage, instituées de toutes parts, justifient-elles le mot sceptique de M. l'inspecteur général Puibaraud : « Je crois aux efforts et j'y ai confiance ; mais je ne crois pas beaucoup aux résultats (1) » ? Les faits brutaux prouvent, hélas ! trop surabondamment, que l'application des lois des 24 juillet 1889 et 19 avril 1898 n'a pas les conséquences heureuses que théoriquement on en attendait. Il y a extrême urgence à rechercher les causes de cet échec, à se demander pour quelles raisons le classique « bouillon de culture » de M. le professeur Lacassagne laisse proliférer autant de virulents microbes.

Avons-nous eu tort de substituer à l'antique répression, le principe utilitaire qui nous a conduits à faire de nos lois un instrument de prévention ? Ou bien, inconséquents avec nous-mêmes, nous sommes-nous contentés d'inscrire solennellement notre conception sur le papier et n'avons-nous pas su prendre les mesures éducatrices sans lesquelles nos aspirations resteront toujours lettre morte ? En un mot, que manque-t-il à notre organisation actuelle pour qu'elle donne à la société quiétude et sécurité ? C'est ce que nous nous proposons d'examiner, non point avec la certitude de trouver une panacée merveilleuse,

(2) PUIBARAUD : *Revue pénitentiaire*, mai 1902, n. 659.

mais dans l'espoir que notre pratique personnelle, résultant déjà d'un quart de siècle vécu au milieu des enfants, nous permettra d'explorer avec fruit le terrain de la discussion. Depuis bientôt sept ans, la Société dauphinoise de patronage des libérés et de sauvetage de l'enfance s'occupe avec la plus grande attention des mineurs délinquants. Nous avons l'honneur d'être le collaborateur de son secrétaire général M. Paul Cuhe, professeur de droit à l'Université de Grenoble. Il a pensé que l'étude de nos dossiers serait utile à la cause que nous servons et ce sont ses encouragements qui nous font oser, après tant d'écrits dus à des plumes si autorisées, apporter notre modeste pierre à l'édifice.

Nous diviserons notre travail en trois chapitres correspondant, l'un à la *Criminologie*, les deux autres à la *Politique criminelle* selon la classification proposée par M. Paul Cuhe dans la *Revue pénitentiaire* de mars 1900 (1).

Dans le premier, nous essayerons d'établir la genèse des délits et des crimes telle que la science et l'observation la conçoivent.

L'exposé comparé des anciens moyens répressifs et de la législation en cours formera notre deuxième.

Enfin, dans un troisième, nous rechercherons les mesures anthropotechniques prophylactiques qui s'imposent.

Quand nous aurons présenté nos patronnés dauphinois en signalant les procédés de nos victoires, en insistant sur

(1) P. CUCHE : Un peu de terminologie, *Revue pénitentiaire*, mars 1900, p. 466.

les motifs flagrants de nos succès, les réformes législatives ou administratives à apporter dans la protection de l'enfance coupable ou moralement abandonnée apparaîtront d'elles-mêmes comme le corollaire obligé de nos investigations.

CRIMINOLOGIE

On comprend l'importance d'une bonne définition du mal dont nous voulons préciser les causes. Mais il n'est pas aisé de condenser en une formule des actes dont la qualification varie avec les temps et d'un peuple à l'autre. De plus, les écoles scientifiques actuelles ayant différé longtemps dans leurs tendances essentielles, il serait téméraire de notre part d'intervenir dans la polémique qui les a divisées. Bornons-nous à indiquer les grandes lignes du débat non sans avoir, avec le Maître lyonnais (1), rappelé que Gall, Broussais, Morel, Despine, Auguste Comte avaient, en France, commencé ce mouvement anthropologique qui va révolutionner les codes et les mœurs administratives.

Vers la fin du xix^e siècle, deux grands courants se sont formés à propos de l'étiologie du crime : l'un s'appuyant exclusivement sur les données de l'anthropologie, l'autre subordonnant ces dernières à celles de la sociologie. Dès 1876, la publication de l'*Uomo delinquente* soulève de savantes discussions : l'ouvrage de Lombroso devient

(1) D^r A. LACASSAGNE : *Actes du I^{er} Congrès d'anthropologie criminelle*, Rome, 1885, p. 54.

l'évangile criminologique de l'école italienne qui, au congrès de Rome (1885), étale ses vues appuyées énergiquement par la voix de ses plus chauds partisans. « *Nous voyons assurément dans la criminalité un abaissement du type humain au type bestial* » (1), dit M. le professeur J. Sergi, affirmant ainsi l'influence inéluctable d'un atavisme désespérant, contre lequel toutes les réformes seront impuissantes. L'école rivale, dite depuis école française, ne laissa pas l'exposé sans réplique. « *Le milieu social est le bouillon de culture de la criminalité; le microbe c'est le criminel, un élément qui n'a d'importance que le jour où il trouve le bouillon qui le fait fermenter* (2) », proclame le professeur Lacassagne, opposant de la sorte au fatalisme immobilisant de la théorie lombrosienne, l'initiative sociale; repoussant la tare atavique indélébile pour soutenir l'existence des organismes retardés ou dégénérés [par l'action même du milieu qui devient ainsi responsable du processus morbide engendré. En 1896, M. Léon Bourgeois dira, en d'autres termes, qu'un *quasi-contrat* (3) unit les membres de toute association humaine : formule identique qui projette sur la politique criminelle une vive lumière, troublant l'égoïste indifférence des jouisseurs de ce monde, condamnant l'inertie coupable des gouvernements, rappelant impérieusement à tous le devoir de solidarité. L'argumentation est appuyée par une sanction immédiate : justice de chaque

(1) J. SERGI : Caractère général bio-pathologique qui prédispose au crime, *Congrès de Rome*, 1885, p. 163.

(2) D^r A. LACASSAGNE : *Actes du I^{er} Congrès d'anthropologie criminelle*, Rome, 1885, p. 166.

(3) L. BOURGEOIS : *Solidarité*, Paris, 1896, p. 238.

instant, rigoureuse, implacable : « *Les sociétés ont les criminels qu'elles méritent* (1). »

La bataille entre le facteur anthropologique et l'élément sociologique se continue, ardente et passionnée, aux congrès de Paris (1889), Bruxelles (1892) et Genève (1896). Fermentation scientifique fertile entre toutes, pendant laquelle, selon l'expression de M. le Dr Moleschott, « on étudie l'homme qui vit dans le délinquant, on épie les conditions de son être, on examine les motifs de ses actions, on marche sur un chemin qui ressemble beaucoup à celui que la médecine moderne s'efforce de frayer avec une ardeur éclairée » (2).

A s'éterniser, le combat risquait de rester purement spéculatif : Amsterdam vient heureusement de voir s'opérer entre les deux camps une féconde conjonction. M. le professeur Enrico Ferri y développe que « *le crime est toujours le résultat de trois ordres inséparables de conditions déterminantes* : conditions anthropologiques (organiques et psychiques) du criminel et les conditions du milieu (tellurique ou cosmique et social) et que M. Lombroso n'a jamais pensé autrement » (3). En 1802, Cabanis, par trop négligé en la matière, ne disait pas autre chose quand il étudiait l'influence du régime sur les dispositions et sur les habitudes morales. « Les phénomènes de la vie, si compliqués et si variables, résultant toujours d'une foule de causes qui doivent agir simul-

(1) Dr A. LACASSAGNE : *Actes du I^{er} Congrès d'anthropologie criminelle*, Rome, 1885, p. 167.

(2) Dr MOLESCHOTT : Discours d'inauguration, *Congrès de Rome*, 1885, p. 53.

(3) ENRICO FERRI : *Compte rendu du V^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Amsterdam, 1901, p. 429.

tanément et de concert, chacune d'elles influe sur l'action, non seulement de chaque autre, mais de toutes prises dans leur ensemble ; chacune des autres et toutes les autres réunies influent, à leur tour, sur la première, dont l'effet est toujours ou complété, ou limité par le genre ou le degré d'action de ces différentes forces, mises simultanément en jeu (1). » Trêve donc aux récriminations ; répétons avec le savant physiologiste la formule succincte d'Hippocrate : « Tout concourt, tout conspire, tout consent. » Après avoir salué avec joie, comme l'a fait M. le Dr Étienne Martin (2), cette conciliante interprétation pathogénique, nous nous interdirons de consacrer, à l'exemple de M. Paul Cuche (3), un temps précieux à compulser les diverses éditions de l'*Uomo delinquente* pour d'improductives et rétrospectives contestations. M. Tarde compare Lombroso « au café » (4) ; c'est peut-être par les lacunes de ses traductions qu'il a été un tonique puissant ; contentons-nous de rendre hommage à l'efficacité de son rôle. Notre secrétaire général nous pardonnera cette critique de son article de juin dernier (5), car il a écrit lui-même : « Il est par contre très utile dès qu'une accalmie se produit de se mettre en quête de bonnes définitions afin de permettre, le plus tôt possible, la classification et comme l'immatriculation des décou-

(1) P. J. G. CABANIS : *Rapports du physique et du moral de l'homme*, 2^e édit., Paris, An XIII, 1805, t. II, p. 11.

(2) Dr Étienne MARTIN : *Compte rendu du V^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Amsterdam, 1901, p. 433.

(3) P. CUCHE : La fin d'un malentendu, *Revue pénitentiaire*, juin 1902, p. 834.

(4) TARDE : *Actes du III^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Bruxelles, 1892, p. 335.

(5) P. CUCHE : *supra*.

vertes et des données nouvelles. C'est la condition rigoureuse des progrès ultérieurs (1). »

A notre humble avis, il y a encore mieux à faire. Le vœu formulé à Rome, il y a dix-sept ans, par le chef de l'École française (2), est en partie réalisé. Les matériaux sont réunis en assez grand nombre et suffisamment préparés pour que nous songions à les utiliser. Pour notre compte, nous estimons avoir suffisamment souligné les idées directrices des deux grandes nouvelles doctrines et nous entrons sans plus tarder dans les détails de notre chapitre. C'est maintenant chose facile, M. le professeur Paul Cuche, en cela complètement d'accord avec son collègue italien, nous en trace un plan bien net. Comme Enrico Ferri, il divise tout naturellement la criminologie en :

1° Physique criminelle (causes telluriques ou cosmiques);

2° Sociologie criminelle (causes sociales);

3° Anthropologie criminelle (causes individuelles) (3).

Au fond, c'est la même classification que celle établie par M. le professeur Lacassagne qui préfère un autre ordre et étudie successivement les modificateurs physico-chimiques, biologiques et sociologiques. Logiquement, Robinson est en effet soumis d'abord aux influences cosmologiques de son île auxquelles il s'efforce d'adapter son individu; puis interviennent avec Vendredi les incidents inhérents à toute société.

(1) P. CUCHE : *La science pénitentiaire*, Grenoble, 1902, p. 8 et 9.

(2) D' A. LACASSAGNE : Discours d'inauguration, *Congrès de Rome*, 1885, p. 56.

(3) P. CUCHE : Un peu de terminologie, *Revue pénitentiaire*, mars 1900, p. 466.

Disons tout de suite, pour éviter une fâcheuse interprétation, que nous n'avons aucune prétention à la science criminologique et pénitentiaire.

D'ailleurs, bien que clair et nécessaire au progrès de la science, l'ordre des auteurs nous semble trop strict et nous ne le suivrons pas. Nous reconnaissons volontiers la valeur des facteurs physiques. « Chacun y est soumis d'une façon particulière (1) », dit le Dr Manouvrier, et nous croyons, avec le Dr Corre, que sous leur action, « certaines impulsivités jaillissent » (2) : La chaleur, par exemple, augmentant la sécrétion spermatique, produit pendant les mois de mai, juin, juillet, le maximum des conceptions (Willermé) (3) ; elle fait aussi éclore, dans la même période, le plus grand nombre des cas de viol et autres attentats à la pudeur. Le coït apaise les uns, la nymphomanie et le satyriasis perdent les autres. Retenons aussi que les crimes de sang correspondent aux mois chauds (Enrico Ferri) (4) et confirmons l'exposé de Morselli (5) qui attribue à la transition entre le printemps et l'été une influence positive sur les actes répréhensibles. Corre constate de son côté, par sa loi du renversement (6), le même effet du changement inverse de température : dans les pays tropicaux, la courbe de la criminalité étant

(1) D^r MANOUVRIER : *Actes du II^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Paris, 1889, p. 278.

(2) D^r CORRE : *L'ethnographie criminelle*, Paris, 1894, p. 24.

(3) WILLERMÉ : *Annales d'hygiène publique*, 1831, t. V, p. 55.

(4) E. FERRI : Sur la valeur relative des conditions individuelles, physiques et sociales qui déterminent le crime, *Congrès de Paris*, 1889, p. 44.

(5) D^r MORSELLI : Si le nombre des suicides augmente en rapport inverse de celui des homicides, *Congrès de Rome*, 1885, p. 204.

(6) D^r CORRE : *Ut supra*, p. 46.

surtout en rapport avec celle des minima thermiques. Lombroso cite les crises aiguës que les variations atmosphériques provoquent chez les épileptiques et les criminels non aliénés des prisons de Turin (1). Dans notre service des Assistés, où il n'y a pas de claustrés, il nous arrive chaque année, vers la canicule, de prédire les difficultés de tous ordres que nous suscitent nos pupilles tarés. Nous observons depuis trois ans une famille d'épileptoïdes issue d'alcooliques. La mère s'est suicidée par submersion et la fille aînée, plus chargée en hérédité que ses frères et sœurs, manifeste de temps en temps l'intention de se noyer. Jusque-là, il n'y a rien de bien nouveau, le Dr Ch. Féré ayant déjà publié (2) le cas rapporté par Hammond de deux fils, une fille, une petite-fille se tuant au même âge que le père et par un procédé identique : c'est la loi de l'hérédité homochrome formulée par Darwin.

Notre examen devient instructif dans le rapprochement des saisons; la mère de notre assistée s'est suicidée en juillet et les tentatives de la fille ont toujours lieu à la même époque, un peu plus tôt ou un peu plus tard, suivant la force des chaleurs. Certes, le facteur individuel et la suggestion sont ici en jeu mais on conviendra que cette coïncidence prouve péremptoirement l'intervention active de la température. L'affirmation est d'ailleurs populaire et Enrico Ferri n'étonne personne en disant : « Si le thermomètre avait marqué 10° de moins ou le baromètre quel-

(1) LOMBROSO : Identité fondamentale de l'épilepsie et de la folie morale, *Congrès de Rome*, 1885, p. 249.

(2) Dr Ch. FÉRÉ : *La famille névropathique*, 2^e édit., Paris, 1888, p. 23.

ques millimètres de plus, peut-être que tel ou tel crime n'aurait pas été commis (1). »

Notons à propos du calcul des crimes selon les saisons une critique judicieuse de M. le professeur Lacassagne. Les mois qui constituent chacune des quatre divisions habituelles de l'année ne présentent ni des jours de même durée, ni les mêmes températures. Comme on ne peut comparer que des choses de même nature ou de nature complètement opposée, il y avait utilité à modifier le groupement usuel. M. H. Chaussinand dans sa thèse inaugurale expose le principe et les détails du calendrier criminel de notre savant Maître. « Nous adoptons la marche suivie par les phénomènes constatés sur les végétaux et nous avons aussi au milieu de chaque saison un équinoxe ou un solstice. L'année commence en février, au moment de la circulation de la sève, ce sera le printemps un mois et demi avant l'équinoxe de mars. Les saisons se répartiront ainsi : Printemps (février, mars, avril, équinoxe). Été (mai, juin, juillet, solstice). Automne (août, septembre, octobre, équinoxe). Hiver (novembre, décembre, janvier, solstice). Cette manière de considérer les saisons et d'attribuer à celles qui peuvent se rapprocher ou s'opposer un même nombre d'heures de jour, d'heures de nuit, une température semblable ou tout à fait différente, est en rapport avec l'idée qu'on doit se faire du crime (2). »

Nous estimons néanmoins avec M. le professeur Paul

(1) E. FERRI : Sur la valeur relative des conditions individuelles, physiques et sociales qui déterminent le crime, *Congrès de Paris*, 1889, p. 272.

(2) D^r H. CHAUSSINAND : *Contribution à l'étude de la statistique criminelle au point de vue médico-légal*, thèse de Lyon, 1881, p. 51.

Cuche (1) que ces éléments physiques se transforment très rapidement en éléments sociaux ou individuels et nous approuvons les réserves dont il fait suivre son éloquent éloge de la cure d'altitude (2). Pour les mêmes raisons nous voyons des inconvénients à traiter séparément la sociologie et l'anthropologie. Il est par exemple démontré que l'alcool produit des troubles cérébraux redoutables. Cause sociale, disent les uns, puisque les gouvernements vivent des produits de ce poison; cause individuelle, dit Ch. Féré, qui objecte (3) que, de même qu'on ne devient fou d'amour que quand on a un amour de fou, pour devenir alcoolique il faut être alcoolisable : « N'a pas qui veut la soif des liqueurs fermentées ». Jelgersma émet, à Bruxelles, le même avis : « Le penchant à abuser de l'alcool lui-même est déjà un état maladif. » (4) Nous retrouvons ainsi à chaque pas l'éternelle question byzantine de la poule et de l'œuf. Aussi, n'ayant rien à gagner à adopter la forme, trop solennelle pour nous, des ouvrages didactiques, nous nous retrancherons sagement dans la méthode que nous pratiquons chaque jour. Nous nous bornerons à chercher quelles influences morbides agissent sur l'enfant depuis sa conception jusqu'à sa majorité en soutenant ou en combattant les opinions en cours par l'exposé de faits personnellement

(1) P. CUCHE : *La science pénitentiaire*, Grenoble, 1902, p. 9.

(2) P. CUCHE : Le patronage en province, *Revue pénitentiaire*, mai 1902, p. 628.

(3) D' Ch. FÉRÉ : *La famille névropathique*, 2^e édit., Paris, 1898, p. 13.

(4) D' JELGERSMA : Les caractères physiques, intellectuels et moraux reconnus chez le *criminel-né* sont d'origine pathologique. *Congrès de Bruxelles*, 1892, p. 36.

observés. De la sorte, nous justifierons le mot du juge Abanel : « *Le patronage doit être une clinique.* »

CONCEPTION

Depuis que Morel a eu le mérite d'appliquer à l'homme la notion de dégénérescence déjà acquise dans les sciences naturelles, la transmission des qualités ou des défauts des générateurs au plasma germinatif a donné naissance à de nombreuses théories encore en discussion. En 1885 (1), Weismann émet son hypothèse sur la continuité du plasma ; en 1895, Paul Le Gendre (2), dans la pathologie générale de Bouchard, établit le type nutritif ; M. le professeur Bard produit son arbre histogénique et son induction vitale ; enfin Hillemand et Petrucci (3) reprenant la définition d'Auguste Comte : « Le cerveau est l'appareil de l'action des morts sur les vivants », font du système nerveux l'agent principal du rôle de chaque organisme sur sa descendance. Quoi qu'il en soit de ces différentes interprétations, il n'est aujourd'hui plus contesté que : « la prédisposition pathologique léguée à l'individu par ses ascendants est souvent la cause primordiale, la cause des causes comme disait Trélat » (Ch. Féré) (4).

(1) WEISMANN : *Essais sur l'Hérédité et la Sélection naturelle*, trad. par VARIGNY, Paris, 1892, p. 162.

(2) D^r P. LE GENDRE in BOUCHARD : *Traité de pathologie générale*, Paris, 1895, p. 265.

(3) HILLEMAND ET PETRUCCI : Du rôle du système nerveux en pathogénie, in MOYNAC, *Manuel de pathologie générale*, 5^e édit., Paris, 1898, p. 113.

(4) D^r Ch. FÉRÉ : *La famille névropathique*, 2^e édit., Paris, 1898, p. 2.

Nous n'avons pas à faire la liste des maladies où l'étiologie met en relief l'hérédité ; la clinique ordinaire établit chaque jour de nouvelles corrélations et nous en référons à ses observations. Voyons plutôt, en dehors d'elle, dans quelles mauvaises conditions peut s'opérer la conception.

On a incriminé les mariages consanguins dont la perniciosité est depuis longtemps discutée. M. le professeur Lacassagne, dans son important article (Consanguinité) du dictionnaire Dechambre, a formulé des conclusions qui chaque jour sont confirmées par les plus savants praticiens. Il autorise ou prohibe les unions entre proches selon qu'ils sont exempts ou affectés de tares et de maladies constitutionnelles, Lagneau soutient la même opinion à l'Académie de médecine (27 septembre 1894) et elle est partagée par Ch. Féré (1), Comby (2) (*X^e Congrès d'hygiène*, 1900). Le Gendre (*Traité de pathologie* de Bouchard), Naecke de Leipzig et G. Ballet de Paris (thèse de Penot). M. Joseph Penot (3) a écrit sa thèse sur ce thème avec des observations de toute valeur puisées aux meilleures sources.

L'état psychique des parents au moment du coït a, de tout temps, frappé les esprits. « *Les enfants du siècle* (4) offrent en grand nombre des troubles de nutrition, des malformations et en particulier des altérations des fonctions du système nerveux. » (Ch. Féré.) *L'enfant du*

(1) D^r Ch. FÉRÉ : *La famille névropathique*, 2^e édit., Paris, 1898, p. 15-16.

(2) COMBY : *X^e Congrès d'hygiène*, 1900.

(3) D^r J. PENOT : *Evolution du mariage et consanguinité*, thèse de Lyon, 1902.

(4) D^r Ch. FÉRÉ : *Supra*, p. 18.

MOURET.

Jubilé (1) fut conçu par M^{me} de Montespan dans une crise de larmes et de remords. La Folie d'Érasme s'écrie : « Je ne suis point le fruit d'un ennuyeux amour conjugal (2). » Elle met le mariage en cause et semble proclamer la valeur physiologique des unions libres. « Mille et mille autres, dit Sébastien Faure, prennent femme jeune ou vieille, laide ou belle, intelligente ou bête, pure ou tarée, pour, avec la dot de celle-ci, acheter une étude, une charge ou une pharmacie, devenir industriels ou commerçants, exercer la médecine ou l'éloquence (3). » Au dire de l'auteur il en est de même pour les mariages ouvriers et « neuf fois sur dix ce n'est à proprement parler qu'une forme spéciale et respectée de la prostitution ». Sans pousser aussi loin la généralisation, nous pensons, avec M. Paulian (4) (*V^e Congrès pénitentiaire*), qu'il y a du vrai dans cette acerbe critique. Il est certain que l'impulsion naturelle des affinités instinctives chez *les fonctionnaires du mariage* se ressent de pareils marchés et que la supériorité est du côté « où l'on se donne sans condition, sans calcul, sans arrière-pensée ». En général, l'enfant naturel est, par essence même, toutes conditions pathologiques égales, mieux conçu que l'enfant légitime ; nous en donnerons plus loin des preuves irréfutables.

Un autre facteur a été mis en évidence au Congrès de Rome (5) par M. le D^r Antoine Marro, c'est l'âge des

(1) P. LUCAS : *Traité physiologique et philosophique de l'hérédité naturelle*, Paris 1850, t. II, p. 504.

(2) ERASME : *L'éloge de la folie*.

(3) Sébastien FAURE : *La douleur universelle*, Paris, 1895, p. 318.

(4) PAULIAN : Moyens de prévenir la prostitution des mineurs, *V^e Congrès pénitentiaire*, Paris, 1895, p. 755.

(5) D^r A. MARRO : Classification des délinquants d'après leurs caractères essentiels, organiques et psychiques, *Congrès de Rome*, 1885, p. 139.

parents à l'époque de la génération des enfants. Les vieux deviennent trop souvent circonspects, méfiants, égoïstes, soupçonneux, froids et cruels et transmettent ces défauts à leur progéniture. L'aliéniste italien soutient cette thèse en remarquant que les crimes de sang prémédités, les plus graves, les escroqueries qui impliquent une plus grande dépense de travail intellectuel sont le fait de criminels issus de parents déjà âgés, tandis que les rixes, les rébellions, sont produites par des sujets cédant aux premières impulsions et nés de parents jeunes.

Comme dans toutes les généralisations, les exceptions peuvent abonder. Nous pourrions citer Goethe qui était le fils d'un conseiller impérial de Francfort-sur-Mein déjà âgé. En l'espèce il faut surtout faire intervenir la mère, qui, plus que le père, réagit sur l'enfant ainsi que nous le démontrerons plus loin.

Terminons cette énumération par le suprême coupable sur la domination duquel tous les savants et tous les sociologues sont d'accord, l'alcool, « pierre de touche des fonctions cérébrales » (Ch. Féré) (1). La question n'est pas neuve. « Jeune homme, disait Diogène à un enfant stupide, ton père était bien ivre quand ta mère t'a conçu (2). » Amyot soutenait avec autant d'énergie que de raison qu'« un ivrogne n'engendre rien qui vaille » (3). De toutes parts affluent les documents et les études et dans cet accord unanime nous avons, tout récemment encore, la satisfaction de trouver notre pays au premier rang ;

(1) D' CH. FÉRÉ : *La famille névropathique*, 2^e édit., Paris, 1898, p. 14.

(2) in J. VOISIN : *L'idiotie*.

(3) in BOUCHARDAT : *Traité d'hygiène*, Paris, 1883, 2^e édit., p. 308.

Magnan est surnommé le Charcot, Legrain, le Lombroso de l'alcoolisme. L'alcool-aliment de M. le professeur Duclaux vient de jeter une note discordante qui ne change rien à nos convictions. Alors même que cette formule serait *chimiquement* exacte, elle ne sera jamais *socialement* vraie (D^r Garnier). M. Duclaux est un bio-chimiste de premier ordre, ses travaux honorent notre époque et nous ne dénions pas la valeur de ses découvertes de laboratoire. Mais il peut manquer de cette expérience d'application qui est plutôt l'apanage des médecins. Peut-être ces derniers ont-ils trop laissé se constituer en dehors d'eux une sorte de thérapeutique d'État et nous approuvons l'appréciation de M. le D^r H. Helme : « Si nous avions fait observer un peu mieux le proverbe, à chacun son métier, il n'y aurait pas aujourd'hui dans cette question de l'alcool tant à boire et à manger (1). »

Puison à pleines mains à la source des Congrès d'anthropologie criminelle.

A Rome, Marro (2), Lombroso (3), Frigerio (4); à Paris, Taverni et Magnan (5) incriminent l'alcoolisme des parents. A Bruxelles, de Vaucleroy (6) signale *les enfants du dimanche* qui portent en eux des traces irrécusables

(1) D^r H. HELME : *Revue moderne de médecine et de chirurgie*, février 1903, p. 43.

(2) D^r MARRO : Tableau des catégories des délinquants, *Congrès de Rome*, p. 12.

(3) LOMBROSO : *Actes du Congrès de Rome*, 1885, n. 19.

(4) D^r FRIGERIO : *ibid.*, p. 213.

(5) D^r TAVERNI ET MAGNAN : De l'enfance des criminels dans ses rapports avec la prédisposition naturelle au crime, *Congrès de Paris*, 1889, p. 47.

(6) D^r DE VAUCLEROY : Influence de l'hérédité alcoolique sur la folie et la criminalité, *Congrès de Bruxelles*, 1892, p. 465.

de l'intoxication alcoolique de leurs auteurs. A Genève (1), Legrain expose que les variétés de dégénérés alcooliques dépendent :

1° De l'état d'imprégnation des générateurs lors de la conception ;

2° De l'usage de certains spiritueux, tels que l'absinthe et les boissons à essence (vermouths, bitters, etc.);

3° De la bilatéralité des influences héréditaires.

Pour compléter relevons la loi de Ladame : « Si c'est la mère qui est alcoolisée, l'enfant héritera beaucoup plus sûrement et plus profondément de la tare alcoolique, même si le père est absolument sain. »

La méthode expérimentale vient confirmer toutes ces règles. Dans sa Pathologie comparée de l'homme et des êtres organisés, M. le D^r Bordier, l'éminent Directeur de l'École de Grenoble, résume les faits observés sur les animaux par Mairet et Combemale (2). « Un chien intoxiqué chroniquement par l'alcool, s'accouple avec une chienne vigoureuse exempte de toute tare, qui donne le jour à douze chiens tous morts dans l'espace de douze jours : deux sont mort-nés, trois peuvent être considérés comme ayant péri accidentellement; l'autopsie des sept autres a montré des lésions qui ne peuvent être rattachées qu'à la dégénérescence alcoolique. Une chienne, fille d'une chienne alcoolique et présentant elle-même des phénomènes de dégénérescence du système nerveux, accouplée avec un chien intelligent et vigoureux met bas trois

(1) D^r LEGRAIN : Conséquences sociales de l'alcoolisme des ascendants au point de vue de la dégénérescence, de la morale et de la criminalité, *Congrès de Genève*, 1896, p. 157.

(2) D^r A. BORDIER : *Pathologie comparée de l'homme et des êtres organisés*, Paris, 1889, p. 163.

chiens : l'un offre de nombreux vices de conformation ; le second meurt athrepsique avec persistance du trou de Botal, le troisième est atteint de carreau et d'atrophie du train postérieur.

Mais on pouvait supposer que des influences étrangères à l'intoxication intervenaient dans ces dégénérescences. Ch. Féré, avec un grand luxe de témoins, opéra alors sur des œufs d'oiseau. D'après ses expériences, les alcools sont d'autant plus toxiques et d'autant plus tératogènes que leur poids moléculaire est plus élevé (1).

Morel (2) avait formulé des conclusions à peu près identiques en étudiant les descendants dégénérés des alcooliques.

Il a trouvé :

Première génération. — Dépravation morale, excès alcooliques.

Deuxième génération. — Ivrognerie habituelle, manie, ramollissement cérébral.

Troisième génération. — Hypochondrie, mélancolie, suicides, homicides.

Quatrième génération. — Imbécillité, idiotisme, stérilité, extinction de la famille.

M. le Dr Rodiet, se basant sur les recherches du professeur Demme, médecin de l'hôpital des enfants de Berne, classe les descendants des alcooliques dans les catégories suivantes : « Ou bien le buveur engendre un buveur qui dès l'enfance sera poussé à l'ivrognerie. Ou bien le buveur procréera un dipsomane à excès alcooliques

(1) Dr Ch. FÉRÉ : *La famille névropathique*, 2^e édit., Paris, 1898, p. 248.

(2) B.-A. MOREL : *Traité des dégénérescences physiques, intellectuelles et morales*, Paris, 1857.

intermittents. Ou bien, le plus souvent, la tare héréditaire se manifeste par des accidents nerveux : les plus fréquents sont l'hystérie, l'épilepsie, les diverses formes de folie et surtout la dégénérescence mentale à tous ses degrés (1). » Le même praticien explique que la race bretonne de la côte s'abâtardit parce que les chefs de famille, pêcheurs d'Islande, qui ne boivent que de l'eau pendant leur campagne, dépensent à leur retour leur gain en saouleries et font la plupart du temps leurs enfants en état d'ivresse.

Legrain (2) a suivi quatre générations de buveurs dans 215 familles, en tout 814 suites ; il estime à 32, 60 p. 100 le déchet social brut par hérédoolisme. A Amsterdam, M^{me} Louise Robinowitch (3) va plus loin et compte que 48 p. 100 des enfants criminels passés par le bureau d'admission de Sainte-Anne étaient nés de parents alcooliques. Enfin, pour rendre ce tableau plus saisissant, citons avec M. Jules Morel de Mons, qui l'attribue au D^r Pelman de Bonn et avec le D^r H. Thulié qui dit le tenir de M. Dugdade de New-York, l'exemple d'Ada Jurke. Cette ancienne ivrogne, née en 1740, est décédée au commencement du siècle suivant. Elle a laissé une progéniture de 834 personnes dont on a pu en poursuivre 709. Dans ce nombre il y avait 106 enfants naturels, 142 mendiants, 64 soutenus par la bienfaisance, 161 adonnées à la

(1) D^r A. RODIET : Les enfants alcooliques, *Revue philanthropique*, septembre 1902, p. 547.

(2) D^r LEGRAIN : Conséquences sociales de l'alcoolisme des ascendants au point de vue de la dégénérescence, de la morale et de la criminalité, *Congrès de Genève*, 1896, p. 160.

(3) D^r Louise ROBINOWITCH : Sur le devoir du gouvernement dans la cause de l'empêchement de la naissance et de la propagation de la criminalité, *Congrès d'Amsterdam*, 1901, p. 188.

prostitution, 76 criminels et parmi eux 7 assassins ! En soixante-quinze ans cette seule famille, par des calculs officiels, a coûté, pour frais d'entretien, frais d'emprisonnement, dommages et intérêts, etc., une somme de *six millions deux cent cinquante mille francs* (1).

On voit que l'examen de la conception éclaire d'un jour puissant bien des faits d'apparence obscure. Nous en profiterons pour combattre avec MM. Motet (2) et Dalifol (3) l'asile pour fils de criminels dont M. l'abbé M. de Baëtz et son frère le D^r G. de Baëtz proposaient la création au congrès de Genève (4). Dans notre service des Assistés nous avons des enfants de cette provenance : d'aucuns sont mauvais, d'autres passables ; mais il y en a aussi d'excellents et nous pourrions citer de leur part certaines actions dignes de figurer dans les manuels d'instruction civique. C'est une erreur indiscutable que de conclure pour eux du crime au crime : tel assassin qui a tué sous l'influence de l'alcool était parfaitement sain quand il a procréé ses enfants et c'est au moment de la copulation qu'il faut scruter les générateurs, si on veut apprécier la juste valeur de leur influence.

GESTATION

Derrière le blanc linceul de bébés morts trop tôt

(1) D^r Jules MOREL : La prophylaxie et le traitement du criminel récidiviste, *Congrès d'Amsterdam*, 1901, p. 53.

(2) D^r A. MOTET : *Compte rendu du IV^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Genève, 1896, p. 318.

(3) L. DALIFOL : *Ibid.*

(4) DE BAETZ (l'abbé et le D^r) : L'éducation des fils de criminels *Congrès de Genève*, 1896, p. 90.

M. le sénateur Paul Strauss (1) fait entrevoir *la maternité douloureuse* avec toutes ses tristesses. C'est elle que nous apercevons aussi, bien sûrement, à l'origine de nos dégénérés et de nos anormaux ; car, « il y a une solidarité presque absolue entre la mère et le fœtus » (2). Le malheureux être qui souffre dès le sein de sa mère est fatalement condamné à ces altérations du système nerveux que signale Jules Morel à Amsterdam (3). Nous pourrions reprendre notre énumération précédente, insister de nouveau sur les expériences de Féré (4) prouvant « qu'une même influence peut, suivant l'époque où elle agit, déterminer l'infécondité des monstruosité, l'avortement, la mortinatalité, des retards de développement ou de la débilité congénitale ». Mais d'autres facteurs interviennent plus significatifs pour le public, plus déshonorants pour les sociétés qui les subissent. En premier lieu, invoquons la misère qui a une si large part dans toutes les dégradations humaines.

Les individus mal logés, peu alimentés, ont le triste privilège des maladies de la grossesse (Lacassagne) (5). Le confinement des logements et la véritable réclusion que leur exiguité impose à la population des villes sont peu propres au développement normal du fœtus. Darwin a constaté que chez les poules qui vivent libres en plein air, 20 p. 100 des œufs avortent ; chez celles qui sont

(1) D^r P. STRAUSS : Puériculture et Pouponnière, *Revue philanthropique*, janvier 1902, p. 284.

(2) D^r A. PROUST : *Traité d'hygiène*, 2^e édit., Paris, 1882, p. 104.

(3) D^r Jules MOREL : La prophylaxie et le traitement du criminel récidiviste, *Congrès d'Amsterdam*, 1901, p. 45.

(4) D^r Ch. FÉRÉ : *La famille névropathique*, 2^e édit., Paris, 1898, p. 247.

(5) D^r A. LACASSAGNE : *Actes du II^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Paris, 1889, p. 166.

moins complètement libres, la proportion des œufs avortés s'élève à 40 p. 100 ; chez celles qui vivent complètement enfermées, ce chiffre atteint 60 p. 100.

Bordier (1) établit que sur 10.000 naissances on constate :

A la campagne	1.009 mort-nés
A la ville.	1.289 —
Dans la Seine.	1.466 —

Si on ajoute à ce logement malsain, les difficultés de la vie matérielle qui obligent la mère à peiner jusqu'au dernier moment pour subvenir aux besoins du ménage, avec une nourriture peu substantielle, et l'omission des soins élémentaires d'hygiène et de propreté, il faut forcément admettre avec le professeur Lacassagne « *l'empreinte du mal de misère* » (2). Ce n'est pas tout, et la situation devient plus sombre à mesure qu'on l'examine de plus près. Sur les 3.764 mort-nés relevés par le Dr Bordier il s'en trouve 2.292 d'illégitimes : alors apparaît le douloureux calvaire de la fille-mère. « Le séducteur est venu, comme la mort dans les Écritures, car dans l'amour il y a de l'agonie. Il est venu, puis malgré son départ, l'abandonnée s'aperçoit qu'elle n'est plus seule. » (Edmond Robert) (3). Quelles angoisses pour les malheureuses que des préjugés stupides vont marquer de mépris et mettre au ban de la société, qu'une réprobation cruelle va envelopper sans pitié ni merci ! Vomissements, malaises, syncopes devront être dissimulés par la pauvre

(1) D^r A. BORDIER : *La vie des sociétés*, Paris, 1887, p. 147.

(2) D^r A. LACASSAGNE : *Actes du II^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Paris, 1889, p. 166.

(3) Edmond ROBERT : *Les domestiques*, Paris, 1875, p. 199.

mère; à la période de calme et de bien-être où le ventre se développe il faudra que *sa grossesse ait la taille fine* (1); elle devra supporter les troubles mécaniques de la fin, indécise sur son gîte, sans soutien et sans ressources ! La lâcheté de l'amant que la loi abrite, l'insuffisance de la protection sociale qui laisse souffrir, en pleine prolifération, un élément de la vie, cette « complicité anonyme des hommes et des choses » (2) sont tellement ineptes dans leur cruauté que l'infanticide, *crime des servantes*, reste presque toujours impuni. De telles souffrances ont leur répercussion sur l'enfant qui va naître. C'est indéniable et nous allons en attester la profonde vérité par une preuve contraire qui nous est personnelle. La Maternité de Grenoble a été, jusqu'à ces dernières années, entretenue par le budget départemental. Les filles-mères y étaient reçues deux et quelquefois trois mois avant leur accouchement. Elles y trouvaient une nourriture saine et substantielle, des soins hygiéniques médicalement surveillés et l'Inspection des Enfants Assistés leur assurait le placement des nouveau-nés. Les pupilles, ainsi protégés *abovo*, que nous avons recueillis à la naissance, ont été élevés avec des pensions dont nous nous abstiendrons de qualifier le tarif. Ils descendent néanmoins de la montagne nourricière travailleurs, fidèles et économes, pouvant soutenir avantageusement la comparaison avec un nombre égal de fils ou de filles de familles même aisées. Ils donnent ainsi un formel démenti à ceux qui leur attribuent un vice originel obligatoire. Les conditions de la gestation sont donc de la plus grande importance

(1) Edmond ROBERT : *Les domestiques*, Paris, 1875, p. 198.

(2) Edmond ROBERT : *ibid.*, p. 199.

pour qui veut sérieusement examiner le rendement social des enfants. Quand la vie intra-utérine a été bonne, l'enfant naturel ne perd pas la supériorité de sa conception; il vaut, en tout cas, au moins autant que l'enfant légitime.

PREMIÈRE ENFANCE

« Donnez-moi un nouveau-né aussi robuste que vous voudrez, écrit Parrot, avec l'influence nosocomiale et une mauvaise alimentation, nous en ferons un athrepsique (1). » Or l'anatomie pathologique trouve chez ces malades : ramollissement cérébral, thrombose des sinus, hémorragie encéphalique, toutes lésions déformatrices du système nerveux.

Au moment où les os du crâne se développent l'influence de la nourriture est prépondérante. S'il y a synostose prématurée, les masses du cerveau sont gênées dans leur expansion ; si, au contraire, il y a défaut d'ossification, comme dans le rachitisme, tout l'organisme est infecté par les poisons élaborés dans le tube digestif selon la théorie de Charrin et Gley (2). Quelles qu'en soient la nature et l'origine, le crime « n'étant en principe qu'une manifestation de l'activité cérébrale » (Dallemagne) (3), on peut dire, à l'instar de Kant : « *l'homme est ce qu'il a mangé étant enfant.* »

Le docteur Coudereau, dans une remarquable thèse,

(1) D^r PARROT : *Progrès médical*, 1874.

(2) D^r E. WEILL : *Précis de médecine infantile*, Paris, 1900, p. 204.

(3) D^r DALLEMAGNE : *Stigmates anatomiques de la criminalité*, Paris sans date, p. 112.

étudie ce problème de l'alimentation des nourrissons qui n'est « vraiment réparatrice et complète qu'à une condition, c'est qu'elle contienne tous les éléments dont l'analyse chimique démontre la présence dans le corps qui s'en nourrit et que ces éléments soient présentés sous une forme assimilable et dans des proportions convenables » (1).

M. le Dr Flandrin, médecin accoucheur en chef de l'hôpital de Grenoble, aboutit aux mêmes conclusions et demande de vastes nurseries, « construites, aménagées et dirigées avec les méthodes que la science moderne a établies » (2).

Hélas ! ce n'est qu'un vœu ! En réalité, l'élevage est empirique ; il s'effectue au sein ou au mode artificiel en présentant de nombreuses déficiences qui sont pour l'enfant autant de causes pathogènes.

Le professeur Weill donne l'avantage au lait humain parce qu'il est ingéré à l'état *vivant* tandis que le lait de vache est à l'état *de cadavre* (3). Il faut encore tenir compte du tempérament de la nourrice. A l'hôpital Cochin, une mère, après un accès de colère, perd successivement quatre enfants qui meurent dans les convulsions (4). Dans sa *Chimie pathologique*, Lhéritier cite un cas où le lait est devenu très acide à la suite d'un chagrin violent, et où le nourrisson fut pris d'accès épileptiformes (5). Pour Donné,

(1) Dr C. A. COUDEREAU : *Recherches chimiques et physiologiques sur l'alimentation des enfants*, Paris, 1869, p. 6.

(2) Dr FLANDRIN : Des soins donnés aux nouveau-nés à l'hôpital de Grenoble, *Dauphiné médical*, septembre 1899, p. 205.

(3) Dr E. WEILL : *Précis de médecine infantile*, Paris, 1900, p. 6.

(4) Dr C. A. COUDEREAU : *supra*, p. 40.

(5) LHÉRITIER : *Chimie pathologique*.

l'altération du lait qui coïncide avec l'état morbide de la mère n'est autre chose que le retour à l'état colostral (1). Guénart rapporte le fait d'un nourrisson qui était pris de crises convulsives chaque fois que sa mère, qui était très impressionnable, lui donnait le sein après s'être livrée au coït (2).

L'hygiène de la femme qui allaite a sa répercussion sur l'état du nourrisson. Comby (3) interdit le vin pur, le café, les liqueurs fortes, l'alcool éliminé avec le lait pouvant rendre l'enfant malade. Vernay (4), Baumes (5), Vallin (6), Pierre Franck (7), signalent des troubles d'évolution liés à cette cause.

N'oublions pas la misère qui intervient ici avec son triste cortège de souffrances. Son allure est plus lugubre encore dans l'allaitement artificiel quand tout manque dans le ménage... jusqu'au lait ! Le dernier procédé exige déjà, avec l'abondance du breuvage, des soins de tous les instants si minutieux qu'il produit presque toujours des résultats alarmants.

L'incurie quelquefois jointe à la cupidité des nourrices, les préjugés invétérés, les usages antihygiéniques aboutissant à l'emploi prématuré d'aliments solides et par suite à des décès déplorables, à des déformations moins apparentes mais tout aussi certaines, voilà le bilan du

(1) D' DONNÉ : *Conseils aux mères sur l'allaitement*.

(2) In D' FÉRÉ : *La famille névropathique*, 2^e édit., Paris, 1898, p. 50.

(3) COMBY : *Traité des maladies de l'enfance*, p. 14, 2^e édit., Paris, 1895.

(4) VERNAY : *Lyon médical*, 1872, t. XI, p. 440.

(5) BAUMES : *Traité des convulsions dans l'enfance*, 2^e édit., p. 78, 1895.

(6) VALLIN : *Revue d'hygiène*, 1896, p. 953.

(7) P. FRANCK in BOUCHARDAT : *Hygiène*, p. 986, 2^e édit., Paris, 1883.

biberon. On a bien cherché à lutter contre l'ignorance et essayé de soumettre à une surveillance intelligente (loi du 23 décembre 1874) les nourrices mercenaires si nombreuses en certains pays.

Nous ne serons contredit par aucun praticien en disant que les avis des médecins inspecteurs ont trop souvent peu de crédit auprès des intéressés et sont primés par les commérages des bonnes femmes de l'endroit.

Le carnet officiel de la nourrice renferme il est vrai des instructions très précises et très complètes rédigées par l'Académie de médecine. Ces conseils n'ont pas grand effet et nous partageons sur ce point l'opinion du D^r Bordier (1) lorsqu'il reconnaît que les préceptes administratifs par voie d'affiche ou de règlement sont à peu près inutiles. En supposant qu'elle sache bien lire, une nourrice ne s'assimilera jamais six pages de notions d'hygiène imprimées en caractères uniformes, fins et serrés. Par contre, les courtes et fallacieuses annonces des journaux captent facilement sa confiance et les élixirs merveilleux comme les vermifuges souverains vendus à grand renfort de grosse caisse, installent près du berceau l'alcool néfaste qui leur sert de base. « Par le fait des professions bizarres et suspectes qui s'étalent au grand jour pour exploiter le terrain fructueux de la bêtise et des faiblesses humaines (Lacassagne) (2), l'alcoolâtrie médicale (Jacquet) (3) exerce de nombreux ravages. C'est en vain que le médecin s'efforce de pratiquer l'enseigne-

(1) D^r A. BORDIER : *La vie des sociétés*, Paris, 1887, n. 251.

(2) D^r A. LACASSAGNE : L'affaire Guindrand-Jouve, *Archives d'anthropologie criminelle*, 1895, t. LIX, p. 563.

(3) D^r JACQUET : *Bulletin de la Société médicale des Hôpitaux de Paris*, 1899, p. 934.

ment des maîtres de la pathologie infantile en observant la prudente thérapeutique si bien formulée par E. Weill (1) et Comby (2) : le charlatan éhonté, le pharmacien peu consciencieux déjouent, à son insu, la sagesse de ses recommandations. Dès les premiers jours de sa vie, l'enfant a mille risques d'être atteint dans le développement normal de sa constitution. Les périls vont s'accumuler à chaque pas de son existence, non seulement à cause du terrain pathologique sur lequel vont éclore des perversions et des anomalies mais aussi parce que « les conditions sociales mêmes » (3) vont installer dès la première jeunesse « des associations d'impressions, de représentations, de sensations et de sentiments qui ont une influence immense dans la vie de l'âme » (4). Continuons à délaisser les maladies ordinaires et leurs reliquats de dégénérescence pour regarder ce milieu délétère qui, « par un enchaînement de circonstances souvent ridiculement petites en elles-mêmes » (5), mène plutôt à la prison qu'au médecin. Nous retrouvons encore les logements exigus où sont entassées pêle-mêle les personnes des deux sexes et de tous les âges « comme des harengs dans un baril (6) ». La stagnation du linge sale, la fermentation des détritrus culinaires, les émanations carboniques de la respiration en font « un laboratoire d'intoxication con-

(1) D^r E. WEILL : *Précis de médecine infantile*, Paris, 1900, p. 11.

(2) D^r COMBY : *Traité des maladies de l'enfance*, 2^e édit., Paris, 1895, p. 20.

(3) D^r A. ZUCCARELLI : *Actes du I^{er} Congrès d'anthropologie criminelle de Rome*, 1885, p. 168.

(4) D^r D. DRILL : *Compte rendu du V^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Amsterdam, 1901, p. 510.

(5) D^r MANOUVRIER : *Actes du II^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Paris, 1889, p. 277.

(6) D^r D. DRILL : *supra*, p. 511.

tinue (1) où l'air vicié, plus pesant, gagne les espaces inférieurs et atteint d'abord, lentement mais à coup sûr, l'enfant en raison de sa taille. Dans cette agglomération malsaine les plus âgés rapportent du dehors des allures licencieuses ; chose plus hideuse, dit M^{me} Oppezzi (2), pour se débarrasser de la garde qui leur est confiée, ils enseignent aux innocents des passe-temps honteux.

« Si la pauvreté est funeste, l'excessive richesse n'est pas une condition beaucoup plus avantageuse. » (Bordier) (3). La Bruyère avait raison de préférer la médiocrité, la privation existant très souvent au milieu de l'abondance. *Misère des riches* que Bouchardat discute savamment dans son *Traité d'hygiène* : « Il me semble démontré que physiologiquement, il n'existe aucune différence essentielle entre un individu qui n'utilise pas une quantité suffisante d'aliments de calorification parce qu'il n'en a pas, et celui qui peut en avoir, mais qui n'en use point, parce qu'il est malade, ou qu'au point de vue alimentation ses goûts sont dépravés (4). » Les enfants des riches n'échappent pas aux lois de la conception ; les obligations mondaines leur font une gestation déplorable et les préjugés les atteignent dans leur évolution tout comme les fils de prolétaires. Ils sont pour la plupart abandonnés aux soins des domestiques dont l'influence se fait toujours sentir. Un proverbe russe dit très justement : « L'enfant

(1) Georges ROCHER : V^e Congrès pénitentiaire. Rapports de la 4^e section, Paris, 1895, p. 349.

(2) M^{me} OPPEZZI : Moyens de prévenir et de réprimer la prostitution des mineurs, V^e Congrès pénitentiaire, Paris, 1895, p. 738.

(3) D^r A. BORDIER : *La vie des sociétés*, Paris, 1887, p. 209.

(4) D^r A. BOUCHARDAT : *Traité d'hygiène publique et privée*, 2^e édit., Paris, 1883, p. 631.

qui a sept bonnes a toujours un œil de moins. » Pour ces raisons nous combattons l'opinion de M. le Dr Antony Rodiet (1) qui voudrait être très sévère pour les fils de famille et réserver aux seuls enfants pauvres le bénéfice de l'irresponsabilité. En l'espèce nous nous joignons volontiers à Émile Gautier pour féliciter Sébastien Faure d'avoir osé écrire, « dans un livre qui, dans une certaine mesure, paraît s'adresser de préférence aux révoltés d'en bas, que personne n'échappe au mal de vivre » (2).

SCOLARITÉ

La scolarité est une période capitale de la vie de l'enfant. C'est à l'école que va se faire officiellement l'adaptation de l'individu au milieu social et ce dressage obligatoire met en relief les dégénérescences et les retards d'évolution. Alors interviennent trop souvent « les jardiniers » signalés par M. le Dr Bordier (3). Ces orthopédistes d'un nouveau genre, suivant littéralement les règles de la pédagogie, croient pouvoir déformer à leur gré les organismes et oublient les lois imprescriptibles de la nature. Le cerveau est à peine développé que commencent « la compression, la discipline, l'immobilité » (4). L'éducation physique tant prônée n'est que virtuelle. Nous sommes encore loin du programme de

(1) D' A. RODIET : Les enfants alcooliques, *Revue philanthropique*, septembre 1902, p. 542.

(2) Sébastien FAURE : *La douleur universelle*, Paris, 1895, Préface, p. IX.

(3) D' A. BORDIER : *La vie des sociétés*, Paris, 1887, p. 312.

(4) — *Ibid.*, p. 326.

M. le Dr A. Proust (1) indiquant de séparer chaque heure de travail assidu par des intervalles de repos d'un quart d'heure : les récréations sont courtes, peu nombreuses et il nous souvient encore de ce cri instinctif de délivrance que poussent les élèves primaires de Grenoble quand finit la trop copieuse classe du soir.

La salle et le mobilier seraient-ils installés et entretenus conformément à toutes les règles de l'hygiène que cette vie sédentaire et confinée n'en serait pas moins contraire au tempérament des écoliers. Montaigne trouvait que les collèges abrutissaient les petits enfants de France. Que dirait-il, s'il les voyait aujourd'hui, voués « à toutes les incommodités qu'on ne s'attendrait à rencontrer que chez les employés vieillis sur le *rond de cuir*, migraines, constipation, hémorroïdes, etc. (2) » (Bordier). Et coëtera, c'est-à-dire scoliozes, myopies, mauvaise croissance et toutes autres déformations qui nous éloignent du *bon animal* dont Spencer fait la première condition de la prospérité nationale. Les sujets bien conformés ne se soumettent pas sans peine à pareil régime ; à fortiori, les débiles et les tarés repoussent-ils une vie aussi rigide et tendue et montrent-ils la plus grande répugnance pour les exercices éducatifs. Au congrès de Paris, M. le Dr Taverni, considérant biologiquement ce manque d'aptitude à l'éducation, explique qu'il y a « impossibilité physique de soumettre quelques-uns des centres nerveux principaux de l'élève à contracter l'habitude de s'accommoder dans leur structure, de manière qu'ils puissent exécuter *facile, pleno, tuto et jucunde* tous les mouvements

(1) Dr A. PROUST : *Traité d'hygiène*, 2^e édit., Paris, 1881, p. 217.

(2) Dr A. BORDIER : *La vie des sociétés*, Paris, 1887, p. 326.

moléculaires qui doivent produire les répétitions » (1). Il en résulte que les objurgations et les punitions pleuvent sur des enfants qui auraient bien plus besoin d'hydrothérapie ou de bromure. Parmi ces prétendus rebelles nous retrouvons au premier rang nos fils d'alcooliques avec « un affaiblissement plus ou moins grand de la mémoire, une difficulté plus ou moins grande à concentrer l'attention, l'instabilité de l'humeur, l'incapacité plus ou moins grande de produire des efforts prolongés avec ses effets secondaires bien graves, l'indisposition pour le travail intellectuel, l'irritabilité plus ou moins grande touchant à la véritable méchanceté » (2). Pour ceux-là, il faudrait, dit M^{lle} Louise Robiénowitch (3), que leur éducation soit continuellement entrelacée avec celle de l'éducateur. Comment voulez-vous qu'un maître de la ville ayant 45 ou 50 enfants sous sa surveillance puisse véritablement tenir compte des exigences de chacun d'eux ? Il en est de même à la campagne où des écoliers d'âges trop différents sont réunis dans la même classe, où il faut emprisonner les plus avancés dans cet appareil de vie ou de mort pour l'instituteur : le programme du certificat d'études ! La discipline automatique prend par suite le dessus dans nos écoles ; règle nulle parce qu'elle n'a aucune action régressive sur les caractères anormaux, dangereuse parce que la révolte de ces derniers a un effet pernicieux sur la

(1) D' TAVERNI : De l'enfance des criminels dans ses rapports avec la prédisposition naturelle au crime, *Congrès de Paris*, 1889, p. 51.

(2) D' D. DRILL : *Compte rendu du V^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Amsterdam, 1901, p. 509.

(3) D' Louise ROBINOWITCH : Sur le devoir du gouvernement dans la cause de l'empêchement de la naissance et de la propagation de la criminalité, *Congrès d'Amsterdam*, 1901, p. 194.

malléabilité des autres. D'une rigueur soutenue, les enfants passent brusquement, dans la rue ou dans les champs à une liberté sans contrainte.

Le mal ne fait qu'empirer et les brebis gâtées justifient l'affirmation de Quetelet : « Les maladies morales sont comme les maladies physiques : il y en a de contagieuses, d'épidémiques et d'héréditaires (1). »

PUBERTÉ

Il faudrait citer en entier les judicieuses réflexions que la puberté a suggérées à Cabanis. L'illustre savant explique les profondes modifications apportées à nos organes dans cet âge critique et montre clairement quelle connexion il peut y avoir entre elles et les actes délictueux. « L'homme est celui de tous les êtres vivans connus dont la puberté peut être le plus accélérée par des excitations vicieuses, et son cours ordinaire le plus interverti par toutes les circonstances extérieures qui font prendre de fausses routes à l'imagination. Ainsi, dans les mauvaises mœurs des villes, on ne donne pas à la puberté le temps de paraître ; on la devance ; et ses effets se confondent d'ordinaire avec l'habitude précoce du libertinage (2). » La science contemporaine ne fait que fortifier cette opinion ; au cinquième congrès pénitentiaire, M. Ugo Conti estime que la puberté est « le troisième et dernier stade

(1) QUETELET : *Du système social et des lois qui le régissent*, Bruxelles, 1848.

(2) P. J. G. CABANIS : *Rapports du physique et du moral de l'homme*, Paris, An XIII (1805), 2^e édit., t. I^{er}, p. 109.

de la minorité pénale » (1). Pour ce professeur, les impubères ne sont pas psychologiquement normaux et M. J. Gaufrès atteste cette vérité en prouvant que la proportion des délits commis par les mineurs de seize ans est de 76 p. 100 au-dessus de treize ans et seulement de 24 p. 100 au-dessous de cet âge (2). De la façon dont se passe cette phase intermédiaire entre l'instinct et la moralité, on peut induire ce que seront les mœurs de l'individu ultérieur. Dimitri Drill est complètement de cet avis quand il parle de l'âge de treize à quinze ans « pendant lequel agissent des impulsions organiques que l'on ne saurait nommer malades, mais qui n'en sont pas moins exclusives jusqu'à un certain point et qui exercent une influence décisive sur tout l'être intellectuel et moral de l'enfant » (3). Le passage est toujours périlleux à franchir : « Dans les deux sexes, l'installation de la fonction génitale appelle tous les excès, quelquefois les aberrations les plus étranges, les plus horribles » (4). M. le Dr A. Marro, qui avait déjà étudié la question dans le *Bulletin de la Société mentale de Belgique*, a communiqué au Congrès de Genève un travail important sur les rapports de la puberté avec le crime et la folie (5). Il distingue deux mécanismes, l'un viscéral qui sert à la satisfaction matérielle et finale de l'instinct, l'autre extérieur qui se révèle

(1) UGO CONTI : V^e Congrès pénitentiaire, Rapports de la 4^e section, Paris, 1895, p. 371.

(2) J. GAUFRÈS : Cinquième Congrès pénitentiaire, Rapports de la quatrième section. Paris, 1895, p. 580.

(3) D^r D. DRILL : Congrès pénitentiaire de 1883.

(4) D^r H. THULIÉ : *Le dressage des jeunes dégénérés ou orthophrénopédie*, Paris, 1900, p. 282.

(5) D^r A. MARRO : Les rapports de la puberté avec le crime et la folie, Congrès de Genève, 1896, p. 207.

par des tendances agressives contre les obstacles qui s'opposent au premier.

Examinons attentivement ces manifestations de la sexualité. Dans un intéressant article des *Archives d'anthropologie criminelle*, M. le D^r G. Saint-Paul (1) schématise l'appareil génital de l'homme en une longue chaîne pourvue de trois centres : un centre cérébral, un centre médullaire, un appareil viscéral. A la puberté, tout le système doit arriver à la croissance nécessaire à son fonctionnement. Ses déformations ou ses retards de développement augmentent les troubles fonctionnels normaux déjà si pénibles à supporter et mettent le sujet en état d'infériorité évidente.

Les organes génitaux essentiels ont été l'objet de nombreuses constatations pathologiques. Bourneville et Sollier (2) ont examiné 728 sujets débiles et constaté une proportion s'élevant à 67,79 p. 100 de malformations telles que phimosis, hypospadias, atrophie testiculaire, ectopie, verge en battant de cloche, hernie, varicocèle. Dans sa thèse inaugurale, Pierre Louët (3), se basant sur de semblables observations, aboutit aux mêmes résultats exposés également par Lombroso et Marro. Enfin, M. le D^r Marandon de Montyel (4), dans un mémoire du plus

(1) D^r G. SAINT-PAUL : L'instinct sexuel, *Archives d'anthropologie criminelle*, avril 1902, p. 213.

(2) D^r BOURNEVILLE ET SOLLIER : Des anomalies des organes génitaux chez les idiots et les épileptiques, *Progrès médical*, 1888.

(3) D^r P. LOUËT : *Des anomalies des organes génitaux chez les dégénérés*, thèse de Bordeaux, 1889.

(4) D^r MARANDON DE MONTYEL : Des anomalies des organes génitaux externes chez les aliénés et de leurs rapports avec la dégénérescence et la criminalité, *Archives d'anthropologie criminelle*, janvier 1895 et N^{os} suivants.

haut intérêt, relie, par de nombreux exemples, les anomalies des organes génitaux externes avec la dégénérescence et la criminalité.

L'époque pubère est, en même temps, le moment où la taille s'allonge, le larynx s'accroît, la barbe naît, les traits de la physionomie s'accroissent chez les garçons, tandis que les seins, les hanches, la grâce et le charme se développent chez les jeunes filles. M. le professeur Brouardel appelle l'attention du Congrès de Paris sur l'*infantilisme* ou *féminisme* et signale des types de jeunes gens parisiens et lyonnais dont les organes génitaux restent stationnaires au moment de la puberté. « C'est à peine s'il paraît quelques poils sur le pubis ou dans les aisselles, le reste de la peau est presque glabre; plus tard la barbe se montrera maigre et clairsemée. Le squelette ne prend pas la forme masculine, le bassin est élargi (1). » Vers dix-huit ans, ces sujets prennent des allures féminines et c'est parmi eux que les pédérastes recrutent leurs clercs.

Laurent (2) rattache à ces troubles généraux la *gynécomastie* ou hypertrophie des mamelles. Pour faire pendant, Ch. Féré (3) étudie le *masculisme* ou *viraginité* caractérisé par la présence, à côté des organes fondamentaux du sexe féminin, de certains indices masculins secondaires, poils, mamelles atrophiées, étroitesse du bassin, voix forte, goût pour les exercices violents et, au con-

(1) D' BROUARDEL : *Actes du II^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Paris, 1889, p. 326.

(2) E. LAURENT : De l'hérédité des gynécomastes, *Annales d'hygiène et de médecine légale*, 1890.

(3) Ch. FÉRÉ : *La famille névropathique*, 2^e édit., Paris, 1898, p. 299.

traire, répugnance pour les travaux féminins et pour la toilette.

Revenons au schéma du D^r Saint-Paul et parlons de ses deux autres centres. La fonction sexuelle se découle normalement, d'après cet auteur, en trois phases : tumescence ou éréthisme cérébral, tumescence ou éréthisme médullo-viscéral, détumescence. Les aberrations qui s'y rapportent ont été classées par Magnan (1) en quatre grands groupes selon qu'elles se rapportent aux spinaux, spinaux-cérébraux postérieurs, spinaux-cérébraux antérieurs, cérébraux antérieurs ou psychiques.

Chez les premiers, il n'y a pas d'intervention cérébrale, le domaine du sens génital étant limité à la moelle au niveau de la quatrième vertèbre lombaire (centre génito-spinal de Budge). Ce sont des idiots qui pratiquent une incessante masturbation.

Chez les seconds, le point de départ du réflexe est dans l'écorce cérébrale postérieure. Nous en avons connu un type bien net, jeune fille assistée de quinze ans qui s'attaquait indistinctement à tous les hommes de l'hospice dépositaire, jeunes ou vieux, beaux ou laids, malades, infirmiers ou croque-morts.

Chez les troisièmes, la chaîne est bien complète, mais l'idéation est faussée ou pervertie. Tels les uranistes si bien décrits par André Raffalovich (2) et que le D^r Aletrino (3) a défendus scientifiquement au congrès d'Ams-

(1) D^r V. MAGNAN : *Recherches sur les centres nerveux*, Paris, 1893, 2^e série, p. 152.

(1) A. RAFFALOVICH : L'Uranisme, *Archives d'anthropologie criminelle*, janvier 1895, p. 99.

(2) D^r A. ALETRINO : La situation sociale de l'Uraniste, *Congrès d'Amsterdam*, 1901, p. 25.

terdam. Nous pourrions y joindre les nombreuses perversions sexuelles détaillées par Magnan. Par leur étrangeté elles ressemblent toutes à celle de ce jeune garçon de quinze ans, cité par le D^r A. Moll (1), qui avait coupé les tresses de nombreuses jeunes filles parce qu'il avait une sensation agréable quand il saisissait les cheveux.

Enfin, dans le quatrième groupe, les instincts inférieurs disparaissent pour laisser toute l'action au domaine de l'idéation : « c'est l'amour sans désirs vénériens, en dehors de toute préoccupation charnelle (2). »

M. le professeur Lacassagne, se préoccupant davantage des faits en eux-mêmes dans leurs caractères et leur nature intime, avait proposé avant M. le D^r Magnan une classification plus simple, plus claire et plus philosophique. Nous la trouvons exposée dans la thèse de M. Julien Chevalier (3) : « M. Lacassagne part de ce principe que tout phénomène physiologique, toute fonction peut être intéressée pathologiquement à deux points de vue différents : 1° suivant sa *quantité*, c'est-à-dire le degré plus ou moins élevé d'activité, d'énergie avec laquelle elle s'accomplit ; 2° suivant sa *qualité*, c'est-à-dire le sens dans lequel elle s'exécute, le but qui lui est assigné, son essence même en un mot. Cette loi s'applique à l'instinct sexuel au même titre qu'à toute fonction, qu'à la vision par exemple. Cet instinct peut donc être : 1° normal ; 2° augmenté ou diminué ; 3° perversi. A cha-

(3) D^r A. MOLL : Le médecin comme expert dans les délits contre la pudeur, *Congrès d'Amsterdam*, p. 254.

(1) D^r V. MAGNAN : *Recherches sur les centres nerveux*, 2^e série, Paris, 1893, p. 168.

(2) D^r J. CHEVALIER : *De l'inversion de l'instinct sexuel au point de vue médico-légal*, thèse de Lyon, 1885, p. 10.

cune de ces modalités correspondent un certain nombre de formes pathologiques bien définies et s'adaptant parfaitement à leur cadre. » L'auteur développe ensuite les divisions que nous trouvons plus commode de résumer en un tableau synoptique.

Formes pathologiques portant sur la quantité :

A. <i>États d'augmentation.</i>	{	Tempérament génital ou érotique.
		Névroses à symptômes génitaux.
		Prodromiques (ataxie).
		Onanisme.
B. <i>États de diminution.</i>	{	Satyriasis et nymphomanie.
		Frigité.
		Impuissance.

Formes pathologiques portant sur la qualité :

Inversion du sens génital.	{	Uranisme (hermaphrodisme moral) (Lacassagne).
		Pédérastie ; tribadisme.

Nécrophilie.

Bestialité.

Azoophilie (*Nihilisme de la chair*, Lacassagne).

L'hérédité, l'alcoolisme des ascendants expliquent ces troubles des fonctions cérébrales. Il ne faut pas oublier non plus que l'éducation vicieuse a dans tous ces cas une importance exceptionnelle. M. le Dr Eugène Hubert établit une grande solidarité entre tous les actes de l'impulsion sexuelle. Au début de toutes les perversions des cérébraux antérieurs, il place l'onanisme contracté le plus souvent dans les internats : « Toute fonction surmenée se déränge

et se venge, il faut bientôt pour l'assouvir des jouissances nouvelles, monstrueuses, contre nature (1). » Sans être prude, on est bien obligé de reconnaître que les ouvrages immoraux et les images bêtement licencieuses qui s'étalent, dans tous les kiosques et dans toutes les devantures, aux yeux des enfants et des adolescents indiquent par trop librement « *la pente qui conduit à Sodome* ».

APPRENTISSAGE

Nous donnerons à cette appellation son sens le plus large. Le métier est ordinairement su avant l'âge de vingt ans, mais nous estimons que, jusqu'à la majorité, l'apprentissage de la vie se continue dans sa partie essentielle, celle qui portera le plus de fruits chez l'adulte.

Au sortir de l'école, les filles de nos villes entrent à l'atelier, à la fabrique ou au magasin. Toutes ces agglomérations, où les bonnes côtoient les mauvaises, sont pernicieuses : l'attrait de la toilette et des plaisirs, vantés par les camarades déjà contaminées, attire les plus jeunes dont il excite l'envie, « Faire la noce », paraît un beau rêve et les don Juan de boulevard sont aux aguets pour détourner les travailleuses de leur fatigante besogne. Le magasin n'est guère plus propice à la conservation des bonnes mœurs ; plus il est grand, plus il présente de dangers : employés, voyageurs, chefs de rayon, patrons eux-mêmes excitent parfois les mauvais instincts de leur personnel. Les salaires étant insuffisants, la coquetterie

(1) D' E. HUBERT : *Actes du III^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Bruxelles, 1892, p. 451.

et la paresse prennent vite le dessus quand l'abject intermédiaire vient offrir vie facile et toilettes luxueuses.

Nous ne dirons rien des domestiques ; il y a longtemps que Parent-Duchâtelet a constaté que le dix-septième de la prostitution parisienne se recrutait parmi les servantes séduites par le maître, renvoyées par le maître. Ces chiffres n'ont pas diminué : « ils sont une flétrissure sociale et marquent à l'épaule la statue de la loi. » (Edmond Robert.) Ajoutons à ces causes la vie scandaleuse de la famille avec les délits épouvantables relevés par les tribunaux contre les pères alcooliques. De la prostitution au crime le pas est vite franchi ; sur dix-sept filles criminelles, le Dr Marro en compte seize ayant eu des contacts sexuels.

Les garçons ne sont pas plus à l'abri que les filles ; le foyer, quand il existe, est pour le moins désagréable et encombré, ils lui préfèrent la rue « plus gaie et plus hospitalière » (2). La rue facilite leurs mauvais penchants, petit à petit ils deviennent vagabonds et voleurs et l'atelier, avec son labeur assidu, ne leur dit pas grand'chose surtout si des tares pathologiques provoquent leur instabilité. On les voit essayer dix métiers différents sans s'attacher à aucun, « l'arbre n'étant jamais bon pour se pendre » (3). La chaussée est toujours là qui les attire et les accueille ; ils s'adjoignent à ce ramassis de rôdeurs de barrières, cambrioleurs, souteneurs, qui dans chaque ville ont un lieu spécial de rendez-vous et, sous l'œil

(1) Ed. ROBERT : *Les domestiques*, Paris, 1875, p. 197.

(2) G. ROCHER : *V^e Congrès pénitentiaire*, Paris, 1896, p. 344.

(3) CARRARA : *V^e Congrès d'anthropologie criminelle d'Amsterdam*, 1901, p. 287.

impuissant de la police, ils participent à la préparation des mauvais coups et consomment leur déchéance définitive.

A la campagne, quoique les filles soient exposées aux brutales passions des paysans et aux entreprises des jeunes gars du village, il y a un certain isolement qui met à l'abri des contagions malsaines. C'est peut-être l'occasion seule qui manque aux agriculteurs mais il est reconnu que le crime est moins fréquent parmi eux que chez les citadins. Les professions exercées par les enfants arrêtés et traduits en justice sont particulièrement significatives. M. Ernest Passez (1) remarque que « sur 1.483 garçons, 325 seulement, soit 21,91 p. 100, travaillaient aux champs, les autres, 78,09 p. 100 de l'effectif, avaient une occupation industrielle; parmi 387 filles, 11,89 p. 100 étaient employées aux travaux de l'agriculture et 88,11 p. 100 exerçaient un autre métier.

A la ville comme à la campagne, l'inaptitude au travail est le précurseur des délits et des crimes. « Tout individu qui ne travaille pas joue dans l'organisme social le même rôle que ces tumeurs qui apparaissent au milieu des tissus formées d'éléments inutiles, qui détonent dans le concert organique et que la main du chirurgien se hâte d'enlever. » (A. Bordier) (2).

CONCLUSION

Nous ne compléterons pas cet exposé par l'étude des stigmates de la criminalité, M. le D^r Dallemagne (3),

(1) E. PASSEZ : *V^e Congrès pénitentiaire*, Paris, 1896, p. 335.

(2) A. BORDIER : *La vie des sociétés*, Paris, 1887, p. 220.

(3) D^r DALLEMAGNE : *Les stigmates de la criminalité*, Paris, sans date.

en deux excellents petits volumes, ayant formulé un vade-mecum auquel nous ne pourrions rien ajouter. Sans les négliger à l'occasion, ce n'est pas sur eux que nous comptons pour établir nos diagnostics. Nous ne parlerons pas davantage des différents types criminels ; nous espérons qu'ils seront longtemps encore discutés par les savants, nous rappelant, avec Héger, que « les querelles d'école sont indispensables à la vie de la science » (1). Absolument de l'avis de M. Tarde, nous sommes convaincu que le criminel ne peut être étudié « autrement que dans son être, dans tout son passé héréditaire, dans le milieu où il a vécu, qui a agi sur lui », qu'il est impossible de comprendre le crime « autrement que comme la résultante d'un entrecroisement, d'une rencontre, d'une convergence de ces divers facteurs » (2). Nous tenons pour un modèle à suivre la feuille de renseignements du Cercle d'études du jeune Barreau de Bruxelles renfermant trois bulletins sur le prévenu : le premier relatif à l'identité, le second à l'examen médical, le troisième à l'hérédité et aux antécédents. Quand, mis au pied du mur par les adversaires de l'école nouvelle, lesquels « exigent des solutions immédiates précisément aux problèmes qu'elle-même a posés » (3), on essayera de mettre en contradiction la dégénérescence et la criminalité, nous répondrons avec M. le Dr Mierzejewsky : « La dégénérescence, ce n'est pas le crime, ce n'est pas l'aliénation men-

(1) HEGER : *Actes du III^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Bruxelles, 1892, p. 474.

(2) TARDE : *Ibid*, p. 337.

(3) M^{me} TARNOWSKY : *Criminalité de la femme, Congrès de Genève*, 1896, p. 235.

tale, mais le terrain de la dégénérescence prédispose au crime et à l'aliénation mentale (1). »

Et cela est si vrai qu'en 1835, sur 250 jeunes détenus de la Petite Roquette le Dr Félix Voisin en trouve seulement 25 absolument indemnes et 200 pouvant appartenir à son institut orthophrénique. En 1898, le Dr Cramer, professeur de psychiatrie à l'Université de Gottingue, examine 15 jeunes criminels ; dans ce nombre il n'y en avait que 2 sans tare héréditaire ; celle-ci fut constatée chez les 13 autres individus (2). Sur 100 délinquants mineurs détenus à Turin, Marro remarque chez 34 des signes plus ou moins évidents de blessures à la tête ; chez 12, ces blessures avaient été causées par de graves chutes. Chez l'un d'eux, des anomalies dans le caractère s'étaient produites immédiatement après sa chute : de l'inquiétude et de la tendance à vagabonder. 20 de ces jeunes gens avaient des signes visibles du vice scrofuleux ou étaient atteints de tuberculose pulmonaire. Chez 17, l'anamnèse a permis d'établir qu'ils avaient souffert dans l'enfance de graves maladies, comme l'iléo-typhus, la petite vérole, les fièvres phrénétiques, etc. Quant aux habitudes morales, il a pu constater que la masturbation, presque générale, était une habitude ; que 34 l'avaient déjà prise à l'âge de douze ans et chez 20 d'entre eux ce vice s'était développé dans un âge inférieur ; 78 s'étaient adonnés plus ou moins aux abus alcooliques (3).

Pour notre part, nous ne connaissons pas, dans notre

(1) D^r MIERZEJEWSKY : *Actes du III^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Bruxelles, 1892, p. 235.

(2) In D^r Jules MOREL : *La prophylaxie et le traitement du criminel récidiviste, Congrès d'Amsterdam*, 1901, p. 55.

(3) D^r A. MARRO : *V^e Congrès pénitentiaire*, Paris, 1895, p. 592.

petite sphère, de cas où nous n'ayons pu découvrir soit le vice du milieu corrupteur, soit la tare initiale qui a mis en relief « le phénomène cryptoïde » sous l'empire duquel la faute a été commise (1).

Comme Beltrani Scalia, il faut regarder la vérité en face et dire : « L'homme délinquant est un homme malade (2). »

Voulez-vous l'amender et annihiler son action néfaste ? protégez-le contre lui-même, cherchez les causes de sa dégradation et combattez-les. Hors de cette méthode, il ne peut pas y avoir de progrès réels ni de salut possible.

(1) BOIRAC (le Recteur) : Les états subconscients et leur rôle dans la psychologie contemporaine, *Bulletin de la Société dauphinoise d'ethnologie et d'anthropologie*, avril 1900, p. 62.

(2) BELTRANI SCALIA : V^e Congrès pénitentiaire, Paris, 1895, p. 566.

HISTORIQUE

Avant d'aborder la solution scientifique du problème qui nous occupe, il y a intérêt à scruter l'histoire, à nous demander ce qu'en pareille occurrence nos Pères ont déjà fait. M. le D^r G. Bardet dit très justement : « Nos devanciers, pour être moins bien armés que nous, n'étaient pas des imbéciles, et nous avons été de grands enfants quand nous avons voulu faire partir le progrès authentique du moment où l'intervention moderne a commencé à se manifester (1). » En ce qui concerne Grenoble nous allons plus loin et nous affirmons, documents en main, que notre centralisation à outrance a fait dégénérer le vieux bon sens dauphinois qui, avant la Révolution, avait su placer l'Assistance infantile au premier rang parmi les organisations dont les historiens ont constaté l'existence. Quelques exemples typiques puisés dans les archives de notre hospice vont d'ailleurs mettre en relief les points essentiels de notre discussion.

Tout d'abord les misères de la gestation étaient atténuées dans une certaine mesure. Par son acte de fondation

(1) G. BARDET : L'orthodoxie et le libéralisme en science, *Siècle*, 29 novembre 1900.

de l'hôpital Notre-Dame, l'évêque Aymon I^{er} de Chissé impose au recteur de « recevoir les femmes enceintes pendant un mois au moment de leurs couches » (1) (19 août 1424). Les sages-femmes de la ville logeaient dans l'établissement; en 1562 il y en avait trois à Saint-Jayme (2). L'inquiétude des filles-mères pour les enfants à venir disparaissait aussi, la recherche de la paternité étant autorisée. La loi permettait de recourir au suborneur et lui faisait remplir, de gré ou de force, l'office de caissier naturel, l'Assistance ne le suppléant qu'au cas où il était insolvable. Le grimoire en usage était simple comparativement aux rôles volumineux de nos greffiers actuels, témoin la déclaration de grossesse suivante, véritable morceau de roi, puisqu'elle désigne Bernadotte.

Pardevant les conseillers Du Roy Nos^{res} à Grenoble Soussignés ce jourd'huy huit mai mil sept cens quatre vingt neuf à Eté présente Catherine Lamour, fille de feu Joseph Lamour et de Catherine Roux de Résidence la Rue Chenoise agée de dix-huit ans, Laquelle après avoir prêté serment la main levée à la manière accoutumée nous a déclaré que le nommé Bernadotte, Sergent au régiment du Royal La farine layant recherchée en mariage, Sous ce prétexte sollicitée de lui accorder sa connoissance charnelle et profitant de la faiblesse de son sexe il La connut charnellement demanière qu'elle est devenue Enceinte de ses faits et œuvres assurant n'avoir Eté Connue charnellement que dud. Bernadotte et qu'elle n'a rien reçu de lui de Tout quoy Laditte, L'amour a Requis actes que nous Nos^{res} avons octroyé et recommandé d'avoir Soin de l'Enfant dont elle est enceinte Sous les peines portées par les Edits déclarations de sa

(1) *Archives de l'Hôpital de Grenoble*, A 1.

(2) *Archives de l'Hôpital de Grenoble* E 1.

majesté que nous lui avons donné à entendre, ainsi fait passé
lu arrêté à Grenoble En l'Etude n'ayant laditte Lamour signé
pour ne savoir écrire de ce enquise et requise, la minute restée
au pouvoir de Girard L'un de nous Cons^{llrs}. Grenoble. Le
11 mai 1789, par le S^r Marut qui a Reçu en tout trente neu
sols.

Pour seconde expédition :

GIRARD (1).

La nécessité de protéger les nourrissons n'avait pas
échappé à la sagacité de nos syndics. Comme le légis-
lateur de 1874 ils avaient rendu la collectivité qui recevait
l'enfant responsable de son élevage et c'est au curé, qui
tenait alors l'état civil de la commune, qu'ils adressaient
leurs instructions.

La Direction de l'Hôpital général de cette ville, Monsieur,
vous demande vos bontés pour les enfants de cette Maison mis
en nourrice dans votre paroisse. On s'aperçoit avec douleur
que ceux qui en sont chargés ne les négligent que trop ou les
tiennent mal ; il en résulte le plus souvent qu'ils sont ensuite
d'une complexion faible ou dans un état d'infirmité qui répond
peu aux vues de la charité publique et aux *devoirs de l'hu-
manité* ; nous ne pouvons dans des circonstances aussi affli-
geantes qu'avoir recours à votre zèle, vous prier de veiller exac-
tement sur ces mêmes enfants ; et si le cas l'exige, nous espérons
que vous ferez les représentations convenables à ceux qui
doivent les soigner, et que vous voudrez bien concourir avec
nous à cette bonne œuvre. (2) (1700).

Un certificat était exigé des nourrices.

Nous Curé de la Paroisse Saint-Maxime de La Ferrière sur

(1) *Archives de l'Hôpital* G 16.

(2) *Archives de l'Hôpital de Grenoble* H 1126.

Alevard, certifions et attestons à Tous qu'il appartiendra que Pierre Jourdan, et Magdeleine Blanc-Coquand, mariés de cette paroisse, sont gens de probité et de bonnes mœurs ; qu'on peut leur confier en nourissage un enfant à allaiter ou sevrer, soit de l'Hôpital général, soit autre, dont ils auront tout le soin possible. En foi de quoi leur avons fait le présent à la Ferrière, le vingt-quatrième juin mil sept cent quatre-vingt-un.

FAYOLLE, curé (1).

On pourra donner à Pierre George, un enfant à la mamelle et il sera bien à Saint-Agnès, le vingt neuvième octobre mil sept cent quatre-vingt-trois.

ALBERT, curé (2).

Une circulaire fit préciser les renseignements de cette pièce obligatoire.

Vous aurez la bonté de marquer aussi dans les certificats que vous donnerez, le *temps précis de la dernière couche de la nourrice* qui viendra et si son enfant est vivant ou mort . . .

Je vous recommande toutes ces choses comme des œuvres dignes de la charité et de toute l'attention d'un bon curé (3).

Les curés étaient avisés du placement par un billet semblable à celui-ci :

N° 360.

HOPITAL GÉNÉRAL

LA nommée Laurence Farinier, V^e de Joseph Villot,
de Saint-Pierre-d'Alevard,
a pris en Nourrissage Sophie Bernard,
le 5^e du mois de Juillet 1788.

(1) *Archives de l'Hôpital* H 1126.

(2) *Archives de l'Hôpital* H 1126.

(3) *Archives de l'Hôpital* H 1126.

Et ils devaient adresser au Conseil de Direction un bulletin de visite qui témoignait de leur surveillance.

J^E soussigné Curé de
certifie avoir vu la Maison de
mon Paroissien qui a
Enfants de l'Hôpital-Général de Grenoble, étant tenu,
Cordon de la Médaille étant
En foi de quoi j'ai signé le présent Certificat.
Ce 178.

La loi Roussel n'est en somme qu'une reviviscence de mœurs séculaires en Dauphiné.

C'est à l'hôpital qu'incombait aussi le soin de recueillir et d'amender les jeunes *errants* parmi lesquels, autrefois comme aujourd'hui, se recrutait l'armée du crime; c'était de même à son autorité qu'était confié l'exercice de la correction paternelle. Les documents qui concernent ce rôle préservateur sont curieux à compiler. En avril 1902, M. le professeur Paul Cuhe présentait à la Société générale des prisons un rapport sur le fonctionnement de la Société dauphinoise de patronage des libérés et de sauvetage de l'enfance. Cette étude d'une bonne foi scrupuleuse et d'une grande valeur pratique a produit une vive émotion parmi les hautes personnalités à l'examen desquelles elle était soumise. Les critiques et les approbations ont afflué pendant deux longues séances et en lisant la *Revue pénitentiaire* (1) qui les reproduit in extenso nous pensions à nos vieux parchemins et aux indications si nettes et si complètes qu'ils projettent sur le débat.

(1) Le patronage en province, *Revue pénitentiaire*, mai 1902, p. 617.

M. le professeur Berthélemy se plaint de ce que parquets, commissaires, juges, administrateurs, trop fidèles au mot d'ordre : *pas d'histoires* (1), se complaisent dans une somnolente inertie. Nos directeurs n'étaient pas gênés par de tels soucis et ils réunissaient entre leurs mains tous les pouvoirs qui leur permettaient d'agir promptement et efficacement. Ils étaient sobres de phraséologie, le microbe sclérosant de la paperasse ne les avait point encore envahis et ils ignoraient ce sentimentalisme pleurnichard et encombrant qui masque notre impuissance.

Oyez plutôt :

Il « est donné ordre aux archers d'arrêter tous les enfants qu'ils trouveraient mendiant dans les églises, sur les places et dans les rues, soit mendiants, décroisseurs ou libertins ; ils seront enfermés dans les cachots de l'hôpital, et de là transférés dans la salle des frères Augustins avec les autres pauvres », et ce pour tirer de « l'oiziveté ces jeunes plantes » (2).

« La direction continuera à recevoir *en correction* dans l'hôpital, pour un mois seulement les jeunes enfants des deux sexes qui lui seront présentés par les parents ».

« On recevra pendant un mois ou deux dans la maison le *petit laquais de M^{me} de Tencin pour le morigéner.* »

(3 septembre 1716) (3).

« On recevra pendant quinze jours le *filz de sieur Nicolas avocat pour lui faire la correction.* »

(13 septembre 1723) (4).

« Le *filz de M. Périer procureur* est reçu par forme de *correction* » (5).

(21 avril 1760.)

(1) BERTHÉLEMY : *Revue pénitentiaire*, juin 1902, p. 804.

(2) *Archives de l'Hôpital de Grenoble* E 12.

(3) *Archives de l'Hôpital de Grenoble* E 8.

(4) *Archives de l'Hôpital de Grenoble* E 8.

(5) *Archives de l'Hôpital de Grenoble* E 19.

Il y a là une indication précieuse que nous retenons craignant fort que tout à l'heure M. Berthélemy ne nous donne un exemple de cette appréhension qu'il blâme en nous créant *une affaire* au nom des *formes* imprescriptibles du code.

MM. le pasteur Robin (1), Veillier (2) et Georges Vidal (3) réclament l'intervention du travail dont, à notre sens, ils font trop exclusivement le moyen actif de relèvement. Les nombreux ateliers de l'hôpital les satisferaient pleinement.

« M^{me} de Peirins, dame surintendante, expose qu'un homme de Sassenage a offert, si on veut lui prêter 300 livres, de monter un métier de draperie, qui sera cause *que les pauvres enfants auront moïen d'apprendre l'estat pour gagner leur vie* (4). »
(18 août 1577.)

« On mettra en apprentissage des enfants de douze à quatorze ans qui sont à la charge de l'Hôpital ; les filles valides seront mises en service (5). »
(3 janvier 1552.)

« Les filles valides de l'Hôpital seront occupées à filer ; on leur donnera deux sous par livre de ritte et un sou par livre d'étoupes (6). »
(5 décembre 1655.)

« Traité avec le sieur Étienne Couët, maître bonnetier de Grenoble, pour la fourniture de la laine nécessaire à la manufacture de bas établie dans l'Hôpital (7). »
(3 septembre 1702.)

(1) *Revue pénitentiaire*, juin 1902, p. 792.

(2) *Revue pénitentiaire*, juin 1902, p. 788.

(3) *Revue pénitentiaire*, juin 1902, p. 778.

(4) *Archives de l'Hôpital de Grenoble* E 3.

(5) *Archives de l'Hôpital de Grenoble* E 1.

(6) *Archives de l'Hôpital de Grenoble* E 6.

(7) *Archives de l'Hôpital de Grenoble* E 7.

« Les filles valides passeront alternativement par semaine au service de la cuisine, où on les dressera au métier de domestiques (1). »

(11 mars 1714.)

« On passera une revue générale des enfants de l'hôpital pour savoir ceux qui sont propres au service de la campagne (2). »

(26 mai 1715.)

« On traitera avec le sieur Pierre Sain, chapelier, qui offre de s'établir dans l'hôpital avec ses outils et d'apprendre son métier aux jeunes enfants (3). »

(17 novembre 1724.)

« Devis des travaux pour la construction d'une manufacture de toiles et draperies (4). »

(24 mai 1730.)

« Établissement d'une fabrique de tapisseries de Bergame dans l'hôpital (5). »

(22 mars 1734.)

« L'ancienne infirmerie est transformée en ouvroir (6). »

(3 août 1739.)

« Les Directrices des ateliers de couture de gants installés dans l'hôpital, se feront payer tous les mois par les gantiers de la ville: faute de paiement elles garderont les gants qu'elles auront entre les mains (7). »

(3 avril 1752.)

« Les filles valides de l'hôpital approvisionneront la lingerie de la maison (8). »

(15 mars 1762.)

(1) *Archives de l'Hôpital de Grenoble* E 8.

(2) *Archives de l'Hôpital de Grenoble* E 8.

(3) *Archives de l'Hôpital de Grenoble* E 8.

(4) *Archives de l'Hôpital de Grenoble* E 11.

(5) *Archives de l'Hôpital de Grenoble* E 10.

(6) *Archives de l'Hôpital de Grenoble* E 12.

(7) *Archives de l'Hôpital de Grenoble* E 17.

(8) *Archives de l'Hôpital de Grenoble* E 20.

M. Puibaraud veut « qu'il y ait toujours un pénsum quand le devoir n'est pas fait (1) » ; nous osons espérer qu'il trouvera les sanctions de nos pères suffisamment frappantes.

« Martin Valentin, jeune bâtard de l'Hôpital qui s'est sauvé de chez le Maître-cordonnier où il avait été placé en apprentissage, sera mis en prison pour être fouetté plusieurs fois, après quoi on le reconduira chez son Maître (2). »

(11 janvier 1714.)

« Une fille de l'Hôpital qui a volé divers effets sera fustigée deux fois publiquement dans la salle commune, enfermée au cachot pour deux mois et ensuite internée au Bon Pasteur jusqu'à ce qu'on juge à propos de la retirer (3). »

(22 août 1740.)

« Les filles de la salle du Bon Pasteur qui commettront la moindre indécence seront tout de suite punies par les cachots où elles resteront, pour la première fois, pendant huit jours au pain et à l'eau, sous plus grande peine en cas de récidive. Il sera donné chaque jour aux dites filles une tâche qu'elles seront obligées de faire sous les mêmes peines ci-dessus prescrites (4). »

(12 août 1776.)

« Les filles de la salle de M^{lle} Sappey qui sont descendues masquées dans la salle de M^{lle} Brun, seront mises au cachot pendant quinze jours et elles viendront chaque jour au réfectoire y dîner à genoux (5). »

(10 mars 1783.)

« Les filles qui ne voudront pas travailler seront chassées (6). »

(5 décembre 1655.)

(1) *Revue pénitentiaire*, mai 1902, p. 639.

(2) *Archives de l'Hôpital de Grenoble* E 8.

(3) *Archives de l'Hôpital de Grenoble* E 12.

(4) *Archives de l'Hôpital de Grenoble* E 24.

(5) *Archives de l'Hôpital de Grenoble* E 26.

(6) *Archives de l'Hôpital de Grenoble* E 6.

« Les Directrices des salles pourront mettre en pénitence les filles qui se refusent de leur obéir; en cas de récidive elles pourront *les faire expulser* après avoir pris l'avis du Directeur de semaine (1). »

(10 novembre 1738.)

« Les garçons et les filles de l'hôpital qui, ayant été placés en service, reviendront à l'hôpital sans raison, y seront mis au cachot et *ensuite exclus* (2). »

Examinons maintenant l'œuvre du XIX^e siècle.

Pour la plupart des auteurs le Code de 1810 semble avoir compris qu'il fallait appliquer aux enfants un traitement différent de celui des adultes; les articles 66 et 67 parlent en effet tous deux de maisons de correction destinées à l'internement des mineurs de seize ans. M. le professeur Paul Cuche n'est pas de cet avis; il ne lui accorde même pas d'avoir accueilli le mot sans créer la chose: on remarque, écrit-il, « que le terme maison de correction figure également dans l'article 40 pour désigner l'établissement où les adultes doivent subir la peine de l'emprisonnement (3). Au fait, jusqu'à la loi de 1850, les jeunes détenus furent enfermés dans les mêmes établissements pénitentiaires que les adultes. Cette loi vint enfin organiser le régime des colonies et l'éducation des jeunes condamnés fut instituée par une série de règlements et de circulaires. Discipline officielle qui nous indiffère parce que tout le système repose sur un principe faux, et que les récompenses ou les punitions qui le composent veulent

(1) *Archives de l'Hôpital de Grenoble* E 12.

(2) *Archives de l'Hôpital* E 12.

(3) P. CUCHE : Les peines éducatrices, *Annales de l'Université de Grenoble*, 1902, p. 2.

courber sous un même joug tous les individus sans tenir compte des causes si multiples et si variées de l'état psycho-pathologique de chacun d'eux. Le principe faux, c'est la notion du discernement qui, pour nous, n'a aucune espèce de valeur. Nous avons patronné un grand nombre d'enfants coupables et nous n'en avons pas connu un seul qui ne se rendit pas compte de ses mauvaises actions et qui n'essayât pas de cacher ses fautes. Le choix entre les articles 66 et 67 est donc toujours basé sur l'état d'esprit du juge dont le prononcé n'est que l'expression de l'émotion sentimentale soulevée chez lui par les circonstances et les à-côté de la cause. Nous sommes pour l'irresponsabilité pénale des mineurs de seize ans et nous disons avec M. Dimitri Drill que, pour eux, il ne peut pas y y avoir de question de discernement (1). Le Code de 1810 et la loi de 1850 avaient débarrassé l'hôpital de la tâche qu'il assumait avant la Révolution. Il s'achemina, petit à petit, vers son véritable rôle tout médical, se séparant des vieillards que Grenoble a si merveilleusement installés au soleil de la Tronche, ne gardant plus les enfants assistés qu'au passage, pour attendre le placement familial. Mais la thérapeutique par trop élémentaire des maisons de correction ne donna pas les résultats espérés. M. G. Rocher (2) nie son efficacité. Les statistiques personnelles de M. Ernest Cogne (3), lui ont démontré que le chiffre de 43 p. 100 de récidives, donné par les criminalistes, n'est

(1) D. DRILL : *V^e Congrès pénitentiaire*, Rapports de la 4^e section, Paris, 1895, p. 22.

(2) G. ROCHER : *V^e Congrès pénitentiaire*, Rapports de la 4^e section, Paris, 1895, p. 345.

(3) E. COGNE : *V^e Congrès pénitentiaire*, Rapports de la 4^e section, Paris, 1895, p. 435.

pas exagéré. M. Puibaraud (1), cherchant le nombre de détenus qui avaient passé par les colonies pénitenciaires, en accusait, en 1895 :

A Fontevault	71	soit	8,74	p. 100	de l'effectif
A Poissy	126	soit	11,82	—	—
A Gaillon	119	soit	18,33	—	—
A Nîmes	125	soit	20	—	—

Ce pourcentage était éloquent ! Pour notre compte, les trois ou quatre exemples que nous avons pu suivre ne nous permettent pas d'avoir une opinion plus favorable. Des esprits avisés cherchèrent autre chose et voulurent arrêter les crimes juvéniles en enlevant les enfants à l'autorité démoralisante de parents corrompus ou miséreux. La loi du 24 juillet 1889 régla les conditions de la déchéance ou de la cession de la puissance paternelle et de sa remise à l'assistance publique. On ne s'en tint pas là ; en 1898 M. le sénateur Béranger, dont nous ne pouvons pas blâmer la généreuse intention, eut l'idée d'introduire dans la rédaction d'un projet de loi qui avait pour but la répression de crimes ou de délits commis « sur des enfants », ces mots « par des enfants ». Véritable révolution que le Sénat et la Chambre votèrent par surprise, ne s'apercevant certainement pas « que l'on touchait à l'un des textes les plus importants et les plus fréquemment appliqués du Code pénal, l'article 66 (2). Le législateur a ainsi repris la tradition ancienne et dirige sur les dépôts hospi-

(1) PUIBARAUD : *V^e Congrès pénitentiaire*, Rapports de la 4^e section, Paris, p. 512.

(2) P. CUCHE : Les peines éducatrices, *Annales de l'Université de Grenoble*, 1902, p. 19.

taliers, non seulement les enfants en danger moral mais encore ceux dont les délits ont été dûment constatés. Le geste est beau ! Il est seulement regrettable qu'on se soit fort peu préoccupé de ses conséquences ; qu'on ne se soit pas demandé comment le service des enfants assistés agirait sur des produits issus d'aussi mauvais milieux ; qu'on ne se soit pas inquiété des manifestations fatales de l'hérédité ! Si nous ajoutons que l'administration pénitentiaire, pour donner une consistance au patronage fantôme institué par l'article 19 de la loi de 1850, a parfois l'idée réellement.... forte de charger l'inspecteur des libérés de la maison de correction, on comprendra que ce fonctionnaire a une tâche autrement difficile à remplir que le griffonnage de toute la paperasse « sous le poids de laquelle il succombe » (1). Puisque c'est sur l'inspection que se déchargent les philanthropes parlementaires, il est essentiel d'étudier de près son fonctionnement.

Conformément au décret du 19 janvier 1811 qui régit encore le service, les hospices dépositaires reçoivent les enfants trouvés, abandonnés ou orphelins pauvres et les commissions administratives ont la charge de faire visiter chaque assisté au moins deux fois par an. De cette obligation naquirent, sans état civil, les fonctions d'inspecteur ; en 1838, il en existait dans trente et un départements et en 1869 tous en furent pourvus aux frais de l'État. Peu à peu, les devoirs de la tutelle, réglementée par le décret du 15 pluviôse an XIII, furent remplis par l'inspecteur avec le consentement des commissions qui ne pouvaient matériellement pas s'acquitter de la surveillance et du place-

(1) PUIBARAUD : *Revue pénitentiaire*, mai 1902, p. 641.

ment des enfants. En vertu de la loi du 15 mai 1869, les départements remboursèrent d'ailleurs aux hospices les frais de séjour des pupilles dans ces établissements ; le préfet décida désormais des admissions et prit la direction du service. Il y a une salle spéciale aux enfants assistés dans chaque hospice dépositaire ; mais il ne faut plus espérer des commissions administratives « ni le personnel, ni l'installation, ni l'outillage nécessaire pour accomplir une mission éducatrice » (1). Ce dépôt n'est qu'un abri provisoire ; il ne peut servir qu'aux convalescents et à ceux qui attendent un placement familial. N'oublions pas toutefois que tous les pupilles sont appelés à y séjourner plus ou moins et qu'il importe au premier chef d'y maintenir une asepsie morale parfaite. Jusqu'à l'application des lois du 24 juillet 1889 et du 19 avril 1898, il dépendait de la vigilance des inspecteurs d'y réduire le séjour des enfants au minimum. C'était relativement chose facile étant donnée la valeur réelle du capital humain que représentent les assistés nés à la maternité dans les conditions favorables soulignées plus haut. Les légitimes fournissaient bien quelques tarés qu'il était assez aisé de caser dans les établissements créés par la charité privée. Dans les cas graves, l'inspecteur recourait aux conseils éclairés de la commission tutrice et s'appuyait sur la haute autorité des membres qui la composent. Dès 1889 on introduit des dégénérés dans le service et on s'empresse, par une mesure fruste et illogique, de supprimer la tutelle hospitalière ; l'article 24 de la loi du 24 juillet désigne l'inspecteur départemental pour son

(1) H. MONOD : *Rapport à M. le Président du Conseil*, 28 janvier 1889, p. 18.

exécution ! Cette nouvelle catégorie de pupilles composée surtout de légitimes nés après une vie intra-utérine inconnue ou trop connue, élevés dans un milieu social mauvais, est venue troubler le bon ordre dans les dépôts et dans les placements et compromettre l'éducation des enfants recueillis normalement par l'Assistance publique. Elle nous fournit nos difficiles, nos vicieux, nos anormaux, ceux que nos pères disaient avoir « *la griffe du diable* », que nos psychologues appellent des désagrégés, c'est-à-dire ce contingent qui n'appartient pas à la folie mais « se trouve *dans la zone mitoyenne* » sur le *borderland* comme disent les Anglais (1). Pour répondre par avance aux objections de MM. Berthélemy, Voisin et Joly nous les définissons : des garçons qui ne restent pas à Brignais ; des filles que rejettent tous les Bon-Pasteurs et toutes les Solitudes.

Or, que peut l'inspecteur sur des sujets issus d'alcooliques et de syphilitiques, candidats épileptiques, hystériques, aux organes génitaux en perpétuelle surexcitation, qui injurient, mentent, volent ou, toujours « inassouvis de sensualité » (2), se livrent à tout venant, sans pudeur et sans vergogne ? Renvoyés de toutes parts, ils échouent fatalement à l'hospice dépositaire où il faut les garder ; jamais en effet un médecin ne délivrera pour eux un certificat d'internement ; il est impossible et par trop cruel d'appliquer en permanence le seul remède légal (quel remède !), les articles 376 et 377 du Code civil. Supputez tout le mal que font journellement à nos petits ces pro-

(1) P. NAECKE : Considérations générales sur la psychiatrie criminelle, *Congrès de Genève*, 1896, p. 2.

(2) D' H. THULIÉ : *Orthophrénopédie*, Paris, 1900, p. 367.

duits d'une application aussi empirique des lois dites de préservation et vous sentirez le devoir de protester de toutes nos forces contre cet attentat officiel consommé sur les sans-famille avec cette circonstance aggravante que ceux-là qui par essence doivent les protéger sont chargés d'en assurer l'accomplissement. Nous avons partagé les désespérances des inspecteurs, nous avons vécu les faits qui étayent notre conviction. C'est en vain, qu'en ce qui touche à la loi de 1898, on nous opposera la circulaire de M. le garde des sceaux (1) recommandant aux juges de sélectionner les sujets et de réserver le bénéfice de la loi aux enfants plus malheureux que corrompus. M. l'avocat général Feuilloley (2), dans son discours de rentrée, insiste sur cette restriction et déclare que les tribunaux « ne devront jamais faire l'application de la loi aux enfants vicieux ». L'enfant corrompu n'est-il pas malheureux et l'enfant malheureux n'est-il pas déjà corrompu quand il comparait à la barre de la justice? Comment le tribunal distinguera-t-il?

M. Loys Brueyre a attaché son nom à cette question des moralement abandonnés qui lui doivent leur incorporation dans les services d'assistance. Nous avons pour ses généreux efforts, pour la clairvoyance et la constance infatigable qu'il met à défendre l'enfance, le plus profond respect. Il a senti lui-même le point faible du système inauguré par les nouvelles lois et dans la *Revue philanthropique* de février 1903 (3), il s'efforce à son tour de bien

(1) Circulaire de M. le garde des sceaux, 31 mai 1898.

(2) FEUILLOLEY : *Discours de rentrée*, Cour de cassation, 1901, p. 21.

(3) LOYS BRUEYRE : Du rôle de l'Assistance publique et de la Bienfaisance privée, *Revue philanthropique*, février 1903, p. 404.

délimiter le rôle du juge. « Il ne faut remettre à l'Assistance publique, écrit-il, que *les enfants honnêtes de parents vicieux*, mais jamais *les enfants vicieux de parents honnêtes*. » Bien que la formule paraisse simple, nous avouons, sans ambage, ne pas la comprendre. Les temps prédits par les Écritures seraient-ils arrivés ?

« En ces jours-là on ne dira plus : Les pères ont mangé des raisins verts, et les dents des enfants en sont agacées. »

(Jérémie, XXXI, vers 29) (1).

Puis, à quoi distinguera-t-on les parents honnêtes ?

Au congrès de Rome, le D^r Benedikt (2) classe les hommes en trois grandes catégories. Au sommet de l'échelle il place l'*homo nobilis* dont le type historique est le Sage de Nazareth. La seconde classe est constituée par l'*homo mediocris aut typicus* chez lequel les vertus et les vices se rencontrent en un tel équilibre que tantôt nous le devons louer et tantôt le blâmer. Enfin la troisième série renferme l'homme canaille, vicieux, criminel. Éliminons l'*homo nobilis* : la foule a condamné Jésus à mort et les dirigeants, en la personne de Ponce-Pilate, se sont lavés les mains du sang de ce juste. Quoique passablement ébréchée, la fameuse cuvette du lâche gouverneur de la Judée n'est pas encore hors d'usage, et c'est peut-être sa silhouette qui rend si rares les hommes toujours prêts à se sacrifier pour la vérité et pour le droit. Si M. Brueyre se contente de consulter le casier judiciaire,

(1) *Sainte Bible*, d'après la traduction d'Ostervald.

(2) D^r BENEDIKT : *Actes du I^{er} Congrès d'anthropologie criminelle*, Rome, 1885, p. 141.

nous croyons qu'il commettra de nombreuses erreurs dans le classement des deux autres séries car il y a des gens malhonnêtes qui réussissent fort bien dans la vie. S'il veut se rapprocher davantage de la vérité et connaître les tergiversations éthiques de cet homme médiocre qui constitue la masse de notre société, nous serions curieux de le voir à l'œuvre. Nous n'aurions pas de peine à lui démontrer que ses termes de bonne rhétorique sont d'une décevante inanité.

Le sentimentalisme n'est pas la science; contrairement à M. Puibaraud (1), nous croyons que la compétence judiciaire est ici par trop rudimentaire et parfaitement discutable. Constatons, tout à l'honneur de la magistrature, que certains tribunaux sont restés perplexes devant la décision à prendre. Sans avoir appelé le médecin « pour apprendre à douter » (2) comme le souhaitait M. le professeur Van Hamel à Bruxelles, ils ont su montrer une judicieuse indécision. Château-Gontier (3), Mayenne (4), Laval (Cour d'assises) (5), Dijon (Cour d'appel) (6), pour éviter l'impasse, ont, par un seul et même jugement, décidé que l'enfant serait confié à telle société de patronage ou à l'Assistance publique, mais que si l'institution

(1) PUIBARAUD : *V^e Congrès pénitentiaire*. Rapports de la 4^e section Paris, 1896, p. 475.

(2) VAN HAMEL : *Actes du III^e Congrès pénitentiaire*, Bruxelles, 1893, p. 272.

(3) Tribunal correctionnel de Château-Gontier, 6 mars 1901, Dalloz 1901, 2-249.

(4) Tribunal correctionnel de Mayenne, 24 mai 1901, Dalloz, 1901, 2-249.

(5) Cour d'assises de la Mayenne, 23 avril 1901, Dalloz, 1901, 2-249.

(6) Cour d'appel de Dijon, arrêt du 13 mars 1902, *Revue pénitentiaire*, mai 1902, p. 683.

choisie ne pouvait mener à bien son œuvre éducatrice, à raison du caractère du pupille, celui-ci serait envoyé dans une maison de correction. La Cour de cassation en a décidé autrement par son arrêt du 11 avril 1902 (1) : pour elle, les juges répressifs n'ont qu'un droit d'option pur et simple entre plusieurs mesures à prendre et ils ne peuvent ordonner que le cas échéant, l'une remplacera l'autre. « Je ne sais si l'honneur des principes est sauf, ce qui est sûr, c'est que maintenant, en présence d'un enfant difficile, dont la société de patronage ou l'Assistance publique ne peuvent plus conserver la garde, on n'aura plus d'autre ressource que d'attendre paisiblement qu'il ait commis une infraction pour pouvoir prononcer son envoi en correction. » (P. Cuhe) (2).

Plus que M. le professeur P. Cuhe nous trouvons cette décision inopportune. La jurisprudence de la Mayenne constituait une soupape de sûreté pour nos services d'assistés et nous aurait donné la possibilité de rendre moins meurtrières les mesures transitoires actuelles. Ne désespérons pas pour cela : le bien naîtra plus vite de cet excès du mal et l'arrêt de la Cour suprême ne fera que rendre plus tangible la démonstration que nous avons essayé de faire.

Quatre mois plus tard, le 14 août 1902, le même tribunal souverain a estimé qu'un département n'avait pas le droit de refuser la charge d'un mineur dont la garde lui est légalement imposée par un jugement. Nous ne partageons pas la satisfaction de M. Henri Rollet qui se réjouit

(1) Cour de cassation, arrêt du 11 avril 1902.

(2) P. CUCHE : *Revue critique de législation et de jurisprudence* septembre-octobre 1902, p. 471.

de cette interprétation. Dans sa lettre au *Petit Temps* (1) il force par trop la note quand il nous montre un préfet en rébellion avec la loi. Si le haut fonctionnaire visé a voulu préserver ses pupilles naturels d'odieux contacts et de pernicieux exemples, s'il a eu assez d'énergie et de caractère pour s'opposer à l'introduction de brebis galeuses dans son service des assistés nous ne pouvons que le féliciter sans réserve. Vider les maisons de correction pour emplir les hospices dépositaires est plus qu'une faute ! Pour avoir quitté « ses sandales de plomb » (2) le législateur nous a fait tomber d'un mal dans un pire et nous aurions pu, sans antithèse, clore notre criminologie par la plus révoltante des causes sociales, l'application des lois dites de protection et de préservation !

Résumons et comparons.

Avant la Révolution, l'assistance publique recueillait les enfants en danger moral, les soumettait à la grande loi moralisatrice du travail soit par ses placements familiaux, soit par ses ateliers, assurant la soumission à cette loi par des peines corporelles, et, en dernier lieu, par l'exclusion.

Aujourd'hui l'assistance publique est encore officiellement chargée de surveiller les mêmes jeunes délinquants, de suppléer les mêmes familles déformées. Le placement familial, Brignais et les couvents pour les vicieux sont ses seuls moyens de relèvement. Lorsqu'ils sont insuffisants, elle conserve placidement ses sujets rebelles à l'hospice dépositaire transformé ainsi en véritable foyer de crimi-

(1) H. ROLLET : *Le Petit Temps*, 28 septembre 1902.

(2) ALIMENA : *Actes du II^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Paris, 1889, p. 254.

niculture. Impassible devant la contamination qu'elle engendre au mépris des affirmations quotidiennes de la science, elle accumule la tempête sur les brebis sans toison, diminuant pour ces innocentes victimes ce que, dans son beau livre, M. Léon Bourgeois, appelle « le coefficient de droit égal pour tous » (1), accomplissant, de par les lois, une mauvaise action sociale !

Quand le temps aura fait son œuvre, quand la paperasse de l'immense rally-paper qui enlise la France administrative actuelle se réduira en poussière, quand s'évanouira avec elle le bluff des statistiques, quand on recherchera le manuel opératoire de l'assistance de l'enfance coupable au XIX^e siècle, nous craignons fort qu'on dise à l'instar de Malgaigne : « C'étaient de bonnes choses et de nouvelles choses, mais les bonnes n'étaient pas nouvelles et les nouvelles n'étaient pas bonnes. »

La répression a prouvé son impuissance et M. le Dr Jules Fekete de Nagyivany disait excellemment au 5^e Congrès pénitentiaire : « La prison infligée aux enfants est le symbole de la lâcheté de la société, il faut la fermer (2). » Nous ajoutons, avec non moins de certitude, que soumettre les enfants naturels, déjà si durement traités par les préjugés sociaux, à l'influence morbide de malheureux dégénérés, est une faiblesse plus odieuse encore et il faut sur-le-champ en arrêter la propagation.

Il nous reste à démontrer qu'entre ces deux alternatives, la science est suffisamment armée pour édifier un système régressif, réconfortant et sauveur.

(1) L. BOURGEOIS : *Solidarité*, Paris, 1896, p. 113.

(2) J. F. DE NAGYIVANY : *Compte rendu du V^e Congrès pénitentiaire*. Rapports de la 4^e section, Paris, 1896, p. 266.

POLITIQUE CRIMINELLE

Le fléau à combattre exige un traitement qui, rationnellement, devra porter à la fois sur la société et sur la prolifération morbide qui trouble sa tranquillité. Dans les affections microbiennes le médecin s'efforce certainement d'améliorer l'état général du sujet, mais il est d'autant plus sûr du succès que les bactériologistes lui donnent des armes plus perfectionnées contre les bacilles et leurs toxines. De même, s'il est sage de réformer nos mœurs et nos lois pour rendre moins septique le milieu social, il faut aussi songer tout de suite aux coupables qui, chaque jour, encombre de plus en plus la barre des tribunaux. Il y a donc une politique criminelle à longue échéance et une politique criminelle immédiate.

POLITIQUE GÉNÉRALE

Elle est fortement discutée car elle touche à tous les problèmes sociaux.

Nous nous éloignerons volontairement des questions brûlantes autour desquelles s'entrechoquent les partis

politiques ou les confessions religieuses. Notre cadre ne suffirait pas à pareille controverse ; nous risquerions de plus de donner cours à cet à priori personnel, toujours partial, qui détone dans certaines pages des meilleures études : témoin les arguments aussi peu scientifiques que sérieux mis en vedette par le D^r A. Corre à propos de l'alcool (1). Voyons simplement, en reprenant les différents chapitres de notre criminologie, ce qui a été proposé pour remédier à la tare des générateurs, pour assurer les bonnes gestations, pour protéger efficacement le développement normal des nourrissons, pour éduquer avec profit les enfants et les adolescents.

SARCLAGE DE LA CRIMINALITÉ

A Sparte, sur la sentence du Conseil des Anciens de la tribu, le nouveau-né déclaré trop faible était mis à mort. C'était moins compliqué que les stigmates du criminel-né de Lombroso ; mais notre tempérament souffrirait mal pareil diagnostic et se révolterait contre d'aussi graves mesures. Ne pouvant pas proposer d'enlever la vie aux êtres mal conformés, les savants s'ingénient à essayer de les empêcher de naître. Pour eux, la sélection naturelle est trop lente, et ils préconisent une sélection artificielle plus prompte. C'est ce que M. le commandeur Beltrani Scalia appelle *le sarclage de la criminalité* (2). Le raisonnement qui soutient cette théorie paraît inattaquable :

(1) D^r A. CORRE : *L'Ethnographie criminelle*, Paris, 1894, p. 39.

(2) Beltrani SCALIA : *V^e Congrès pénitentiaire*, Rapports de la 4^e section, Paris, 1895, p. 564.

« Si l'on cultive l'art de perfectionner les animaux (zootechnie) je ne vois pas de raison pour laquelle nous devons proscrire l'art de perfectionner les hommes (hominiculture ou anthropotechnie) (1). » Interdire le mariage aux dégénérés devient un devoir élémentaire et d'aucuns approuvent la loi d'Indiana (États-Unis) qui n'autorise les unions légitimes qu'après un examen subi devant une commission composée de deux mères de famille, de deux médecins éminents et d'un avocat. Deux sortes d'objections ont été élevées contre cette réglementation. La première, toute pratique, constate qu'arrêter la procréation des enfants légitimes, ne supprime pas la conception libre physiologiquement bien plus active que l'officielle. La deuxième, d'ordre purement moral, a été formulée par M. Frédéric Passy. Le vénérable chef du libre-échange écrivait il y a quelques mois : « Je ne serais point surpris si quelque jour l'intervention législative, comme vous l'appellez, venait à se charger d'organiser, à l'usage de ceux ou de celles de nos descendants qui en seraient jugés dignes, des haras perfectionnés, ou prétendus tels. Seulement, ce jour-là, à supposer que la savante sélection de l'État eût réussi à fabriquer de beaux étalons et de superbes poulinières, il n'y aurait plus ni hommes, ni femmes, ni familles, ni dignité, ni rien de ce qui constitue, avec toutes ses imperfections, la valeur de cette chose qui s'appelle l'humanité. Je persiste à penser que nous pouvons avoir un autre idéal que celui d'une étable, même bien tenue (2). »

(1) Beltrani SCALIA : *V^e Congrès pénitentiaire*. Rapports de la 4^e section, Paris, 1896, p. 559.

(2) Frédéric PASSY : Lettre au journal *Le Siècle*, 12 décembre 1901.

Au Michigan, on répond à la première de ces objections d'une façon sommaire : toutes les personnes enfermées dans une maison de santé pour aliénation mentale, pour épilepsie et toutes celles condamnées pour la troisième fois, avant de sortir de la respective détention, doivent se soumettre à une opération qui produit leur asexualisation et qui annule leur aptitude à avoir des enfants.

M. le professeur Angelo Zuccarelli, de Naples, a présenté au dernier congrès d'anthropologie criminelle une série de méthodes pour arriver à ce but. En ce qui concerne les femmes, il rappelle que les gynécologistes s'efforcent de perfectionner leurs modes de stérilisation des malades atteintes d'affections cardiaques, tuberculeuses, néphritiques et de sténoses pelviennes absolues. Il indique (1) les procédés de son collègue, M. le Dr Spinelli, la colpo-céliotomie postérieure et ligature de l'extrémité abdominale de la trompe de Fallope et la colpo-céliotomie antérieure et discontinuité de la trompe entre deux ligatures. L'opération de Rose, plus perfectionnée, discontinuité des tubes suivie de la suture musculo-séreuse de la corne utérine, aurait obtenu la préférence. Quant à l'homme, on peut le castrer ou, ce qui est plus facile, lui couper les canaux déférents.

Le principe même de la stérilisation ne nous inquiète pas. Pousser la logique à l'extrême et prévoir, comme Frédéric Passy, l'étalement et la poulinière qui doivent régénérer le monde, est autre chose que se défendre contre une invasion de traies qui prolifèrent d'une façon inquiétante.

(1) Angelo ZUCCARELLI : Sur la nécessité et sur les moyens d'empêcher la reproduction des hommes les plus dégénérés, *Congrès d'Amsterdam*, 1901, p. 341.

Si nous avons une certitude scientifique absolue, nous n'hésiterions pas à proclamer la nécessité de l'intervention chirurgicale. Cette certitude est-elle acquise ? Oui, dit M. Zuccarelli, en ce qui concerne les épilepsies graves, les formes les plus classiques des aliénations mentales, les alcooliques, les tuberculeux et les syphilitiques qui ne se sont pas soumis à des cures déterminées. Malgré cette affirmation, l'innocuité et la rapidité du manuel opératoire, nous restons timide quand le savant professeur nous propose de faire le choix des individus à stériliser, aux écoles, à la levée, à l'admission aux emplois publics, aux demandes en mariage.*

ANTIALCOOLISME

En l'état, sarcler nous paraissant excessif, il faut chercher quelque chose de plus acceptable et l'attention se porte tout de suite sur l'alcool, le plus redoutable des facteurs invoqués.

Ce n'est pas le laboratoire du chimiste qui nous fournira les armes nécessaires pour lutter avec succès contre ce terrible ennemi. Nous avons lu la savante discussion soulevée à la Société d'anthropologie de Lyon par le rapport de M. le Dr Lucien Mayet sur l'alcoolisme et quelques-unes de ses conséquences (1). Nous y avons trouvé des distinctions scientifiques de grande valeur, mais dont le sociologue ne peut pas impunément se servir. Les masses aiment les choses simples et généra-

(1) Lucien MAYET : *Bulletin de la Société d'anthropologie de Lyon*, t. XVI, fascicule 2, p. 413, 1897.

lisent avec une dangereuse rapidité. Si nous disons avec M. E. Pélagaud (1) qu'il y a des alcools qui sont des poisons comme il y a des alcools qui sont des toniques bienfaisants, nous risquons sûrement de voir les buveurs s'appuyer sur notre argumentation et absorber indifféremment les uns et les autres. Nous en appelons de M. Duclaux le chimiste à M. Duclaux le conseiller des législateurs et nous répétons avec ce dernier : *Il n'y a pas d'alcool hygiénique si bien purifié ou si bien cuisiné qu'il soit* (2).

M. le professeur Lacassagne examine les remèdes de l'alcoolisme, question complexe dans laquelle « il est difficile d'éviter une erreur sans tomber dans une autre » (3). Il élimine d'abord les dipsomanies qui ne sont pas un alcoolisme ordinaire, mais plutôt « un syndrome épisodique de dégénérescence » (Magnan) (4), pour attirer l'attention sur les buveurs habituels.

Il passe en revue :

1° *L'imitation*. — C'étaient, selon lui, les classes élevées qui, du temps de Rabelais, « humaient le piot » d'une façon exagérée et si les travailleurs boivent actuellement, c'est qu'ils voient boire au-dessus d'eux. Selon l'axiome de M. Tarde, l'imitation se propage de haut en bas. Depuis une vingtaine d'années, la classe moyenne se

(1) E. PELAGAUD : *ibid.*, t. XVII, p. 29, 1898.

(2) DUCLAUX : Rapport de la Commission extra-parlementaire chargée d'étudier le monopole de l'alcool au point de vue de l'hygiène, *Annales de l'Institut Pasteur*, 1898.

(3) D^r A. LACASSAGNE : *Bulletin de la Société d'anthropologie de Lyon*, t. XVII, p. 48.

(4) D^r MAGNAN : *Leçons cliniques*, Paris, 1893, p. 229.

serait beaucoup amendée. Les vieux *garçons serveurs* de Lyon sont unanimes à constater que dans les banquets ou les soirées, on ne boit plus comme autrefois. « Il fallait alors deux à trois bouteilles par personne ; il suffit maintenant d'une bouteille pour trois personnes (1). » Sans voir là une solution absolue du problème, nous croyons que le jour où les bourgeois n'étaleront plus leur opulence et leur oisiveté sur les terrasses des cafés, les comptoirs et les buvettes verront aussi diminuer leur clientèle.

2° *Les lois contre les ivrognes.* — L'ivrogne bruyant est rarement un alcoolique ; ce dernier, habitué à la boisson, reste à peu près silencieux. Mettre « au violon » le pauvre diable que le vin a surpris au sortir d'une fête n'est pas d'une grande utilité. Pourquoi ne pas emprisonner aussi, écrit M. le D^r Bordier (2), le viveur à qui le potage à la bisque, le madère et la fine champagne ont donné une indigestion, ou celui qui paie d'une attaque de goutte ses excès gastronomiques ?

3° *Les lois contre les débitants.* — Le marchand de vins est trop puissant à notre époque pour qu'une réglementation administrative puisse l'atteindre : « il trouve toujours avec le ciel quelque accommodement (3). » M. le D^r Bordier ne veut pas non plus limiter le nombre des cabarets, les ouvriers ayant, autant que les messieurs du high-life, le droit d'avoir des lieux de réunion (4). C'est

(1) D^r A. LACASSAGNE : *ibid.*, p. 49.

(2) D^r A. BORDIER : *La vie des sociétés*, Paris, 1887, p. 145.

(3) D^r A. LACASSAGNE : *Bulletin de la Société d'anthropologie de Lyon*, t. XVII, 1898, p. 50.

(4) D^r A. BORDIER : *supra*, p. 143.

une raison que nous respectons ; cependant nous estimons que si la quantité des débits était plus restreinte, la tentation serait moins grande. Il est réellement navrant de voir, comme à Lyon, adultes, femmes et enfants rassemblés autour des zincs où on leur verse, à des prix significatifs, la dégénérescence et la mort ! Contrairement à M. le D^r Bordier (1), M. le baron Garofalo croit que l'exemple de la Hollande est probant sur ce point. La loi du 28 juin 1882 y a réduit, en six mois, les débits de 45.000 à 32.000 et la recette des taxes sur l'eau-de-vie a diminué de 100.000 florins tandis que la consommation de la bière et du sucre a augmenté (2). Notre ami, M. Émile Barral, inspecteur divisionnaire du travail dans l'industrie, nous citait un fait des plus concluants. L'administration du Creusot a obtenu un abaissement considérable des accidents professionnels en achetant, pour les fermer, tous les cafés qui avoisinaient l'usine et en réglant l'introduction des liqueurs fermentées dans les ateliers.

4° *Les sociétés de tempérance.* — Ce ne sont que des palliatifs à influence variable et éphémère. Quand elles ajoutent à leurs bons conseils et aux lumières de l'Évangile du thé, du chocolat, du bon vin, un lieu agréable de réunion et des révolutions intellectuelles, elles peuvent espérer certain succès. Rappelons avec Summer (3) que la pression ne s'exerce le plus souvent que sur ceux qui n'en ont pas besoin. M. le D^r Legrain a beau faire abstinence totale pour combattre l'abus « en allant à l'extrême

(1) D^r A. BORDIER : *La vie des sociétés*, Paris, 1887, p. 143.

(2) Baron R. GAROFALO : *La criminologie*, 3^e édit., Paris, 1892, p. 221.

(3) In D^r A. BORDIER : *La vie des sociétés*, Paris, 1887, p. 144.

contraire et en tombant dans l'exagération », (1) nous doutons de l'efficacité de son sacrifice.

5° *L'enseignement anti-alcoolique.* — M. le professeur Lacassagne attend d'heureux résultats des conférences, des images suggestives, des manuels scolaires. « De l'instruction, toujours de l'instruction, encore de l'instruction, s'écrie-t-il, on n'en donnera jamais suffisamment pour qu'il y en ait assez (2). » M. Roche lui répond, non sans justesse, que l'alcoolisme n'est pas la spécialité des ignorants et qu'on peut être vertueux sans être instruit. « C'est moins de l'intelligence que de la volonté que la tempérance relève, c'est l'éducation qui, plus que l'instruction, règle et affermit la volonté. C'est de l'éducation qu'il faut attendre le meilleur appoint dans la lutte nécessaire contre l'alcool (3). »

Au fond, comme l'affirment Féré et Jelgersma, l'alcoolisme est une résultante et l'ivrognerie est produite le plus souvent par la misère et le besoin d'un stimulant artificiel. Le véritable remède a été très nettement formulé par nos Maîtres : « Le peuple renoncera surtout au fatal alcool quand on lui aura donné de saines distractions, des livres, du théâtre à bon marché, *un intérieur* où il lui sera possible de trouver quelques-unes des satisfactions que la classe bourgeoise a dans ses maisons. » (D^r Lacas-

(1) D^r LEGRAIN : *IV^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Genève, 1896, p. 265.

(2) D^r A. LACASSAGNE : *Bulletin de la Société d'anthropologie de Lyon*, t. XVII, 1898, p. 54.

(3) D^r ROCHE : *Bulletin de la Société d'anthropologie de Lyon*, t. XVII, 1898, p. 55.

sagne) (1). « Faites que l'alimentation soit à bon marché et l'alcoolisme diminuera. » (D^r Bordier) (2). L'ordonnance ne sera pas exécutée de sitôt et longtemps encore il faudra composer avec les buveurs. M. le D^r Pornain (3) nous semble indiquer la meilleure voie quand il démontre avec les D^{rs} Magnan, Jeoffroy, et Marandon de Montyel, la nécessité de les hospitaliser dans des asiles spéciaux.

Tous ces efforts combinés atténueront le mal, mais ne supprimeront pas la tare alcoolique des générateurs. Une organisation qui interdirait le coït aux êtres en état d'ivresse est irréalisable. Molière nous a fixés sur le peu d'influence qu'ont, en la matière, les meilleures dissertations. Sosie invoque vainement les arguments les plus convaincants pour justifier son abstention après ses libations, sa femme Cléanthis ne veut rien entendre :

Ces raisons sont raisons d'extravagantes têtes.

Il n'est ni vin, ni temps qui puisse être fatal

A remplir le devoir de l'amour conjugal ;

Et les médecins sont des bêtes.

(*Amphitryon*, acte II, scène III).

Résignons-nous à soigner les descendants des ivrognes sur lesquels seulement nous pourrions avoir une influence réelle.

(1) D^r A. LACASSAGNE : *Bulletin de la Société d'anthropologie de Lyon*, t. XVII, 1898, p. 54.

(2) D^r A. BORDIER : *La vie des sociétés*, Paris, 1887, p. 139.

(3) D^r PORNAIN : *Assistance et traitement des alcooliques*, Paris, 1900, p. 105.

PROTECTION DU FŒTUS

Nous avons constaté que si l'enfant vivait malgré les misères de la gestation, il aurait à porter toute sa vie l'*empreinte* de cette période initiale. Des privations de la femme enceinte à la dégénérescence du nouveau-né, la corrélation est évidente. D'où le devoir social urgent, trop méconnu que M. le sénateur Paul Strauss précise en conviant les démocrates français « à combattre le surmenage industriel, à vaincre la misère, à déjouer les pièges de la clandestinité pour sauvegarder avant la naissance les existences embryonnaires si tragiquement menacées ». Hélas ! nous sommes encore loin de satisfaire à d'aussi prévoyantes obligations. En 1892 le Conseil supérieur de l'Assistance publique a étudié dans tous ses détails la question de l'assistance maternelle. Son rapporteur, M. le Dr Drouineau, a confirmé éloquemment cette opinion des plus distingués praticiens : « L'assimilation des femmes grosses aux malades s'impose au point de vue pratique comme au point de vue scientifique (2). » Des délibérations du Conseil supérieur sortit un projet de loi organisant les secours à domicile, l'hospitalisation avec des asiles-ouvriers et des maternités secrètes. En fait, la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite n'a donné à ces vues généreuses qu'une insuffisante sanction ; elle n'a visé que la parturition et se contente de déclarer

(1) D^r P. STRAUSS : Puériculture et pouponnière, *Revue philanthropique*, juin 1902, p. 285-286.

(2) *Conseil supérieur de l'Assistance publique*, session de janvier 1892, p. 70.

(art. 1, § 2) que les femmes en couches sont assimilées à des malades. Nous nous demandons, avec Jules Simon, ce que doit devenir la servante renvoyée par sa maîtresse dès que la grossesse est apparente et nous convenons qu'un peuple qui ne fait pas tout pour empêcher le mauvais développement du fœtus, ne fait pas ce qu'il doit : « Un tel peuple ne doit pas se plaindre de sa déchéance car il en est la cause (1). »

Ici la théorie de M. Beltrani Scalia ne craint pas d'être réfutée. « Certes, dans les mêmes conditions, expose M. le professeur Pinard, l'animal est moins à plaindre que la femme. Le fermier n'attelle pas sa poulinière à sa charrette quand il en attend un poulain ; il l'entoure de soins attentifs. A la vache qui va lui donner un veau, il ne demande plus de lait depuis quelques mois, et il lui offre une nourriture abondante et choisie, et il semble naturel à cet homme de jeter sa fille de ferme sur le chemin quand elle est enceinte (2). » M. Frédéric Passy ne peut pas trouver exigeant de solliciter pour l'espèce humaine un minimum de soins égal à celui des animaux. Officiellement la loi de 1893 nous ramène, pour la maternité de Grenoble, à l'acte de fondation de l'hôpital Notre-Dame (9 août 1424). Cinq siècles vont bientôt être écoulés et toujours « les femmes enceintes sont reçues un mois au moment de leurs couches » (3) !

L'initiative privée a suppléé dans quelques villes à la parcimonie légale. Dans l'Isère, Vienne a une institution

(1) J. SIMON : *Conseil supérieur de l'Assistance publique*, session de janvier, 1892, p. 90.

(2) *Conseil supérieur de l'Assistance publique*, session de janvier 1892, p. 73.

(3) *Archives de l'Hôpital de Grenoble*, A. 1.

modèle, la *Mutualité maternelle* dont notre excellent ami Joannès Ogeret, imprimeur, est le dévoué secrétaire. Cette société est intéressante à plus d'un titre. Elle distribue à ses membres des secours pendant l'époque douloureuse de la grossesse et leur donne gratuitement, dans un dispensaire bien installé, les soins éclairés d'un médecin distingué. Nous ajoutons que ses statuts, d'une neutralité politique et religieuse absolue, ont su s'élever au-dessus des préjugés et admettent indistinctement les femmes et les filles. A Paris, la Société de l'allaitement maternel et des refuges-ouvroirs a établi, rue du Maine, un asile où sont reçues sans enquête les femmes que les hôpitaux ou les maternités ne peuvent prendre parce que leur état de grossesse n'est pas assez avancé. A Lyon, M^{me} Sabran a créé la *Samaritaine* où toute femme grosse, sans domicile, trouve un abri discret et bien tenu. Ce n'est pas un spectacle banal que de voir cette femme de grand cœur, qui pourrait comme tant d'autres jouir égoïstement de sa fortune, consacrer ses revenus à rendre moins rude le calvaire de ces malheureuses, abandonnées des hommes et des lois, que Pinard appelle *les repoussées*, les entourer d'affection et de sympathie et, tout en leur assurant un reclassement matériel, leur montrer comme un réconfort et un salut, le devoir envers l'enfant, « cette fleur de pardon » (1), qui sera leur rédemption. L'exemple n'est pas seulement réjouissant pour la cité et le pays où il est donné, il honore l'humanité tout entière. Par devoir professionnel nous avons été associé à un des sauvetages de M^{me} Sabran et nous

(1) Ed. ROBERT : *Les domestiques*, Paris, 1875, p. 199.

sommes heureux de lui exprimer notre respectueuse et profonde admiration.

C'est pendant le temps de la gestation qu'il faut pratiquer la puériculture ; c'est surtout à ce moment que la régression anti-alcoolique doit commencer à s'effectuer pour le plus grand bien du fœtus et de la mère. Depuis 1896, M. le D^r Flandrin a banni le vin et l'alcool du régime des boissons suivi à la clinique d'accouchement de l'hôpital de Grenoble ; le lait et l'eau y sont seuls permis. Il se félicite (1) des avantages indéniables qu'il a constatés. Aucune des nombreuses albuminuriques entrées dans les salles n'a été atteinte de crises éclamptiques et les filles-mères qui ont séjourné un certain temps avant l'accouchement ont pris de l'embonpoint et fait de beaux enfants.

De longtemps encore le champ restera libre à l'initiative privée, les considérations budgétaires arrêtant les meilleures intentions et les plus simples projets. Il est relativement aisé de soigner les femmes grosses ; par contre, il est difficile d'établir un système peu onéreux pour garantir à celles qui en ont réellement besoin le secret de leur maternité. La suppression de l'enquête est la pierre d'achoppement de la réforme désirée. La difficulté avait déjà préoccupé les anciens directeurs de l'hôpital de Grenoble et il est instructif de voir comment ils l'avaient tranchée : le syndic de semaine « faisait *fonction d'amy* » pour l'examen des papiers d'identité qui étaient déposés aux archives sous pli cacheté (2).

L'administration des hospices du Rhône a institué une

(1) D^r FLANDRIN : Le régime des boissons à la clinique obstétricale, *Dauphiné médical*, janvier 1900, p. 17.

(2) *Archives de l'Hôpital de Grenoble*, G. 37.

organisation à peu près semblable avec des appellations à notre sens moins heureuses ; un employé, tenu au secret, inscrit sur le *registre noir* les femmes qui sont dans la nécessité d'accoucher incognito (1).

M. Henrot se refuse à créer des asiles en faveur des femmes qui n'acceptent aucun des devoirs et aucune des responsabilités de la maternité et qui pour lui sont inférieures aux femelles d'animaux (2). « Vous irez de gaieté de cœur hospitaliser des filles de rien que la paresse seule conduit vers vous et vous n'aurez pas le droit de leur interdire l'entrée de la maternité ? Je dis qu'il y a là quelque chose de monstrueux (3). » Nous ne raisonnons pas de la même façon. A notre humble avis, plus les filles sont vicieuses, plus il est nécessaire de veiller sur elles et de régler hygiéniquement la vie qu'elles partagent avec le fœtus. C'est aux animaux que nous empruntons aussi l'exemple du devoir social. Romanes (4) nous montre les fourmis, montant et descendant les œufs de la communauté d'étage en étage dans le nid, suivant les conditions de chaleur, d'humidité, etc. L'instinct de préserver les embryons est si fortement enraciné chez ces insectes que Forel (5) ayant réuni dans un casier en verre neuf espèces de fourmis naturellement ennemies, dont trois étaient représentées par des sujets adultes et trois par des chrysalides, vit la paix s'établir comme par

(1) SABRAN : *Conseil supérieur de l'Assistance publique*, session de juin 1892, p. 27.

(2) HENROT : *ibid*, 1892, p. 23-24.

(3) HENROT : *ibid*, 1892, p. 55.

(4) G.-J. ROMANES : *L'intelligence des animaux*, Paris, 1887, t. I, p. 54.

(5) In G.-J. ROMANES : *ibid*, t. I, p. 55.

enchantement, scellée par les soins de l'éclosion. Il paraît que nous ne sommes pas assez riches pour être aussi intelligents que les bêtes.

Les adjurations élevées de Jules Simon n'ont pas pu vaincre les difficultés pécuniaires : « Les soins qu'on donne à la femme enceinte ne sont point un cadeau qu'on lui fait, non plus qu'à son enfant ; on le fait à l'humanité, au pays. Ce n'est point un sacrifice, j'appelle cela une *impense*. Le meilleur placement qu'on puisse faire de l'argent, c'est de le dépenser pour que l'enfantement se fasse avec le plus de sécurité et de succès possible (1). »

Il faudrait encore, pour compléter la protection de la femme grosse, calmer ses inquiétudes sur l'avenir de l'être qu'elle va mettre au monde, en remédiant à l'iniquité du code qui interdit la recherche de la paternité. Nous ne reproduirons pas les arguments accumulés contre l'article 340. Nous avons lu, dans les archives de l'hôpital de Grenoble, les procès-verbaux de nombreuses rémissions d'enfants naturels à leur père, avant la Révolution. Ces documents nous permettent d'attester avec M. Gustave Rivet : « qu'au fond il y eut moins d'abus que les avocats ne l'ont dit et qu'on a beaucoup calomnié l'ancienne loi française autorisant la recherche de la paternité pour justifier la nouvelle loi napoléonienne » (2).

PROTECTION DU PREMIER AGE

Dans sa fameuse pièce *les Remplaçantes*, M. Brieux a réveillé avec éclat les vieilles théories de J.-J. Rousseau

(1) J. SIMON : *Conseil supérieur de l'Assistance publique*, session de janvier 1892, p. 88-89.

(2) G. RIVET : *La recherche de la paternité*, p. 254.

et montré l'odieuse situation des nourrices qui abandonnent leur foyer pour aller à la ville trafiquer le lait de leur enfant. Il est facile de flétrir la belle et stupide Madame qui, exploitant la rapacité ou la misère des femmes de la campagne et des filles-mères, exhibe sa poitrine à tout le monde sauf à son bébé, néglige son devoir le plus essentiel pour suivre « le sermon du père Espérance et la conférence sur l'amour à trois » (1).

La loi de 1874 a voulu assurer le lait maternel au nouveau-né jusqu'à son septième mois et il est pour le moins étrange qu'on en soit encore à demander son application. Cependant, il y a des mères dans l'impossibilité absolue d'allaiter ; de plus, il est cruellement vrai que, par notre organisation sociale actuelle, la vie matérielle et les conditions d'existence de la famille sont trop souvent incompatibles avec les besoins de l'enfant. Ce sont précisément ces souches malades, souffreteuses qui nous intéressent dans notre étude. Nous applaudissons des deux mains aux tirades du D^r Richon, mais, sorti du théâtre, nous regardons, avec Coudereau, les brutalités de la réalité : « Ce n'est point avec des phrases empreintes de bons sentiments et de bonne volonté qu'on peut résoudre un problème de cette importance (2). » C'est pourquoi, « au nom de la société, au nom de la nature » (3), on doit se préoccuper d'une autre solution de la question.

Nous sommes en communauté d'idées avec le regretté docteur quand il indique le but à atteindre. « Le premier

(1) BRIEUX : *Les remplaçantes*, acte II, scène I.

(2) D^r C.-A. COUDEREAU : *Recherches chimiques et physiologiques sur l'alimentation des enfants*, Paris, 1869, p. 15.

(3) D^r C.-A. COUDEREAU : *ibid.*

point à résoudre n'est pas de savoir à quelle source l'enfant doit puiser sa nourriture ; mais quels sont ses besoins nutritifs ; quels aliments peuvent être assimilés par ses organes (1). » Selon lui le laboratoire est le pivot de toute éducation physique rationnelle de l'enfance. Tous les médecins qui ont examiné de près les causes de l'effrayante mortalité et de l'irrégulière croissance des nouveau-nés sont unanimes à proclamer qu'il faut en venir à *l'étable bien tenue* pour nous servir des termes de M. Frédéric Passy. Appelons-la pouponnière, crèche, nursery pour ne pas offusquer notre sensiblerie et demandons comme Coudereau qu'il lui soit annexé :

1° Une ferme où l'on entretiendra des animaux domestiques (chèvres, brebis, vaches, ânesses, juments, volailles) qui fournissent chaque jour les aliments destinés aux enfants ;

2° Un cabinet d'analyses chimiques largement organisé, où chaque nourrisson aura son dossier, où chaque jour seront analysés ses ingesta et ses excréta, où seront préparés de toutes pièces les aliments complets ou diversement incomplets destinés aux animaux soumis à l'expérimentation.

Cette thèse est des plus édifiantes et nous l'avons suivie avec le plus vif intérêt dans tous ses convaincants détails. Sa mise en pratique est seule capable d'arrêter l'effrayante mortalité des nourrissons et des enfants des nourrices qui sont toujours frustrés de leur légitime part malgré les prescriptions de la loi. La question budgétaire se dresse de nouveau devant nous et rend, pour longtemps, le pro-

(1) D' C.-A. COUDEREAU : *Recherches chimiques et physiologiques sur l'alimentation des enfants*, Paris, 1869, p. 16.

jet irréalisable : « On dépense des sommes énormes pour faire des promenades et des colonnades, et pour faire des hommes, en recule devant les sacrifices nécessaires (1). »

Certainement les consultations de nourrissons, dont le premier modèle a été créé par M. le professeur Budin à l'hôpital de la Charité de Paris, donneront quelques résultats. Nous les concevons dans toutes les agglomérations mais nous n'en croyons pas le fonctionnement possible dans nos montagnes et dans les campagnes écartées. Nous restons aussi sceptique devant la généralisation du lait stérilisé, qui fait merveille dans les villes où, comme à Grenoble, une municipalité intelligente sait le mettre à la portée de tous et le distribue gratuitement aux indigents.

Il faut donc compter avec ce qui existe et essayer d'améliorer le sort des nouveau-nés confiés à des mercenaires. La loi a institué le médecin dispensateur de l'autorisation de nourrir. Nous regrettons que le décret réglementaire du 20 février 1877 n'ait pas exigé que le certificat soit exclusivement délivré par le médecin inspecteur. Lui seul peut apprécier la valeur des habitants dont il a la surveillance médicale et il est parfaitement absurde de permettre aux mauvaises nourrices d'aller au loin se procurer la pièce obligatoire. Les éleveuses au mode artificiel sont les plus dangereuses parce que trop souvent elles n'ont pas la moindre notion des soins élémentaires qu'exige ce mode d'allaitement. Ce n'est pas les pages chargées de leur livret officiel qui peuvent les instruire ; il faut trouver autre chose de plus vivant et de plus

(1) J. SIMON : *Conseil supérieur de l'Assistance publique*, session de janvier 1892, p. 89.

expressif. Ne pourrait-on pas résumer les recommandations d'hygiène en quelques formules succinctes imprimées en caractères gras et les rendre plus parlantes et plus assimilables par quelques bonnes gravures significatives ? N'est-il pas étonnant qu'on n'ait pas encore songé à ajouter aux manuels d'éducation domestique à l'usage des jeunes filles un chapitre spécial sur les soins à donner aux jeunes enfants ? Sans être grand prophète nous prédisons un gros succès à l'éditeur qui opérera cette utile transformation et qui comblera cette lacune.

N'insistons pas à propos de la surveillance qu'il faudrait exercer sur la vente des médicaments et sur les agissements des charlatans et des rebouteux : ce serait prêcher dans le désert !

A L'ÉCOLE

La première éducation vient de la famille et c'est à l'école que pour la plupart des enfants elle se consolide ou se rectifie. La loi a prévu les conditions dans lesquelles les édifices scolaires doivent être construits ou installés, mais elle a malheureusement oublié d'indiquer par qui et comment ils doivent être entretenus. Nous tenons à protester énergiquement contre cette lacune autant au point de vue médical qu'au point de vue pédagogique, car de la tenue des classes dépendent non seulement la santé des enfants et des maîtres mais encore l'éducation hygiénique des populations qui ne se fera nulle part si elle ne se fait pas à l'école. Dans la presque unanimité des communes, l'instituteur est obligé d'assurer le balayage par ses élèves.

L'emploi du temps rempli, trois ou quatre de ces derniers agitent, sous sa direction, la terre accumulée pendant la journée et tous donnent bientôt le peu alléchant spectacle de gens couverts de saleté, les voies respiratoires obstruées par des flots de poussière toujours douteuse.

« L'effroyante quantité de poussières que soulève le moindre changement de place et qu'on apprécie si bien quand un rayon de soleil filtre à travers une fente de porte ou de fenêtre, n'est pas plus innocente à l'école qu'à la manufacture, *elle aggrave la tendance à la tuberculose* (1). » On prend partout de minutieuses précautions contre ce mal désolant et chaque jour, dans chaque école de France, les élèves et les maîtres sont officiellement exposés à une véritable contamination ! Sans exiger, comme en Angleterre, un house-keeper cherchant continuellement à faire disparaître les causes de souillure ; sans espérer, tout en la souhaitant, la généralisation d'un règlement aussi utilement compliqué que celui que M. le Dr Bordier vient de faire mettre en vigueur à Grenoble, nous demandons une réforme immédiate de ces mœurs absurdes et déplorables. Un simple arrêté ministériel suffirait pour imposer demain à toutes les municipalités la charge de veiller à la propreté des écoles.

La classe bien tenue, il faut y installer les élèves de telle façon qu'ils puissent profiter de l'enseignement du maître. Le classement par ordre de mérite ou par ordre alphabétique est un non-sens pédagogique qu'il suffit d'énoncer. Il risque en effet de rapprocher l'hypermé-

(1) D^r LABIT ET POLIN : *L'Hygiène scolaire*, Paris, 1896, t. II, p. 22

trope de l'estrade et du tableau et d'en éloigner le myope, l'astigmate et le sourd. A chaque rentrée le médecin inspecteur devra assigner la place de chacun. Il ne se contentera pas d'éprouver les organes des sens et de donner des conseils dont l'instituteur prendra bonne note; il songera déjà et surtout à cette sélection anthropologique que nous allons lui confier tout à l'heure.

L'instruction étant obligatoire, assurer cette obligation sera un premier progrès. Étant donné que les anormaux constituent la majeure partie des *buissonniers*, remplir les écoles n'est pas une solution. La tâche n'en deviendra que plus ardue. Il faudra augmenter le nombre des instituteurs de manière qu'un maître n'ait jamais sous sa direction plus de vingt-cinq à trente élèves dont on aura soin de distraire les vicieux et les arriérés qui entravent et compromettent son œuvre d'éducation. Au cinquième Congrès pénitentiaire, M. Ernest Coyne propose d'instituer un *épurateur de l'école* (1). Nous sommes de son avis quant au principe, nous différons absolument quant au choix de cet arbitre. Loin de nous la pensée de déprécier la valeur intellectuelle et morale des juges de paix, mais nous ne pouvons pas nous incliner devant leur compétence en aussi complexe matière. A tout prendre nous préférons recourir à l'instituteur qui a au moins l'expérience des enfants. Le concours de ce dernier fonctionnaire deviendrait très précieux si on installait dans les écoles des villes où siège une école normale un service de pédologie semblable à celui qui fonctionne

(1) E. COYNE : V^e Congrès pénitentiaire. Rapports de la 4^e section, Paris, 1896, p. 425.

à Anvers sous la direction de M. Schuyten, docteur ès sciences (1).

A la rigueur nous n'avons pas besoin de réclamer la création d'une fonction nouvelle. Il existe un médecin cantonal chargé de visiter l'école, de veiller à ce qu'elle réunisse de bonnes conditions hygiéniques, qui a le pouvoir de la faire fermer en cas de maladies épidémiques et de renvoyer les enfants atteints de maladies contagieuses. Il n'y a, dit M. Émile Laurent, dans un excellent article des *Archives d'anthropologie criminelle*, qu'à étendre les attributions de ce praticien et à le faire intervenir « comme éducateur dans l'école » (2). En homme théorique, notre auteur exige un médecin « préparé par des études spéciales » par école et « ne s'occupant que de cela, la clientèle lui étant interdite ». Autant renvoyer la réforme aux calendes ! Nous aimons mieux le projet plus réalisable de M. le Dr Paul Le Gendre : « Au cours des études, le médecin devrait être périodiquement consulté sur le développement de l'enfant et sur l'influence que des perturbations pathologiques d'ordre général ou nerveux peuvent exercer sur son aptitude au travail. » Nous touchons ainsi aux *dossiers scolaires*, point particulièrement délicat sur lequel M. le professeur Isidore Maus a appelé l'attention du Congrès de Genève (3). Les

(1) A. LEVOZ : *La protection de l'enfance en Belgique*, Bruxelles, 1902, p. 249.

(2) E. LAURENT : Le médecin dans l'école, *Archives d'anthropologie criminelle*, 15 novembre 1896, p. 641.

(3) I. MAUS : Mesures propres à faire connaître la personnalité physiologique, psychologique et morale du prévenu, *Compte rendu du IV^e Congrès international d'anthropologie criminelle*, Genève, 1896, p. 120.

enquêtes sur la personnalité sont graves. Outre le travail énorme qu'elles exigent, elles sont de nature à blesser de justes susceptibilités en recherchant les points faibles de la constitution anatomique et physiologique, les reliquats des maladies infantiles ou l'hérédité pathologique. Baser des mesures d'éducation spéciale sur ce diagnostic, le seul vrai, c'est malheureusement causer un tort moral et matériel à toute la famille. M. Maus proteste quand il s'agit seulement d'inculpés, que ne dirait-on pas si pareille mesure était généralisée pour assurer une prophylaxie efficace ? Un véritable tolle s'élèverait contre une telle organisation et nous verrions les pères de famille se joindre à M. Yves Guyot et crier avec raison à la tyrannie hygiénique.

Il sera sage d'attendre les premiers faits anormaux répréhensibles pour intervenir avec discrétion et délicatesse.

PUBERTÉ

C'est le moment où « la nature enlève l'enfant à la vie de l'individu pour le donner à la vie de l'espèce » (1) (Fonssagrives). Le climat, le séjour à la campagne ou à la ville, les conditions sociales, l'hérédité maternelle ont une influence capitale sur l'installation de cette fonction si importante. Dans son article Pédérastie du *Dictionnaire Dechambre*, M. le professeur Lacassagne insiste sur les modifications d'humeur et les excitations de la puberté, beaucoup de pédérastes ayant été onanistes pen-

(1) J.-B. FONSSAGRIVES : *L'éducation physique des filles*, Paris, 1881 4^e édit., p. 131.

dant leur jeunesse. Pour Gall, le penchant à l'amour physique se manifeste quand le cervelet se développe et il observe que chez les enfants cet organe est au cerveau comme de 1 à 8, tandis que pour les adultes il est comme de 1 à 5. La puissance des centres intellectuels devant contrebalancer et réglementer les premières velléités de l'instinct de propagation, si la partie antérieure du cerveau ne réagit pas ou réagit mal, on aura les désordres du sens génital correspondant aux états d'augmentation (quantité) ou de perversion (qualité) de la classification de M. le professeur Lacassagne. A l'époque où l'appareil génésique va se constituer définitivement, il convient, en conséquence, de veiller sur l'état des enfants et de redoubler de précautions hygiéniques. Ces soins seront plus intenses et continués très longtemps si, par malheur, le sujet est atteint, pendant cette période, d'une maladie grave. Vidal, le tueur de femmes, avait eu la fièvre typhoïde à quinze ans, et le rapport médico-légal insiste avec raison sur les reliquats de cette infection. « Cette maladie infectieuse crée un tel état de faiblesse ou d'asthénie qu'il se produit des troubles profonds dans la nutrition du système nerveux. Quand ces troubles se passent sur un organisme déjà défectueux par l'hérédité et au moment de la puberté, il y a un état pathologique définitif. C'est la dégénérescence avec ses désordres psycho-moraux » (Lacassagne) (1).

On devrait éveiller l'attention des familles sur les dangers que courent les enfants pendant cette transformation si pénible surtout pour les jeunes filles. Le médecin

(1) A. LACASSAGNE : Vidal le tueur de femmes, *Archives d'anthropologie criminelle*, 15 novembre 1902, p. 654.

aurait très souvent un rôle utile à jouer, nous voulons au moins qu'on le fasse officiellement intervenir dans les agglomérations où travaillent les adolescents (fabriques, ateliers, couvents, ouvroirs, etc.). Il veillera à ce que l'alimentation soit suffisante, à ce que la propreté du linge et du corps soit observée et il pourra interdire à l'occasion toute fatigue dangereuse. Nous nous joignons de plus à la ligue contre la licence des rues et c'est avec satisfaction que nous verrions disparaître des vitrines et des kiosques les gravures libidineuses qui s'y étalent impudemment. Exposer des jeunes garçons ou des jeunes filles en pleine effervescence pubère à de pareilles obscénités est indigne d'une société qui a conscience de ses devoirs et souci de son avenir.

APPRENTISSAGE

La loi a réglementé le travail des enfants dans l'industrie et l'introduction des inspecteurs dans les ateliers et dans les usines a été le point de départ de réelles améliorations. Nous ne pouvons pas en dire autant des enfants employés dans les professions ambulantes. Nous pensons avec M. Berthélemy (1) qu'il serait temps de mettre un terme aux pérégrinations des petits marchands de crayons, de lacets ou de bouquets qui encombrent les trottoirs de nos villes. Là encore une intervention protectrice est nécessaire, la coercition seule serait vaine. « A sa sortie de l'école, dit l'homme de cœur et de dévouement qu'est

(1) BERTHÉLEMY : Discussion sur le patronage en province, *Revue pénitentiaire*, juin 1902, p. 803.

M. Duclot, premier adjoint de la ville de Grenoble, l'adolescent n'est pas encore armé pour l'existence et il faut lui donner, s'il est déshérité, s'il ne peut attendre une aide de sa famille, cette arme qui lui manque, l'outil (1)! »

Nous ajoutons que pendant l'apprentissage il est dangereux de se borner à la surveillance légale et qu'il convient d'exercer une tutelle particulière sur l'enfant qui a sa famille incomplète ou dont les parents sont eux-mêmes pris dans l'engrenage industriel qui rend le foyer désert.

Depuis 1851 fonctionne dans notre ville une société admirable « le Patronage des apprentis ». Elle a si vivement frappé le sens pratique des Américains que la cité de Philadelphie l'a copiée trait pour trait sans changer un article à ses statuts. En attendant que quelque écrivain français en fasse la découverte à l'étranger et nous en rapporte la description sous un nom plus ou moins baroque, nous tenons à en esquisser les détails pour ceux que préoccupent les difficultés du patronage de l'enfance. La première origine de cette si utile institution a été relatée par Frédéric Taulier dans son *Vrai Livre du peuple* (2). C'est sur le registre d'architecture de la loge maçonnique, les Arts Réunis en l'année 1846 de l'ère vulgaire, que se trouve son état civil.

Considérant que beaucoup d'enfants en sortant des écoles communales manquent surtout d'une protection intelligente qui

(1) DUCLOT : *Société de patronage des apprentis*, assemblée générale de 1897, Grenoble, 1898, p. 5.

(2) FRÉDÉRIC TAULIER : *Le vrai livre du peuple*, Grenoble-Paris, 1860, p. 281.

se préoccupe de leur imprimer une direction morale et qui défende leurs intérêts ;

Que faute de cette protection les devoirs réciproques du maître et de l'apprenti sont oubliés quelquefois et que les principes puisés dans l'école viennent souvent se perdre dans l'atelier ;

Qu'il serait du devoir et de l'intérêt de la société de se préoccuper de cet état de choses ;

Que s'il est impossible à la L. ., eu égard à ses ressources matérielles, d'aborder cette question comme elle le désirerait, l'esprit fraternel qui anime ses membres lui permet cependant d'espérer quelque bien de son concours actif.

Décide :

ARTICLE PREMIER. — Tous les ans, à l'expiration de l'année scolaire, une commission nommée par la L. . demandera aux directeurs des écoles communales de la ville une liste des enfants sans fortune sur le point de quitter ces écoles pour entrer en apprentissage.

La liste devra indiquer pour chaque enfant :

Ses noms et prénoms et son âge ; s'il a son père et sa mère ; quelle est sa conduite ; quel est son caractère ; quelle est son aptitude ; à quelle profession le destinent ses parents.

ART. 2. — Les membres de la L. . auront toujours le droit de faire des présentations en dehors de ces listes.

ART. 3. — Sur un rapport de la commission, spécial pour chaque enfant, la L. . fixera le nombre d'enfants qu'elle voudra patronner.

ART. 4. — Tout enfant admis aura, parmi les membres de la L. ., un patron particulier qui s'occupera de le placer en apprentissage, et qui surveillera ensuite ses intérêts et surtout sa conduite, ainsi que ses progrès dans la profession qu'il aura choisie. Ce patron sera choisi par la L. .

ART. 5. — Le chef d'atelier qui aurait à se plaindre d'un apprenti patronné devra s'adresser au patron de l'enfant, qui emploiera pour le ramener tous les moyens de persuasion que lui suggérera son cœur.

Dans les cas graves, la commission se réunira et fera comparaître l'apprenti devant elle; si le cas l'exige, elle fera un rapport à la L., qui statuera.

ART. 6. — Un certificat sera donné par la L., à tout patronné devenu ouvrier, comme témoignage de sa bonne conduite et de sa capacité.

Dans le cas où quelques-uns des patronnés entreprendraient le voyage connu sous le nom de *tour de France*, indispensable à certaines professions, ils seront recommandés d'une manière toute particulière aux LL. de la correspondance pour leur faciliter un placement utile et avantageux.

En 1851, la L., les Arts Réunis se met momentanément en sommeil : la bonne semence qu'elle avait fait lever ne fut pas pour cela abandonnée dans sa croissance. Dès 1849, le Conseil municipal était intervenu en votant une allocation de 1.000 francs; il n'eut qu'à continuer l'application des principes invoqués pour parfaire l'œuvre. Les francs-maçons siégeant à l'hôtel de ville y tinrent d'ailleurs fermement la main. Le Vén. Hippolyte Bouvier est le rapporteur de la Commission nommée à l'effet de donner une existence définitive à l'entreprise de la L.. La Ville, dit-il dans son rapport, pourvoit aux besoins moraux et intellectuels de l'enfant, en se chargeant gratuitement de son éducation et de son instruction, depuis le moment où elle le fait entrer à la salle d'asile, d'où elle le conduit à l'école professionnelle.

« Mais il y a un moment dans la vie, moment le plus périlleux, sans nul doute, où l'enfant pauvre échappe complètement à ces diverses et bienfaisantes influences. Ce moment est celui où, sorti de l'école, il doit apprendre l'état qui assurera son existence et le classera parmi les citoyens utiles. Arrivé à ce

point difficile, sans expérience de la vie, sans connaissances pratiques, l'âme ouverte aux aspirations de l'avenir, tout gonflé d'insatiables désirs, en proie à des besoins nouveaux, il reste livré à lui-même, n'ayant ni guide, ni direction, ni ressources. Comme si son instruction était terminée tant qu'on ne lui a pas appris à gagner sa vie par le travail ! » (1).

Le Patronage des apprentis de Grenoble a aujourd'hui une brillante histoire ; il est en pleine prospérité et tous les gens de bon sens se sont groupés autour de lui sans distinction de religion ou de parti. Il a créé un orphelinat, des cours de dessin et de grammaire où chaque patronné est tenu d'assister. Pareille institution mérite d'être connue et il est désirable qu'elle soit imitée. L'appréciation de M. l'inspecteur général Jacquemart nous dispense de plus amples dissertations : « Voilà une œuvre bonne, d'utilité palpable, rationnellement, profondément démocratique. Elle excite tout mon intérêt (2). »

Nous sentons ici combien est fertile l'esprit de solidarité du terroir dauphinois : livré à lui-même, il évolue généreusement vers le mieux et le bien. La centralisation à outrance qui le soumet à des directions venues de la capitale semble au contraire diminuer sa puissante énergie. L'Isère est en effet un des rares départements où les pupilles de douze à treize ans soient privés de pension et de vêture. Quel douloureux contraste avec les manifestations locales ! Quelle misère sociale !

(1) Hippolyte BOUVIER : *Procès-verbaux du Conseil municipal de Grenoble*, séance du 5 juillet 1851.

(2) In A. ALBERT : *Patronage des Apprentis*, assemblée générale de 1902, p. 10.

POLITIQUE IMMÉDIATE

En attendant que tous les projets d'amélioration sociale soient exécutés et portent leurs fruits, il faut courir au plus pressé et agir sans tarder sur le flot montant des criminels en herbe aux allures menaçantes. « Sauvez l'enfant, a dit Randall, et il y aura moins d'hommes à corriger et à punir (1). »

Puisque la maison de correction n'a pas pu arrêter l'accroissement de la criminalité; puisque l'Assistance publique est incapable de se charger de tous les mineurs délinquants ou en passe de le devenir dont les nouvelles lois lui confient la tutelle; puisque l'exercice même de cette tutelle crée un nouveau danger et constitue une criante injustice, il faut trouver un autre remède plus logique et plus sûr. La Société dauphinoise de patronage des libérés et de sauvetage de l'enfance a été amenée tout naturellement à étudier la question, et c'est sur les observations consignées dans les dossiers de ses patronnés que nous allons édifier nos propositions. Nous opérerons sur un terrain essentiellement pratique : de concert avec M. le professeur P. Cuhe nous avons discuté chacune de nos interventions, nous avons consigné soigneusement nos résultats, nous n'avons rien négligé pour rendre notre expérience concluante.

Nous n'ajouterons rien au jugement formulé sur les

(1) In H. LEFUEL : Limite de la minorité pénale, V^e Congrès pénitentiaire. Rapports de la 4^e section, Paris, 1896, p. 34.

adultes par notre Secrétaire général (1). Nous ne perdons pas de vue les rares succès que nous avons obtenus et chaque année en réduit le chiffre définitif. Les déboires de ce patronage nous ont indiqué la voie sûre qui conduira à la victoire. Il résulte en effet de nos enquêtes sur les détenus que si une interposition intelligente et éclairée s'était produite dès le jeune âge, au début des manifestations anormales, que si des soins médicaux ou seulement hygiéniques avaient été donnés à certains sujets amoindris, le mal aurait pu être enrayé, l'énergie exagérée des uns dirigée vers un but utile, l'asthénie des autres réveillée et stimulée par des actes louables. C'est vers les jeunes, vers les petits qu'il fallait porter toute notre attention, c'est à eux qu'il importait de consacrer toutes nos modestes ressources, non pas seulement en protégeant les miséreux, mais encore, et surtout, en s'attaquant résolument aux mauvais, à ceux dont la tournure présage de futures et dangereuses déchéances. Ce fut un acte courageux que d'accepter la charge de garnements déjà la répulsion de la société. Le Conseil de Direction servit ainsi d'écran protecteur au Service des enfants assistés de l'Isère qui, sans son active intervention, aurait recueilli et conservé une belle collection de dégénérés pour le plus grand malheur de ses garçons et de ses filles appelés à séjourner à l'hôpital. Dans la passionnante discussion de la Société générale des prisons sur le patronage en province, M. le D^r Drouineau a trouvé qu'il « serait mauvais que les inspecteurs puissent être accusés de négliger leurs occupations essentielles et leur sollicitude pour les enfants

(1) P. CUCHE : Le patronage des libérés et le sauvetage de l'enfance en province, *Revue pénitentiaire*, mai 1902, p. 617.

assistés au profit d'une société privée » (1). Si nous avions eu l'honneur de faire partie de la savante assemblée nous n'aurions pas manqué d'ajouter à la claire réponse de M. Paul Cuche, qu'en prêtant librement notre concours à la Société dauphinoise nous estimons avoir rendu à nos pupilles le plus signalé des services. Nous sommes convaincu que, pour M. l'inspecteur général comme pour nous, il n'y a rien de plus essentiel pour les enfants assistés que le droit à l'honnêteté et que la meilleure preuve de sollicitude qu'on puisse leur donner est de leur en assurer la possession.

Avant d'exposer nos observations, il nous faut encore répondre à quelques critiques que nous relevons, toujours dans la *Revue pénitentiaire*. M. Berthélemy, avec une certaine apparence de raison, nous reproche notre autonomie et dit qu'une œuvre ayant, comme la nôtre, peu de ressources « ne peut pas acquérir l'expérience que donne une pratique répétée » (2). Or M. l'inspecteur général Ogier, dans le même compte rendu, constate que le département de l'Isère a une situation spéciale et enviable au point de vue des placements et, si c'est en forgeant qu'on devient forgeron, on voudra bien nous accorder, en la matière, une compétence qui pourrait peut-être se mettre en parallèle avec celle des agents des grandes œuvres même lyonnaises. Reste donc l'outillage que notre modeste budget rend forcément rudimentaire. Ici nous avons su nous incliner et MM. les Administrateurs de

(1) D' DROUINEAU : Le patronage en province, *Revue pénitentiaire*, mai 1902, p. 639.

(2) BERTHÉLEMY : Le patronage en province, *Revue pénitentiaire*, juin 1902, p. 807.

(3) OGIER : *ibid.*, mai 1902, p. 638.

l'école de Sacuny-Brignais nous rendront cet hommage que nous avons fait appel à leur intervention chaque fois que le placement familial nous a paru immédiatement impossible. Mais l'école de réforme telle qu'elle fonctionne dans le Rhône ne répond pas à tous les besoins et nous aurons l'occasion de mettre exactement au point les services véritables qu'on peut en attendre.

Enfin il est un côté faible de notre thèse que nous devons signaler. Nos fiches-dossiers sont très incomplètes au point de vue des mensurations et des stigmates. C'est une école que nous avons faite n'ayant au début que notre bonne volonté pour tout bagage. Nos opérations ont eu lieu presque toujours par à-coups et c'est à la hâte que, jusqu'à ces derniers mois, nous avons dû prendre d'urgence nos mesures de protection. Notre méthode, quoique raisonnée, a manqué de beaucoup des indices précieux consignés dans la littérature anthropologique. Pour cette raison nous la croyons décisive puisqu'elle prouve qu'il est relativement facile de créer une organisation satisfaisante sans attendre plus longtemps les solutions scientifiques encore en débat.

STATISTIQUE

La statistique est pour nous la langue d'Ésope. « Bien faite et digne de confiance, elle révèle les points faibles d'une organisation sociale » (Paul Strauss) (1); trop ingénieuse et d'une complexité douteuse, elle devient un

(1) D' P. STRAUSS : Dernier Bulletin, *Revue philanthropique*, t. XI, mai 1902, n° 61, p. 128.

instrument dangereux. En renonçant à y recourir nous devons faire connaître les motifs de notre détermination. Il n'y a certainement pas de problèmes plus ardues que ceux qui touchent à l'enfance. Cependant les projets abondent de toutes parts émanant de gens [le plus souvent ignorants qui, plus heureux que M. Puibaraud, croient posséder *la petite boîte* (1) renfermant la vraie, l'unique solution. Pour tous ces inventeurs prédestinés, la statistique est un tremplin merveilleux sur lequel ils évoluent bruyamment. Nous pourrions dire comme au temps de Louis Reybaud : « Ce succès serait plus grand encore sans la lutte qui s'établit d'orchestre à orchestre, de tréteau à tréteau. Le bruit de l'un couvre la voix de l'autre ; il y a conflit d'élixirs, c'est-à-dire de systèmes (2). » M. le Dr Magnan pourrait ajouter à son arithmomanie un sous-chapitre, la *statisticomanie*, qui ne manquerait pas d'intérêt pour les psychologues. L'Académie de médecine qui avait encouragé jusque-là ces exercices numériques a fini par s'apercevoir qu'elle estampillait trop de miracles et le rapporteur de sa commission d'hygiène de l'enfance, M. le Dr Porak, constate que « certaines statistiques étaient sujettes à caution » (3). Le doute a depuis envahi les plus croyants ; le 15 décembre 1901, M. le sénateur Paul Strauss, dont le nom est attaché à toutes les propositions concernant les enfants, déclare à son tour que « le

(1) PUIBARAUD : Le patronage en province, *Revue pénitentiaire*, mai 1902, p. 642.

(2) L. REYBAUD : Jérôme Paturot à la recherche de la meilleure des Républiques, p. 52.

(3) PORAK : Rapport annuel de la Commission permanente de l'hygiène de l'enfance pour l'année 1901, *Académie de médecine*, Paris, 1902.

témoignage de la statistique ne doit être accueilli que sous bénéfice d'inventaire » (1).

Il ne suffit pas en effet d'humilier l'arc-en-ciel par des rosaces ou des colonnes aux couleurs aussi variées qu'éclatantes ; il faut, avant tout, réunir certaines conditions de vérité sans lesquelles les chiffres n'ont plus d'éloquence.

En premier lieu, il est indispensable que la terminologie soit bien fixée. L'expression *abandonné* n'a pas, par exemple, la même signification au confluent de la Saône et du Rhône que sur les rives de l'Isère : affaire de brouillards qu'au préalable il importe de dissiper.

L'unité une fois bien définie, le terrain de l'opération doit être aussi nettement circonscrit, afin que sous aucun prétexte il ne soit possible de dissimuler ou d'omettre une partie quelconque de l'effectif.

En troisième lieu il est indispensable de décrire un manuel opératoire unique, un schéma simple et mathématiquement exact dont il soit formellement défendu de s'écarter.

Enfin, il ne devrait jamais être fait état d'une statistique sans contrôle. Le Comité supérieur de la protection de l'enfance a établi une statistique des nourrissons très logiquement conçue. Les unités y sont nettement définies, le terrain bien délimité, la façon de compter bien décrite, les groupes formés comprenant, aussi scientifiquement que cela est possible, des enfants dans les mêmes conditions d'âge. Que vaut ce gigantesque travail ? Pas grand'

(1) P. STRAUSS : Puériculture et pouponnière, conférence faite à la Sorbonne, 15 décembre 1901, *Revue philanthropique*, 10 janvier 1902, t. X, p. 289.

chose à notre humble avis, parce qu'il n'y a pas de contrôle. « Si nous avons une mortalité si considérable, dit M. le D^r Lédé, c'est parce que, par suite d'une circulaire du mois d'août 1895, une fiche est établie pour chacun des enfants placés en nourrice hors du domicile de leurs parents (1). » Ces malheureux petits papiers ne sont point aussi lugubres que voudrait nous le faire croire ce distingué médecin. Ils ressemblent en tout cas étrangement au sabre légendaire car nous avons vu, de nos yeux vu, la mortalité baisser officiellement dans des proportions considérables précisément par l'installation d'un jeu abracadabrant de fiches multicolores. Il serait facile de mettre un terme à toutes ces contradictions apparentes en chargeant l'administration de la justice de relever chaque année sur les registres de l'état-civil, le nombre des enfants de un à deux ans décédés hors du domicile de leurs parents. Il y aurait là une vérification irréfutable et cette statistique deviendrait digne de foi.

La réalisation d'une réglementation aussi profitable est bien plus difficile encore quand il s'agit d'anthropologie criminelle. On s'est battu à coups de chiffres dans les premiers congrès, et c'est encore sur des pour cent que tablent certains savants malgré que Virgilio Rossi à Rome (2), P. Naecke à Genève (3), Manouvrier à Paris (4) en aient

(1) D. LÉDÉ : *Revue philanthropique*, 10 janvier 1902, n° 57, p. 319.

(2) Virgilio ROSSI : Influence de la température et de l'alimentation sur la criminalité en Italie de 1875 à 1883, *Actes du I^{er} Congrès d'anthropologie criminelle*, Rome, 1885, p. 296.

(3) D^r P. NAECKE : Considérations générales sur la psychiatrie criminelle, *Congrès de Genève*, 1896, p. 2.

(4) D^r MANOUVRIER : Caractères anatomiques propres aux criminels, *Actes du II^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Paris, 1889, p. 33.

formellement contesté la valeur. Pour appuyer cette appréciation autant que pour abriter notre abstention sous une haute autorité, nous reproduisons ce jugement de M. le conseiller d'État Herbette, ancien directeur de l'Assistance pénitentiaire. « Mais quel est l'homme ayant mené de sa main des services et des établissements importants, qui ne sache ce qu'a d'embarrassant et parfois d'illusoire l'art de raisonner sur des chiffres dont on ne saurait garantir exactement, point par point, cas pour cas, ce qu'ils représentent ? Et quelle tentation n'est-ce pas pour l'homme d'études qui n'a pas fait ou vu faire une statistique, d'en tirer cependant des résultats avec cette logique implacable que l'arithmétique semble autoriser ? Combien ne faut-il pas se tenir en garde contre les exploits du raisonnement mathématique introduit dans le domaine purement expérimental, et surtout dans un ordre de faits aussi complexes que ceux de la physiologie morale, de la psychologie morbide.

« Pour user sans scrupule d'une statistique, il importe donc d'avoir précisé les sujets et les moyens de constatation, les catégories d'individus, les classes de faits, que l'on rapprochera. Rien ne doit être laissé au hasard, à l'appréciation arbitraire des agents d'exécution (1). »

N'insistons plus et disons sans compter que nous avons opéré sur une centaine de sujets. Nous les classons en quatre séries dans le tableau explicatif suivant :

(1) HERBETTE : Discussion du rapport de M. Henry Coutagne : De l'influence des professions sur la criminalité, *Actes du II^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Paris, 1889, p. 220.

AGE	MODE D'ACTION	RÉSULTATS
1° Au-dessous de 12 ans sans distinction d'origine ni de délits.	Placements à la montagne avec choix d'un gardien ré- pondant aux exigences ré- vélées par l'enquête.	Autant de réussites que d'interven- tions.
2° De 12 à 16 ans non tarés.	Placements à l'école Sacuny- Brignais.	Autant de réussites que d'interven- tions.
3° De 12 à 16 ans tarés.	Placements familiaux et à Sa- cuny-Brignais, Bon-Pas- teur, Solitude, etc.	Autant d'insuccès que d'interven- tions.
4° De 16 à 21 ans.	Placements à la campagne ou à la ville, selon les tempé- raments ou les aptitudes. A 18 ans, engagement mili- taire quand il est possible.	Insuccès, sauf pour les engagés con- fiés à la sollici- tude de M. Voisin.

OBSERVATIONS

Animons cet état en examinant en détail quelques cas de chacune de nos séries.

PREMIÈRE SÉRIE

I. — Garçon.

Age : sept ans.

État civil : enfant naturel (mère veuve).

Mensuration de la tête :

Longueur.	0,164
Largeur	0,143
Taille assis	0,35
— debout	1,07
Grande envergure	1,02

Lèvres pincées; menton pointu.

II. — Garçon.

Age : Dix ans.

État civil : légitime posthume, frère utérin du n° 1.

Mensuration de la tête :

Longueur.	0,175
Largeur.	0,15
Taille debout	1,24
— assis.	0,68
Grande envergure.	1,20

Légère cicatrice de 2 oblique externe sur pointe interne sourcil gauche.

Ces deux enfants sont bien constitués, vigoureux, ne présentent ni surdité, ni strabisme, ni vice de parole, ni stigmates anatomiques. Ils n'accusent aucune maladie antérieure et ne sont pas atteints d'énurésis. Il nous a été impossible d'obtenir des renseignements sur leur hérédité. L'enquête du juge de

paix qu'a bien voulu nous communiquer le parquet nous indique seulement que la mère, boiteuse, bégue, d'une intelligence bornée, mène une vie déréglée et fait mendier ses enfants.

Ces derniers ne fréquentent jamais l'école; très agiles, ils vagabondent dans trois ou quatre communes dont ils sont le fléau, couchant dans les granges, vivant de rapines et de vols. Des aliments et des fruits ils passent aux objets de valeur et dérobent une montre à un propriétaire. A la suite de ces faits, ils sont arrêtés et incarcérés à la maison d'arrêt. Le Comité local de la Société dauphinoise, appelé à intervenir, les fait mettre en liberté et conduire à Grenoble par les soins d'un brave homme de greffier.

Notre tâche commençait. Au premier coup d'œil, le plus jeune délinquant paraît le plus remuant et le plus actif, son œil ne quitte pas son frère aîné qui semble détenir l'autorité. Il n'y a pas de doute, nous sommes en présence d'un incube et d'un succube et conformément à l'avis de Carrara (1), c'est le succube qui est le plus pervers et qui nous donne le plus de mal. C'était deux placements familiaux qu'il nous fallait trouver, la séparation s'imposait. Mais, à peine hospitalisés, nos deux gaillards franchissent la grille haute de 3 mètres et reprennent la route de leur pays, distant de 50 kilomètres, où on les arrête le lendemain en flagrant délit de vol à l'étalage.

Comment avaient-ils parcouru l'étape? Quand nous avons posé la question au n° 1, son regard est allé de son frère à nous, accompagné d'un petit haussement d'épaules de supériorité et de pitié. Que faire avec des bonshommes

(1) D' Mario CARRARA : Le couple criminel du mandant et du mandataire dans la criminalité de sang, *Compte rendu du V^e Congrès international d'anthropologie criminelle*, Amsterdam, 1901, p. 290.

de ce calibre, qui nous fixaient résolument et dont les yeux disaient clairement qu'ils entendaient continuer de vivre à leur guise. A leur retour nous étions fort perplexes, quand un incident, banal en soi, vint dissiper le mauvais charme et nous livrer nos deux jeunes hercules. C'était autour du premier de l'an et instinctivement nous avons remis à chacun d'eux, comme entrée en matière, des oranges et des bonbons qui se trouvaient à notre portée. Après quelques instants d'hésitation, quand ils virent que c'était bien à eux qu'étaient destinées ces douceurs, se produisit un changement à vue. Les bicornes des gendarmes les avaient peu intimidés ; à la prison ils avaient trouvé le bertillonnage *très rigolo* et ne s'étaient pas déviés un seul instant de l'idée fixe de reprendre leur liberté. Sous l'influence des premières bonnes choses qu'ils possédaient sans les avoir chippées, ils s'amadouèrent subitement, jugeant qu'on pouvait avoir un peu de confiance en un homme qui avait d'aussi convaincantes raisons. La glacé était rompue, elle ne s'est pas reconstituée. Le gardien à qui fut confié l'ainé, honnête montagnard aisé, sans enfant, très désireux d'en avoir un à soigner et que nous avions mis au point lors de son premier voyage blanc, avait pris les mêmes précautions oratoires : des poches de son veston de gros drap émergeaient des blocs de sucre taillés au couteau et achetés au départ chez l'épicier du village.

Voilà plus de quatre ans que notre placement est fait, il réussit pleinement. Le redressement s'effectue peu à peu, l'école est fréquentée ; c'est un succès dont il faut féliciter le parquet intelligent qui a su le rendre possible. Ici, l'article 67 du Code pénal pouvait très bien s'appli-

quer. Ces deux vagabonds avaient parfaitement conscience de leurs actes, leurs méfaits étaient prémédités, bien combinés et exécutés avec sûreté et virtuosité. « Tes condisciples ne t'ont pas battu à l'école? demandait-on au plus jeune dès les premiers jours de son entrée en classe. — Me battre, moi ! répondit ce moutard de sept ans, voilà pour le premier qui essayera » et il esquissa sur les parties sexuelles un coup sûrement plus expéditif que celui du père François !

En somme, notre traitement a été simple : nous avons trouvé à nos deux patronnés un lit, une place à une table régulièrement servie dans une famille honnête et laborieuse et, l'influence de l'école et la vie de la montagne aidant, l'adaptation s'est faite à peu de frais.

III. — Garçon.

Age : treize ans.

État civil : orphelin légitime.

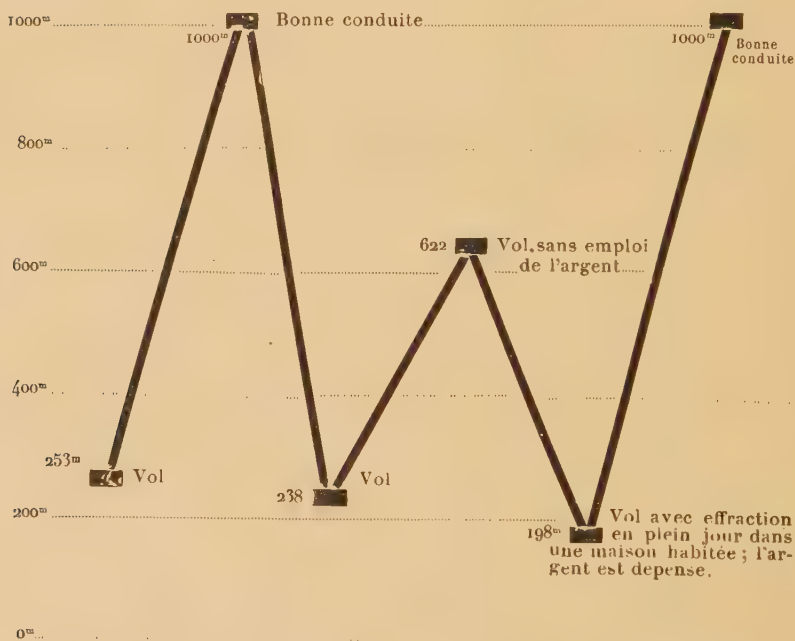
C'est le premier pupille patronné par la Société dauphinoise; nous n'avons pas de mensurations.

Grand, fort pour son âge, il ne sait ni lire ni écrire et n'est pas développé intellectuellement.

Son père, récidiviste, est mort à la Guyane où il a été transporté à la suite d'escroqueries répétées. Sa mère était aussi de moralité douteuse. Recueilli par des oncles et des tantes peu fortunés, il montre des instincts brutaux; il vole des bijoux qu'il détruit en les mettant en pièces. Poursuivi devant le tribunal, il est défendu au pied levé par M^r Armand Porte, avocat à la Cour d'appel, alors Secrétaire général de notre Société. Le défenseur mit aussitôt en pratique les arguments de sa plaidoirie et nous eûmes ainsi notre premier adopté.

Il fallait chercher un gardien énergique pour en imposer

à notre peu commode acquitté. Nous eûmes la main heureuse : le chef d'une bonne famille habitant une des communes les plus élevées du département, grand colosse de six pieds de haut dont le pouce couvrait aisément un écu, aussi bon qu'imposant, voulut bien nous prêter son concours. En deux ans notre gaillard n'était certainement pas guéri mais grandement transformé. La pensée de lui faire constituer le pécule de sûreté qui est remis à nos assistés quand ils atteignent leur majorité nous le fit placer dans la vallée plus riche du Graisivaudan. Mal nous en prit ; la courbe ci-dessous indique les nouveaux méfaits du jeune homme qui, de lui-même, reconnaissant qu'il ne pouvait pas s'adapter au milieu mauvais pour lui, retourne à la haute altitude où il avait connu l'apaisement.



Reconnaissons que notre traitement a été incomplet. A cette intelligence arriérée il aurait fallu une pédagogie intense ; si nous avions pu lui faire apprendre à lire et à écrire, nous aurions eu un levier puissant qui nous a manqué. Par contre, l'exemple marque très visiblement la grande valeur de la vie à la montagne. Notre patronné y est certainement moins bien soigné, plus mal entretenu qu'à la plaine, les gages y sont aussi très peu élevés. Il n'en a pas moins remboursé sur le produit de son travail la somme qu'il avait volée et nous pourrions lui remettre à vingt et un ans un livret de caisse d'épargne s'élevant à 300 francs.

DEUXIÈME SÉRIE

I. — Garçon.

Age : treize ans.

État civil : légitime.

Mensuration de la tête :

Longueur	0,179
Largeur	0,160
Circonférence thoracique	0,69
Taille debout	1,37
— assis	0,705
Grande envergure	1,41

A la commissure labiale droite, une cicatrice linéaire de deux centimètres de long, prolongeant (la bouche fermée) la ligne interlabiale.

Pas d'anamnestiques ni de renseignements sur l'hérédité ; bonne santé.

Les parents, journaliers, habitent une ville industrielle ;

d'une moralité douteuse, ils laissent vagabonder leurs enfants qui vivent de rapines et de vols. Arrêté sous cette dernière inculpation, il est acquitté par le tribunal qui, faisant application de la loi de 1898, en donne la garde à l'Assistance publique.

Il ne fallait pas songer à confier tout de suite ce garçon à un patron, il avait contracté des habitudes mauvaises trop enracinées qu'il importait tout d'abord de changer. Sans hésitation on eut recours à l'école de Brignais où un séjour de deux ans modifia ses mœurs et le mit en mesure de satisfaire le propriétaire chez qui il est maintenant en service.

II. — Garçon.

Age : Quinze ans.

État civil : Orphelin naturel.

Mensuration de la tête :

Longueur.	0,180
Largeur.	0,156
Circonférence thoracique	0,74
Taille debout	1,43
— assis.	0,71
Grande envergure.	1,46

Pas d'anamnestiques ; rien sur l'hérédité. Bien portant, bien constitué. Il a fréquenté l'école, sait lire et écrire. Élevé par un grand-père veuf, faible et âgé, habitant la banlieue, il s'acquitte avec les rôdeurs qui affluent dans cette bordure de la ville, lisière qui vaut toujours moins que le drap, et ne tarde pas à devenir insoumis, brutal et inquiétant.

Il y avait lieu de le sortir de ce milieu délétère et de réagir contre ses tendances vicieuses. Deux ans de Brignais l'ont amendé et il donne maintenant satisfaction.

III. — Garçon.

Age: Quinze ans.

État civil: Orphelin légitime.

Mensuration de la tête :

Longueur.	0,181
Largeur.	0,168
Circonférence thoracique.	0,73
Taille debout.	1,515
— assis.	0,761
Grande envergure.	1,50

Pas d'anamnestiques, rien sur l'hérédité, santé excellente. Élevé dans la plaine de Lyon, par un oncle, il est confié à treize ans à un noviciat de frères d'où on le renvoie deux ans après sans que nous ayons pu connaître les motifs véritables de cette mesure. Il sait lire, écrire et se montre d'un caractère niais et prétentieux. Placé par nos soins chez un notaire à qui il devait, en plus des écritures, rendre quelques petits services domestiques, il se livre bientôt à une série de vols, qu'il essaye de justifier avec un cynisme révoltant.

Le sens moral était évidemment faussé, il importait d'éloigner ce pupille de toute tentation et d'essayer de redresser sa conscience. Brignais était encore tout indiqué : il a pu y prendre son certificat d'études primaires et contracter un engagement dans l'armée. Tout autre placement l'aurait infailliblement conduit à la récidive et à la prison.

TROISIÈME SÉRIE

I. — Garçon.

Age: Quatorze ans.

État civil: Légitime (mère veuve).

Mensuration de la tête :

Longueur.	0,170
Largeur.	0,155
Taille debout	1,50
— assis	0,77

Hémiatrophie gauche. Pied et main bots. Paralyisie congénitale. Le père *alcoolique* est décédé à l'âge de trente-cinq ans d'une pleurésie. La mère en bonne santé *accuse avoir souffert des violences de son mari pendant qu'elle était enciente*.

Deux autres enfants, un garçon de dix ans et une fille de sept ans et demi, dans un orphelinat, ne donnent lieu à aucune remarque.

La paralysie du sujet ne lui empêche pas de se montrer d'une agilité peu commune. Il sait lire, mais à peine écrire quoiqu'il ait fréquenté toutes les écoles laïques et congréganistes de la ville, sans compter celles des trois ou quatre communes où l'assistance communale l'avait placé sans succès. Mêlé à une affaire de mœurs qui a eu son dénouement devant la Cour d'assises, où il a servi de témoin, il colporte les détails de ce scandale auprès de toutes les réunions d'enfants. Son imagination est pervertie, c'est un cas de « conscience inverse » (1) dont parle M. le Dr Thulié. Voleur, pillard, il vend à vil prix tout ce qu'on lui confie. Il se déclare résolu à devenir chef de brigands, achète un pistolet qui le blesse à la main et devient la terreur de son quartier. Une bonne note cependant : s'il est mauvais pour les étrangers il n'est pas insolent avec sa malheureuse mère.

On avait essayé de tous les établissements religieux quand on nous demanda d'intervenir. Cet enfant ne pouvait plus s'acclimater à la montagne, Brignais seul pouvait le recevoir tout en prévoyant qu'il n'y resterait pas

(1) H. THULIÉ : *Le dressage des jeunes dégénérés ou orthophrénopédie*, Paris, 1900, p. 364.

longtemps. Pendant six mois nous eûmes l'illusion d'un succès. Un 14 juillet vit revenir notre patronné à la rue meurtrière où il s'achemine aujourd'hui vers la relégation ! La tare de ce jeune garçon était tangible, les circonstances de la vie l'avaient encore aggravée et il était de toute évidence que la pédagogie ordinaire, si intensive serait-elle, ne pourrait l'effacer.

II. — Fille.

Age : treize ans et demi.

État civil : naturelle (mère mariée).

Pas de mensurations ; pas d'anamnestiques, rien sur l'hérédité, la mère et les grands-parents sont vivants. Forte santé.

Cette enfant est physiquement extraordinairement développée pour son âge. Sa mère s'étant mariée, elle a été élevée par ses grands-parents qui habitent une ville industrielle. Elle montre de bonne heure des instincts vicieux qui effrayent sa famille. Arrêtée pour une série de vols à l'étalage, le parquet la fait remettre à l'Assistance.

Nous nous trouvons en présence d'une puberté précoce et d'une surexcitation génitale peu commune. Elle s'enfuit une première fois dès son arrivée au dépôt, puis entre au Bon-Pasteur sous la promesse formelle qu'on l'en sortira dans trois mois. Nous pensions qu'elle resterait au couvent, quand trois mois après, jour pour jour, elle change tout d'un coup d'allure et déclare que si on la laisse internée un instant de plus, elle mettra le feu à l'établissement. Alors commença pour l'inspection la série désastreuse de placements, de larcins à régler, d'affaires douteuses à arranger. Les essais furent aussi nombreux que désespérants ; familles, usines, couvents furent essayés

en vain : la durée des séjours ne dépassait jamais une semaine, et chacun s'en débarrassait avec un soulagement facile à comprendre.

Au couvent de X, spécial aux dévoyées, où elle reste quarante-huit heures, elle refuse de manger, simule un ptosis qui, dit-elle, l'empêche de travailler à la couture, déclare avoir été opérée et décrit la gouttière dans laquelle elle serait restée trois mois étendue. Au refuge de Y, où elle passe une seule nuit, elle réussit si bien à effrayer les sœurs et les pensionnaires, que s'il faut en croire la scène qu'elle narre ensuite en se tordant de rire, on la prend pour une démoniaque et on l'exorcise. A l'hospice où elle fait de longs stages, c'est plus grave. Elle s'attaque aux malades, scandalise tout le personnel par ses paroles et par ses gestes, se livre à des attouchements sur les petits nourrissons. Tous les infirmiers subissent ses assauts et elle couronne ses dévergondages en débauchant un croquemort qui lâche son brancard pour *aller faire la noce* avec elle. L'application de l'article 365 ne la calme pas et le malheureux gardien-chef nous avoue qu'il préférerait avoir cent détenus de plus et notre pupille en moins. Ce n'est pas sur le régime cellulaire des prisons en commun qu'on peut compter pour un relèvement. Les articles de la puissance paternelle sont bien, comme le dit M. Lacassagne, « un fossile de la civilisation romaine » (1) et il faut tout de suite abolir des mesures qui ne peuvent que développer les mauvais instincts.

Le médecin consulté a déclaré que c'était une vicieuse qui n'était pas susceptible de l'asile d'aliénés. Pour nous,

(1) A. LACASSAGNE : *La médecine d'autrefois et le médecin au xx^e siècle*, Paris, 1902, p. 29.

c'est une cérébro-spinale et nous croyons qu'une action thérapeutique exercée sur ses organes génitaux aurait pu lui être salutaire.

III. — Fille.

Age : quinze ans.

État civil : légitime (père veuf).

Mensuration de la tête :

Longueur.	0,474
Largeur.	0,454
Taille : assis	0,85
— debout	1,66
Grande envergure.	1,68

Point cicatriciel sur le maxillaire supérieur droit, cicatrice sinueuse de 2 horizontale sous le milieu du maxillaire gauche.

La cause du décès de la mère nous est inconnue. Le père est un alcoolique invétéré qui a une mauvaise vie.

C'est une grande fille à qui on donnerait aisément vingt ans; santé excellente, sauf de l'énurésis. Recueillie par un oncle; elle est mise au Bon-Pasteur où elle se rend impossible. Arrêtée pour vol, le parquet la fait entrer à l'hospice et sur l'initiative de M. le Substitut délégué aux affaires correctionnelles la Société dauphinoise intervient.

Nous nous trouvons encore en présence d'une cérébro-spinale et de belle volée car des renseignements qui nous ont été transmis trop tardivement pour être contrôlés, il résulte qu'elle se serait livrée dans la même séance à une série effrayante de coïts. En tout cas, elle est surexcitée dès qu'un homme l'approche.

Un premier placement dans une usine ne réussit pas, elle s'enfuit et revient nous raconter une histoire inventée de toutes pièces. Malgré les soins tout particuliers dont

elle est l'objet au couvent des sœurs Franciscaines, elle ne s'amende pas et brise une porte pour reprendre sa liberté et... le ruisseau.

Dans ce cas comme dans le précédent, c'est à une intervention médicale spéciale qu'il aurait fallu pouvoir recourir.

QUATRIÈME SÉRIE

I. — Garçon.

Age : Seize ans et demi.

État civil : Orphelin légitime.

Mensuration de la tête :

Longueur.	0,187
Largeur.	0,144
Taille : assis	0,84
— debout	1,56
Grande envergure	1,58

Sourcils rapprochés; menton à fossette; cicatrice de 2 sur le bout du menton; tatouage B à 7 sur le poignet gauche, face antérieure.

Pas d'anamnestiques, rien sur l'hérédité.

Plutôt fluët, il présente un peu d'asymétrie faciale. Élevé par un frère aîné, il est garçon d'hôtel et vole 15 francs à un de ses collègues.

Nous faisons élargir le jeune homme et nous essayons du patronage en ville. Pendant trois mois sa conduite y est bonne, puis il vient de lui-même nous demander un placement à la campagne qui lui serait favorable à tous égards. Trois autres mois s'écoulent chez un propriétaire où il se met de côté quelques économies. Malheureusement

la nostalgie du trottoir le prend bientôt et il reprend la rue jusqu'à ce que nous le retrouvions à la maison d'arrêt.

II. — Garçon.

Age : Dix-sept ans.

État civil : légitime (mère veuve).

Mensuration de la tête :

Longueur.	0,177
Largeur.	0,149
Taille : assis	0,791
— debout.	1,503
Grande envergure.	1,55

Pas d'anamnestiques; rien sur l'hérédité, santé bonne.

Ce garçon dont la mère gagne péniblement sa vie dans la Haute-Loire, se met « sur le trimard » et est arrêté en compagnie d'un Arabe sous l'inculpation de vagabondage.

Ce jeune homme paraît doux, malléable et manifeste de bonnes intentions. Nous essayons d'un placement de famille chez de riches cultivateurs qui paraissent tout disposés à nous aider de leur mieux. Les premiers jours se passent sans encombre; mais notre patronné ne tarde pas à s'aboucher avec tous les vagabonds de passage et il dut nous être ramené. Nous l'avons rapatrié chez sa mère. La pauvre femme, en nous remerciant chaleureusement de notre intervention, nous fit savoir qu'elle l'avait replacé chez ses anciens patrons sans grand espoir de lui voir reprendre un travail assidu. Espérons que la prison ne le recueillera pas de nouveau.

III. — Garçon.

Age : dix-huit ans.

État civil : légitime (mère veuve).

Mensuration de la tête :

Longueur	0,175
Largeur	0,156
Taille assis	0,936
— debout	1,723
Grande envergure	1,80

Pas d'anamnestiques, rien sur l'hérédité, bonne santé.

Arrêté pour vol, il est condamné pour la première fois à trois mois de prison et perd sa mère au début de sa peine.

Réconforté par M. Cuche et par nous dans nos visites hebdomadaires, il semblait que son deuil lui serait salutaire et nous comptions sur un succès certain. Placé par nos soins, il donnait en effet pleine satisfaction à son patron quand intervint un récidiviste qui avait été son compagnon de geôle. Aussitôt il quitte brusquement les braves gens qui lui témoignaient déjà de l'affection pour prendre la grande route à la suite de cet infect personnage. Pour expliquer notre désolant échec, nous avons invoqué avec Scipio Sighele le phénomène de la suggestion (1), nous avons pensé aussi avec écoëurement « aux statues de sel » que nous signalent M. l'inspecteur général Brunot et M. Loys Brueyre (2) dans la *Revue philanthropique*. On a souvent dit que la prison était la grande école du crime ; notre exemple en est une preuve vivante. Notre patronné est maintenant un récidiviste.

(1) S. SIGHELE : Le crime collectif, V^e Congrès d'anthropologie criminelle, Amsterdam, 1901, p. 70.

(2) BRUEYRE : *Revue philanthropique*, 10 janvier 1902, p. 314.

CONSÉQUENCES

SÉLECTION

Il résulte de toute cette argumentation que ce n'est pas dans la faute elle-même, mais dans le milieu dans lequel le coupable a été élevé, dans sa constitution physique, dans ses anamnétiques médicaux, dans son hérédité qu'il faut chercher l'indication des mesures à prendre. Les articles 376 et 377 du Code civil (correction paternelle), dans les conditions barbares où ils sont appliqués, sont indignes d'une société civilisée. « J'ai vu des gamins de douze ans, de treize ans ainsi enfermés, victimes souvent de la mauvaise conduite de leurs parents, pleurant d'abord, puis se pliant à ce régime, mais sortant avec de mauvaises habitudes, un esprit de révolte, la haine au cœur, tout préparés à rentrer en lutte contre la société. On a établi une loi de sursis, on propose une loi de pardon, c'est bien ; mais qu'on abolisse d'abord des mesures qui, comme des couveuses du mal, font germer les graines de criminel. » (Lacassagne) (1). Quant aux articles 66 et 67 du Code pénal, déjà entamés par la loi du 19 avril 1898, ils doivent être abolis et la constitution d'un jury spécial compétent s'impose pour assurer la sélection scientifique des sujets à régénérer et à sauver. Nous serions injuste si

(1) A. LACASSAGNE : *La médecine d'autrefois et le médecin au xx^e siècle*, p. 29, Paris, 1902.

nous nereconnaissons pas combien sont remplis de sagesse et de précautions les jugements de notre tribunal correctionnel et les arrêts de notre Cour d'appel. Les difficultés soulevées par les délinquants juvéniles n'ont pas échappé à la sagacité des distingués magistrats de Grenoble. Ce n'est pas leur faire injure ni amoindrir leur haute valeur que de dire qu'ils ne sont pas plus qualifiés pour apprécier les éléments commandant aux véritables moyens éducatifs, que l'administration n'est outillée pour assurer l'exécution d'un traitement rationnel. Des connaissances d'ordre purement juridique sont absolument insuffisantes : « Le droit, considéré à part et en dehors de la science générale des sociétés, comme il l'a toujours été jusqu'à notre temps, manque de sève et de vie comme une fleur que l'on détache de sa tige et que l'on ne prend pas même la peine de mettre dans un verre d'eau. » (Tarde) (1).

D'autre part, la méthode à innover ne souffre pas de « parti moyen » et sur cette question de fond, « l'éclectisme reste stérile » (Ferri) (2). Son application exige des experts ayant la pratique médicale. De là l'idée de donner aux juges une instruction spéciale, exprimée par M. le professeur Lacassagne au congrès de Paris (3), soutenue par M. Tarde (4), qui réclame la création d'une école de magistrats criminels et rêve une scission nette entre les deux magistratures civile et criminelle. « En ce qui con-

(1) TARDE : *Actes du III^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Bruxelles, 1892, p. 337.

(2) E. FERRI : *La sociologie criminelle*, traduction de la 3^e édition italienne, Paris, 1893, p. 14.

(3) A. LACASSAGNE : Sur l'enseignement des sciences médico-légales dans les Facultés de droit, *Actes du II^e Congrès d'anthropologie*, Paris, 1889, p. 181.

(4) TARDE : *ibid.*, p. 183.

cerne l'éducation des juges, dit encore Benedikt (1), il faut une réforme complète. Le juge de l'avenir doit passer par les études de médecine pour arriver à des études juridiques. » M. le professeur Lacassagne soulève lui-même une objection capitale en parlant de surmenage intellectuel. Pour devenir un médecin anthropologiste, il faut avoir déjà fait des études de médecine générale et c'est trop demander aux futurs magistrats de n'aborder le droit qu'après un stage d'au moins cinq ans à la Faculté de médecine. N'attendons pas non plus de la science médicale « un criterium — non pas rigoureux — mais un peu moins flottant, du degré d'anormalité qui rend impossible l'éducation en commun avec des enfants normaux de même âge » (Cuche) (2).

Quand un manuel de diagnostic sera établi, nous rappellerons avec Spillmann et Haushalter que pour en user il faudra « posséder la pathologie générale, l'anatomie pathologique, la pathologie spéciale » (3).

Confirmons donc sans hésitation notre opinion personnelle et disons que la constitution d'un jury ad hoc s'impose. Nous ne souhaitons pas qu'il soit solennel ; nous nous passerons volontiers de tout l'attirail judiciaire et nous ne saurions qu'à faire de l'apparat de l'audience publique actuelle si odieuse parce qu'elle met les enfants en contact avec des adultes foncièrement pervers et qu'elle leur laisse une irrémédiable flétrissure. Nous serions pleinement satisfait si tout enfant délinquant était

(1) BENEDIKT : *Actes du II^e Cong. d'anthr. cri.*, Paris, 1889, p. 301.

(2) P. CUCHE : Les peines éducatrices, *Annales de l'Université de Grenoble*, 1902, p. 34.

(3) SPILLMANN ET HAUSHALTER : *Manuel de diagnostic médical et d'exploration clinique*, 3^e édition, Paris, 1894. Introduction.

amené avec des soins discrets à l'asile que nous allons indiquer pour y être soumis à l'examen d'où dépendra la destination qui lui sera affectée. Notre conseil de direction de la Société de patronage des libérés et de sauvetage de l'enfance est présidé avec une compétence incontestable par M. Tartari, Doyen de la Faculté de droit ; il comprend parmi ses membres des professeurs de l'Université d'un dévouement exemplaire, des magistrats et des avocats de grand cœur, des fonctionnaires de bonne volonté. Complétez-le par quelques médecins éclairés et vous aurez la Cour particulière et idéale dont vous pourrez attendre une bonne et saine justice sociale. Le défenseur devient conséquemment inutile pour l'enfant. « Contre qui voudrait-on le défendre, écrit M. Cuche ? Contre des gens qui ne lui veulent que du bien et qui s'efforcent de prendre à son égard les mesures les plus conformes à ses intérêts (1). »

ASILE D'OBSERVATION

Quand, pour éviter la maison de correction, on confie un jeune délinquant à l'Assistance publique, cette dernière le reçoit comme un numéro de plus à enregistrer : en dehors des faits qui ont motivé l'intervention judiciaire elle ignore tout de lui. Cette administration est par trop prise pour un nouveau « *baquet de Mesmer* » et il serait temps de changer ces usages routiniers. Une enquête complète et sérieuse, sa mise en observation avec le caractère et les mœurs de l'enfant, la recherche de ce que

(1) P. CUCHE : Les peines éducatrices, *Annales de l'Université de Grenoble*, 1902, p. 550.

M. le Dr Garnier appelle « *le tréfonds* » du prévenu, ne sont pas choses aisées et rapidement exécutées. L'établissement d'un asile d'observation où s'effectuera le contrôle des notes recueillies est la première précaution à prendre pour assurer le succès de notre sélection. Il serait prématuré de faire un plan de l'asile rêvé ; c'est une question de détail à résoudre par une commission de gens du métier. Nous tenons seulement à protester contre la déposition des directeurs de colonies pénitentiaires (1) exigeant un an pour sélectionner les nouveaux arrivants. Nous ne savons pas de quels « traitements moralisateurs », ils disposent ni sur quelles bases ils font reposer leur choix ; mais avec les éléments sur lesquels nous étayons le nôtre nous estimons qu'un mois sera largement suffisant et ne sera jamais dépassé. Nous n'avons usé jusqu'à ce jour que de moyens d'action très primitifs et nos conclusions ont été rapides et probantes. A plus forte raison nous espérons davantage d'une organisation mieux entendue.

ENQUÊTE

Ne dissimulons pas qu'il sera parfois peu commode de rechercher les renseignements sur l'hérédité. Nous pensons que le jour où un médecin sera chargé officiellement de cette mission bien des difficultés seront aplanies car il n'est pas un confrère qui se refusera, sous le secret professionnel, à donner les indications indispensables. Par contre les faits intéressants de la vie de l'enfant seront plus vite rassemblés. En premier lieu il faudra déterminer son âge.

(1) SOMMELET, PANCRAZI ET BRUN, directeurs des écoles ou colonies, de Bologne, Doullens et des Douaires, *Revue pénitentiaire*, 1900, p. 266-268-271.

Le problème n'est pas aussi puéril qu'il semble à M. Puibaraud quand il expose que « l'âge est encore de toutes les classifications, la plus naturelle, la plus exacte, la plus aisée à suivre, et en réalité celle qui réserve le moins de surprises » (1). Pour rendre notre affirmation plus tangible, prenons au hasard un dossier de jeune détenu. Il date à peine d'un mois et se rapporte à la dernière intervention de la Société dauphinoise.

Garçon,

Age : né en 1890.

État-civil : légitime.

Mensuration de la tête :

Longueur	46,5
Largeur	15,2
Taille debout	1,35
— assis	0,728
Grande envergure	1,36

Ombilic très saillant.

Cet enfant paraît fluet, il a un palais mal conformé, en ogive, il accuse avoir eu de l'énurésis ; à huit ans, il a été gravement malade : « *on a fait appeler le médecin* » Il parle avec difficulté, moitié patois, moitié français ; il ne sait ni lire ni écrire ; il a été mis en service chez plusieurs patrons. Du dossier de l'instruction judiciaire il résulte que le père, fossoyeur, est un arriéré très prononcé. Il y a cinq autres enfants sur lesquels nous n'avons aucun renseignement. Condamné à être interné dans une maison de correction jusqu'à dix-neuf ans pour une série de vols audacieux — il était monté sur un toit, avait enlevé les tuiles et pénétré dans l'intérieur d'une maison — il fait appel ou plutôt son avocat fait appel pour lui et la Cour de Grenoble infirme le jugement et remet l'enfant à l'Assistance publique par application de la loi du 49 avril 1898.

(1) PUIBARAUD : *V^e Congrès pénitentiaire*, Paris, 1895, p. 489.

Ce pauvre garçon avait treize ans selon son état civil. Si nous consultons la table du développement de la taille par Quetelet et si nous tenons compte de son physique malingre, nous lui donnerions tout au plus onze ans. Ses délits, l'audace avec laquelle il les consomme, la façon dont il fait emploi de leur produit, en font déjà un malfauteur effrayant et rassis; il est sûrement vieux pour le crime et le tribunal le considère comme tel en lui appliquant un traitement répressif de longue durée.

Mais c'est à partir de cette maladie grave qui l'a atteint à huit ans que son cerveau tourmenté n'a plus normalement fonctionné. La troisième circonvolution frontale, comme d'ailleurs son état héréditaire, aurait eu besoin d'une éducation spéciale et on ne lui a même pas donné l'instruction élémentaire et obligatoire pour tous. Il était donc plus équitable de le considérer comme un irresponsable plus jeune que son âge: c'est à l'époque où la fièvre a amoindri ses fonctions qu'il faudra reprendre l'œuvre clinique qui le sauvera. On pourrait donc donner quatre âges à ce délinquant et la Cour a scientifiquement jugé en le traitant comme un retardataire.

L'âge une fois fixé nous examinerons méthodiquement selon les règles de la clinique, les organes et leurs fonctions et nous mettrons en regard les faits qui éclairent les origines de la déchéance. Nous porterons surtout notre attention sur l'appareil génito-urinaire; l'énurésis, très fréquente chez les jeunes anormaux, trahissant souvent, dit Féré (1), des accès plus ou moins incomplets d'épilepsie. Nous avons observé pendant dix ans un garçon fils et

(1) Ch. FÉRÉ : *La famille névropathique*, Paris, 1898, p. 53.

petit-fils de demi-idiots. Jusqu'à seize ans il a eu de l'incontinence d'urine intense, puis il est devenu un épileptique confirmé. Véritable juif-errant, ce malheureux n'a jamais pu se fixer nulle part et il passe sa vie à errer de ville à ville, d'hôpital à hôpital, inoffensif, chargé de certificats de tout acabit et passé maître dans l'art de s'en servir. La maison de correction où l'avait conduit un voyage à Paris ne put jamais le retenir : poussé par un besoin impulsif de vagabonder il s'enfuit deux fois de Bologne. Nous écrivions un livre avec les récits de son existence ; il changeait de nom en changeant de département et le plus beau de ses tours est la démarche qu'il fit au ministère pour demander à être rapatrié dans l'Isère alors qu'il était fugitif de la colonie pénitentiaire. L'énurésis devra être toujours soigneusement relevée, parce qu'elle demande, surtout si elle se prolonge au delà de la puberté (1), une surveillance et des soins qui retentiront sur l'état général des sujets qui en sont atteints.

Nous avons dressé, pour notre usage personnel, un petit tableau renfermant les renseignements rudimentaires que portent nos fiches-dossiers. Il sera indispensable de rendre plus complet le bulletin de l'enquête et nous proposons d'adapter aux enfants le modèle de l'examen médico-légal du criminel-aliéné que nous trouvons dans la dernière édition du si précieux *vade-mecum* de M. le Professeur Lacassagne (2).

(1) E. WEILL : *Précis de médecine infantile*, Paris, 1900, p. 644.

(2) A. LACASSAGNE : *Le vade-mecum du médecin-expert*, 2^e édit., Lyon, 1900, p. 79 et suivantes.

BULLETIN D'ENQUÊTE

Nom et prénoms :

Né le

A

État civil {
légitime.
légitimé.
naturel.

Photographie

Antécédents domestiques.

Ascendants {
paternels {
et {
maternels {
grands-pères :
grand'mères :
oncles, tantes :
cousins, cousines :

son âge :
sa profession :

Le père

son état de santé actuel
et à l'époque
de la génération.

Maladies {
Alcoolisme :
Rachitisme, syphilis :
Criminalité :
Conduite habituelle :
héréditaires :
mentales :

son âge :
sa profession :

La mère

son état de santé actuel
et à l'époque
de la génération.

Maladies {
Alcoolisme :
Rachitisme, syphilis :
Prostitution :
Criminalité et conduite :
héréditaires :
mentales :

comment s'est passée la grossesse :

Autres enfants : santé, conduite :

Conditions	{	logement :
économiques		nourriture :
de la famille		entretien :

Antécédents personnels.

A) Physiques.

Constitution : Etat de santé habituel :

Mode d'élevage	{	au sein :
		au mode artificiel :
		par la mère :
		en nourrice :

Date du sevrage :

Date des premiers pas :

Maladies de l'enfance	{	dentition :
		fièvres éruptives :
		incontinence d'urine (relevé soigneusement la marche de cette affection) :
Puberté	{	convulsions :
		premier éveil sexuel :
		onanisme :
		installation menstruelle (date et conditions hygiéniques dans lesquelles elle s'est effectuée : dans la famille, à l'école, à l'atelier) :

Accidents divers; blessures à la tête :

B) Psychiques.

1° Intelligence.

Instruction acquise :

Ecoles fréquentées :

Cérébralité (imitation, imagination, attention, mémoire) :

Expansif *ou* renfermé, gai *ou* triste :

Langage; argot :

Habileté professionnelle :

Goûts particuliers (lecture des romans; jeux bruyants, etc.) :

Dispositions spéciales (dessin, musique) :

Appréciation de ses maîtres, de ses camarades, de ses voisins :

2° Sentiment.

Penchant à boire :
Penchant à jouer :
Penchant à voler :
Penchant sexuel (prédisposition à l'obscénité; amours précoces) :
Penchant destructeur :
Penchant constructeur; ingéniosité :
Colère :
Vengeance :
Jalousie :
Mensonge :
Sens moral :
Bonté.
Cruauté; conduite envers les animaux :
Paresse :
Prévoyance :
Orgueil :
Vanité :
Affection pour ses parents; pour ses maîtres; pour ses camarades :
Remords :
Dispositions religieuses :

3° Caractère.

Régularité; excitabilité normale, impulsivité :
Prudence; hésitation, imprévoyance, automatisme, suggestionnabilité :
Fermeté; force de volonté, ténacité, astuce, cynisme.
Mimique { la physionomie :
 { l'attitude; soin des vêtements :
 { la démarche :
 { l'habileté musculaire; force, agilité, etc. :
Efficacité des châtimens *ou* des récompenses :
Excentricités :

Examen anthropométrique.

A) Constatactions anatomiques.

Taille { assis :
 { debout :

Direction de la colonne vertébrale :

Circonférence thoracique :

Grande envergure :

Poids :

Système musculaire	mouvements automatiques doigts : ongles (onycophagie) : nutrition : force au dynamomètre : réflexes :
La peau	coloration ; troubles trophiques : réaction vaso-motrice ; réflexes cutanés : cicatrices : tatouages (noter dans quelles conditions ils ont été opérés) :
Système pileux	cheveux (couleur, quantité) : poils : ongles :
Crâne	volume grand (macrocéphale) : petit (microcéphale) : inégal volumineux en avant : volumineux en arrière : diamètre exagéré dolichocéphale : brachycéphale : en pain de sucre (acrocéphale) : voûte aplatie (platicéphale) : aigu en avant [bosses frontales effacées] (oxycéphale) : aigu en arrière (ipsycéphale) : en bateau (scaphocéphale) : déprimé au bregma (cymbrocéphale) : très rond (trochocéphale) : symétrique : dyssymétrique [obliquement ovalaire] (plagiocéphale) : mesures diamètre longitudinal diamètre transversal indice céphalique :

La face	Moyenne	{	nez :		
			narines :		
			région sous-nasale :		
			prognathisme :		
			lèvres :		
		{	dents :		
			palais :		
			Mandibule	{	dimensions :
					forme :
					symétrie :
	Inférieure	{	acromégalie :		
			Mesures	{	oreilles :
	longueur :				
largeur (entre les zygomés) :					
diamètre du front :					
angle facial :					
	{	oreille externe :			

B) Constatations physiologiques.

Examen des différents organes et fonctions	respiration :
	circulation :
	digestion :
	système nerveux :
	organes génitaux ; seins (point mammaire douloureux) :
	sécrétions diverses (myxœdème) :
	sommeil, rêves :
	vue ; acuité ; distinction des couleurs :
	ouïe :
	olfaction :
	goût ; usage du tabac :
	générale de la peau :
Sensibilité	tactile :
	douleur :
	chaud et froid :
changements météorologiques :	
Tremblements, tics, spasmes, contractions, paralysies, troubles de la parole, spécimen de l'écriture :	

Faits qui ont motivé l'intervention.

PLACEMENTS FAMILIAUX

Après nous être assuré que nos délinquants n'ont rien qui motive leur séjour dans une salle d'hôpital, nous dirigerons les plus jeunes sur les placements familiaux. L'opération exige de la part de celui qui l'effectue une grande habitude et un doigté délicat. Certaines œuvres parisiennes ne sont pas gênées pour si peu et chaque jour la gare de Lyon est traversée par de pauvres petits expédiés à travers les Alpes, seuls, avec un écriteau sur la poitrine. Ce sont là des mœurs blâmables que pour la dignité de l'enfant autant que pour sa sécurité, on devrait rigoureusement interdire. Nous retardons peut-être sur la capitale mais notre esprit provincial ne pourra jamais assimiler le placement des enfants à l'envoi des colis. Dans notre naïveté nous voyons de grandes difficultés à trouver le milieu où chaque enfant pourra s'adapter et se refaire une mentalité nouvelle.

Les régions montagneuses nous sont en l'occurrence d'un grand secours. Pas plus que M. le Professeur Cuche nous n'entendons généraliser la courbe d'altitude du pupille de notre première série. Nous avons d'autres raisons à faire valoir pour sanctionner la réelle influence de la vie à la montagne sur le redressement des enfants dévoyés. Au dernier congrès d'hydrologie M. le Dr Albert Robin disait : « L'homme placé à une certaine altitude est soumis à de tout autres conditions biologiques que l'habitant de la plaine. Indépendamment de la diminution de la pression atmosphérique, l'appauvrissement de l'air en oxygène, le froid qui est plus intense, l'hygrométrie

de l'air, le régime des vents, la lumière, la disparition des germes pathogènes et autres, la solitude influencent les fonctions organiques (1). » Le sol est heurté, les chemins sont durs à gravir ; il faut réagir à chaque pas contre la paresse musculaire. Les asthéniques sont ainsi merveilleusement stimulés et, à leur insu, ils se fortifient et s'endurcissent. Les obstacles à franchir abondent de toutes parts et donnent pleine satisfaction à nos surexcités. Quand vient le soir tout ce petit monde dort d'un sommeil réparateur et bienfaisant. On a exagéré la répugnance native qu'auraient les jeunes citadins pour la vie à la campagne. L'argument, en tout cas, ne porte pas pour les altitudes élevées, car nous n'avons jamais vu d'enfants de la ville manifester de l'ennui à la montagne. Notre expérience appuie la conclusion de M. le D^r Robin : « les fonctions organiques, au lieu de résister s'adaptent avec une merveilleuse souplesse aux nouvelles conditions qui leur sont imposées, et bientôt l'homme vit en altitude dans des conditions analogues, en apparence, à celles de la plaine. Il ne souffre nullement de son nouvel habitat, et même, dans certains cas, s'en trouve mieux et voit disparaître les troubles morbides qui l'affectaient (2). » Nous nous élevons de toute notre énergie contre les résolutions votées par le V^e congrès pénitentiaire : « Les enfants de moins de douze ans seront toujours envoyés dans des établissements de préservation (3). » Nous plaçons des

(1) D^r A. ROBIN : *Variations des échanges respiratoires sous l'influence de l'altitude, de la lumière, de la chaleur et du froid*, Grenoble, 1902, p. 5.

(2) D^r A. ROBIN : *Ibid.*

(3) V^e Congrès pénitentiaire. Rapports de la 4^e section, Paris, 1895, p. 385.

moralement abandonnés, malingres, souffreteux, pâles et tristes et après quelques semaines de séjour nous les retrouvons frais, joufflus et joyeux. Les internats les plus luxueusement installés sont incapables de donner de pareils résultats et c'est une raison de plus à ajouter à celles si souvent rééditées contre eux pour les repousser de toutes nos forces. Nous avons visité l'école de Sacuny-Brignais, nous avons admiré son hygiénique installation, nous avons reconnu le dévouement et l'esprit d'observation des maîtres intelligents qui la dirigent ; mais nous avons encore aussi l'impression de tristesse que nous a laissée la réunion des plus petits en train de fabriquer des couronnes mortuaires.

Nous avons étudié sous toutes ses faces la question des internats dits de charité et nous connaissons les préjugés qui font leur vogue. Ou ils reviennent à des prix trop élevés pour être à la portée de ceux qui en ont besoin, ou c'est l'enfant qui paie de sa personne, et presque toujours sans profit pour son éducation, les frais de son entretien. Le département de l'Isère a deux orphelinats départementaux qui ne conservent que les bons sujets. Chacun des élèves y revient en moyenne à 600 francs par an alors que dans le service des Enfants assistés où sont accumulés sans restriction tous les moralement abandonnés et tous les dégénérés, la dépense annuelle ne s'élève pas à 80 francs. C'est là un non-sens social : il semble à la simple logique que les moyens devraient au contraire croître avec les difficultés à surmonter. Et quand nous constatons que malgré cette absurde répartition budgétaire, nous arrivons à conduire nos pupilles au travail et à l'économie, nous sommes bien obligés de nous tourner

vers la montagne et de redire avec M. le Professeur P. Cuche que « c'est à nous qu'elle réserve le plus exquis et le plus admirable de ses bienfaits » (1).

ÉCOLE DE RÉFORME

Les enfants âgés de plus de douze ans ont déjà une volonté et une force de résistance qui rendent difficile l'adaptation familiale. Pour eux se fait sentir la nécessité d'un séjour temporaire, qui ne doit pas être limité, dans un établissement où par une surveillance incessante, un nourrissonnage moral intensif, on arrivera à les redresser et à les rendre meilleurs. Nos garçons de la 2^e série se trouvent fort bien du régime de Brignais. Multiplions des écoles similaires, créons-en pour les filles et l'œuvre du patronage de l'enfance aura fait un grand pas.

ÉCOLE CLINIQUE

Mais il est des types nombreux à qui l'excellent régime des écoles de préservation ne suffit pas : ce sont les tarés qui ont des antécédents héréditaires mauvais. Quand l'enquête médicale a été bien faite, il est aisé de les distinguer et de préjuger de l'inefficacité de l'intervention habituelle. Y a-t-il pour cela des sujets incorrigibles ? « Certes, dit le Dr J. Morel, les prisons regorgent d'individus qui font le désespoir des familles et des autorités, mais l'examen psychologique de ces sujets ne tarde pas à

(1) P. CUCHE : Le patronage en province, *Revue pénitentiaire*, mai 1902, p. 629.

prouver qu'un certain nombre d'entre eux n'ont jamais joui, pendant l'enfance et l'adolescence, des mêmes, faveurs que les autres hommes qui occupent un rang honorable dans la société (1). » Placements familiaux, Brignais, Bons-Pasteurs, Solitudes, maisons de correction de tous genres sont impuissants à améliorer de tels sujets. Pour cette 3^e catégorie tout est à créer et si son sauvetage n'a jamais réussi « c'est qu'il n'a pas tous ses organes. qu'il lui faut des maisons qui soient à la fois des hôpitaux et des écoles » (2) (P. Strauss). Notre expérience personnelle vient corroborer pleinement ce jugement après les constatations de Legrain (3) à Bruxelles, Félix Voisin (4) et Albanel (5) à Amsterdam. A Paris, M. Herbette exprimait la même pensée et en quelques mots exposait tout un programme : « Vous me croirez sans peine quand je dirai que l'éducation de l'enfance vicieuse et coupable réclame des établissements, des services, des moyens spéciaux d'action, appropriés aux maladies et aux dégénérescences qu'il faut soigner (6). »

MM. Henrich et Dedichen (7) vantent les bienfaits de l'asile scolaire de Falstad (Norvège); sans aller aussi loin, nous avons, en France, l'école de réforme de

(1) D^r J. MOREL : L'incorrigible, sa nature et son traitement, *Actes du III^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Bruxelles, 1892, p. 423.

(2) D^r P. STRAUSS : *Revue pénitentiaire*, février 1900.

(3) D^r LEGRAIN : *Actes du III^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Bruxelles, 1892, p. 403.

(4) D^r J. VOISIN : Utilité de la création des écoles de réforme, *Compte rendu du V^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Amsterdam, 1901, p. 360.

(5) ALBANEL : *Ibid*, p. 440.

(6) HERBETTE : *Actes du II^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Paris, 1889, p. 340.

(7) D^r HENRICH ET DEDICHEN : *V^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Amsterdam, 1901, p. 19.

la Salpêtrière dont M. le Dr J. Voisin nous a tracé l'organisation et le fonctionnement (1). D'accord avec M. le professeur Pedro Dorado (2), nous pensons que la fonction de punir doit être convertie en une branche de la fonction pédagogique, et nous approuvons l'idée de M. le Dr Jean Maliarewsky qui demandait à Genève (3), la fondation d'une chaire de pédagogie et d'anthropologie pour former le personnel indispensable aux instituts médico-pédagogiques à créer : « A côté du médecin, il faut avoir de vrais pédagogues. » (Ugo Conti) (4).

Une thérapeutique spéciale ne tardera pas à naître de cette féconde union, et il est inutile que nous entrions dans les détails des divers traitements déjà dirigés contre les dégénérescences. Nous dirons seulement quelques mots des mesures de rigueur qui répugnent tant à nos mœurs actuelles et de l'hypnotisme sur lequel les savants les plus autorisés fondent de grandes espérances.

Nos pères ne connaissaient que la punition corporelle ; il la pratiquaient avec une énergie qui révolte nos âmes sensibles. Nous avons remplacé leur « fouet » par la correction dite paternelle : l'emprisonnement pendant un, trois ou six mois contraste ironiquement avec la définition hypocrite de la mesure. Il n'y a pas de doute en l'espèce, les sauvages, c'est nous ! Après M. le professeur Lacassagne, écoutons le Dr Fekete de Nagyivany : « Viens,

(1) Dr J. VOISIN : *V^e Cong. d'anth. crim.*, Amsterdam, 1901, p. 360.

(2) PEDRO DORADO : La peine proprement dite est-elle compatible avec les données de l'anthropologie et de la sociologie criminelles ? *V^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Amsterdam, 1901, p. 90.

(3) Dr J. MALIAREWSKY : Les modes de prévenir l'évolution de la criminalité, *IV^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Genève, 1896, p. 47.

(4) U. CONTI : *V^e Congrès pénitentiaire*, Paris, 1895, p. 379.

philanthrope faux, dans cette cellule solitaire, regarde ce jeune homme, comme il se flétrit dans cette atmosphère puante, vois son ennui, sa colère ! Son inactivité t'épouvantera et tu avoueras que l'application de la punition corporelle est plus humaine (1). » Nous ne proscrirons pas absolument les moyens de rigueur, mais ces moyens « *ultimum subsidium* d'hommes intelligents », seront dirigés par le médecin et « feront partie intégrante du système de protection » (2).

Nous n'avons jamais vu pratiquer de cure d'hypnotisme, nous devons donc sur ce point nous en rapporter exclusivement aux références. Comme tous les remèdes, ce traitement a sûrement ses dangers que M. le D^r Paul Marin résume dans un chapitre de son substantiel petit livre (3),

Manié par des mains profanes, il peut agir au détriment de la santé générale (Charcot) (4). Pratiqué en public, il provoque de véritables épidémies, et la section d'hygiène du Congrès pour l'avancement des sciences tenu à Oran en 1888 a émis le vœu « que les séances publiques d'hypnotisme et de magnétisme soient interdites sur toute l'étendue du territoire français, et que les applications du magnétisme et de l'hypnotisme comme moyen curatif soient soumises aux lois qui régissent l'exercice de la médecine ». Au point de vue thérapeutique, M. le Professeur E. Weill semble le repousser

(1) FEKETE DE NAGYIVANY : *V^e Congrès pénitentiaire*, Paris, 1895, p. 281.

(2) PEDRO DORADO : *V^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Amsterdam, 1901, p. 91.

(3) D^r P. MARIN : *L'hypnotisme théorique et pratique*, Paris, s. d., chapitre XII.

(4) D. CHARCOT : Lettre au D^r Melotti, *ibid*.

dans le traitement des névroses et dans celui de l'énu-résis (1). Cependant, le Dr Liébault de Nancy annonçait en 1881 que, sur 77 enfants ou adultes qui avaient de l'incontinence nocturne d'urine, il avait obtenu par la suggestion hypnotique 56 guérisons, 13 améliorations, 8 résultats négatifs. Malgré les railleries de Benedikt au congrès de Bruxelles sur ce qu'il appelle « *la bibliothèque des miracles* » (2), nous sommes bien obligés de croire M. le Dr Jules Voisin (3) quand il nous décrit les guérisons qu'il a personnellement opérées.

Dans un récent volume de la Bibliothèque internationale de psychologie expérimentale (4) M. le professeur Grasset de Montpellier s'efforce de dissiper les malentendus. Pour comprendre son raisonnement il faut savoir qu'il établit dans l'écorce cérébrale deux grands centres. En O (région encore inconnue) un centre psychique supérieur du moi personnel, conscient, libre et responsable. Au-dessous, un polygone des centres automatiques supérieurs localisés (auditif, visuel, parole, écriture, etc.), reliés entre eux, au centre O et à la périphérie. Tant que l'ensemble harmonique de O et du polygone n'est pas désagrégé (enfant normal), c'est au pédagogue seul qu'il appartient d'agir. Si des troubles polygonaux (habitudes vicieuses, impulsions, tics), gênent le fonctionnement général, il faut recourir au médecin et à la suggestion. Il explique ainsi la réussite des interventions dans la klepto-

(1) Dr E. WEILL : *Précis de médecine infantile*, Paris, 1900, p. 625-645.

(2) Dr BENEDIKT : *III^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Bruxelles, 1892, p. 822.

(3) Dr J. VOISIN : *Ibid.*, p. 310.

(4) Dr GRASSET : *L'hypnotisme et la suggestion*, Paris, 1903.

manie, l'onanisme, les troubles du caractère, la paresse, l'oncophagie, etc. Pour lui il faut seulement user de l'hypnotisme quand le polygone est malade et trouble la direction du centre O, la pratique serait vaine si elle était dirigée exclusivement sur la volonté et sur le sens moral.

Voilà d'heureuses conquêtes qui ouvrent de nouveaux horizons pour ce traitement des jeunes criminels que nous proposons de constituer et qui font tout espérer des écoles cliniques. Si l'on songe aux améliorations obtenues chez les idiots par M. le Dr Bourneville, on peut augurer que l'amendement des dégénérés supérieurs sera encore plus profitable. Hâtons-nous donc d'installer loin du bruit, loin des villes, à l'air purificateur et vivifiant de la montagne, des sanatoria où le médecin, l'institutrice et l'instituteur seront associés à une œuvre de vraie justice sociale seule digne de nos prétentions à la civilisation parce qu'elle reposera sur l'évolution lente mais sûre des données scientifiques.

ASILE PERMANENT

Reste notre quatrième catégorie, nouvelle série de déceptions, quoique nous ayons déployé pour elle toute notre activité : lettres aux familles, placements en ville et à la campagne, surveillance de chaque instant ! Remettre dans le droit chemin des jeunes gens habitués à flâner dans la rue ou à vivre d'expédients immoraux n'est pas chose facile. Sauf pour les garçons susceptibles de contracter un engagement dans l'armée, et que M. le

Conseiller Voisin recueille avec une sollicitude éclairée, il n'y a rien à espérer. Pour ceux que refuse le médecin militaire, comme pour les filles, ce n'est que par une action longuement soutenue qu'on pourrait arriver à les régénérer et là aussi l'instrument nous manque. Placer, au hasard des circonstances, des moralement abandonnés en contact journalier avec des enfants normaux est plus qu'une faute ; pour la même raison, nous disons, qu'enfermer un jeune homme ou une jeune fille en voie de dégénérescence dans le milieu pourri de la prison, c'est fatalement le condamner à la récidive. Le procédé se retourne ainsi contre ceux qui l'emploient. Nous sommes convaincu qu'un établissement à la fois agricole et industriel permettant de garder les vagabonds et les délinquants de seize à vingt ans jusqu'à leur complet aiguillage vers le travail et la vie régulière donnerait d'excellents résultats. Nous l'appelons *asile permanent*, M. Emmanuel Sinoir en ayant exposé le principe sous ce titre dans la *Revue pénitentiaire* de janvier 1899.

RÉSUMÉ GÉNÉRAL

Pour terminer, présentons succinctement les conclusions pratiques qui ressortent de notre travail.

Protection du fœtus. — Il importe au premier chef de protéger la vie intra-utérine de l'enfant et nous réclamons instamment aide à la femme enceinte : par les mutualités maternelles, par les secours à domicile, par la réglementation du travail, par la création d'asiles-ouvroirs et de maternités secrètes, par la recherche de la paternité.

Protection du premier âge. — Les conditions de la vie sociale ne permettant souvent pas d'attacher l'enfant à sa mère et cette dernière n'étant pas toujours en état de lui donner les soins nécessaires, il y a lieu de créer des établissements d'élevage scientifiquement dirigés. En attendant il faut appliquer plus énergiquement la loi Roussel : délivrance des certificats médicaux réservée aux seuls médecins-inspecteurs, transformation du carnet des nourrices ; contrôle des maladies et des décès ; poursuites contre les médocastres et vendeurs de médicaments sans

ordonnance ; enseignement de la puériculture dans les écoles de jeunes filles.

Scolarité. — Après l'installation hygiénique des écoles et de leur mobilier, dont le nettoyage devrait être assuré par les municipalités, nous demandons que chaque maître n'ait pas plus de vingt-cinq ou trente élèves à diriger.

Le médecin devra présider à la formation des classes, multiplier ses visites et intervenir chaque fois qu'un écolier se montrera réfractaire à l'adaptation.

Apprentissage. — Le médecin visitera aussi les ateliers soumis à la loi de 1874 et fera prendre toutes les mesures que comportera l'état des enfants en apprentissage, surtout à l'époque de la puberté.

Jeunes délinquants. — Les jeunes vagabonds de moins de seize ans ne seront plus écroués dans les maisons d'arrêt. Ils seront conduits à l'*asile d'observation* pour y attendre une destination fixée après enquête.

Cette enquête sera dirigée par une commission comprenant au moins un médecin spécialiste.

Les sujets les plus jeunes seront dirigés sur les placements familiaux ; les autres seront, selon leur état, mis à l'*école de préservation* ou envoyée à l'*école clinique* qui aura à sa tête un médecin secondé par des instituteurs et institutrices de choix. Quant aux adolescents de seize à vingt ans, il faudrait transformer toutes nos prisons en commun pour qu'ils puissent être mis en cellule ou, ce qui vaudrait infiniment mieux, ils devraient être dirigés

sans condamnation sur l'*asile permanent* sans fixer à l'avance la durée du séjour. Les sociétés de patronage auraient alors un rôle très efficace, car elles pourraient désagréger ces agglomérations de jeunes errants qui, à Grenoble, comme à Lyon et dans toutes les villes, infestent certains quartiers.

Nous prévoyons deux grandes difficultés à la réalisation de ce programme.

La première, qui a déjà fourni la matière de bien des discussions, est relative à la constitution du jury spécial, pivot de toute notre organisation. Quelques esprits inquiets n'y voient que la diminution de l'autorité judiciaire et se révoltent à l'idée que les prescriptions du droit puissent s'incliner devant les tâtonnements de tout diagnostic médical. M. le sénateur Ignace Zakrewsky se faisait leur interprète au congrès de Genève et déclarait que : « Le magistrat n'abdiquerait jamais devant qui que se soit, fût-ce une commission de médecins ou une assemblée de sociologues (1). » Il s'attira d'Enrico Ferri cette éloquente réponse : « Tant pis pour les juges, s'ils croient être supérieurs à la science. Mais je crois que la paternité de cette affirmation n'appartient qu'à M. Zakrewsky et je ne veux pas faire aux juges des pays civilisés l'injure de croire qu'ils souscriraient à de telles affirmations (2). » En ce qui concerne particulièrement les enfants, le savant sociologue italien a pleinement raison. Sans doute on rencontre encore quelques magistrats archaïques qui croient tenir d'au-dessus des hommes une puissance intan-

(1) ZAKREWSKY : *Compte rendu du IV^e Congrès d'anthropologie*, Genève, 1896, p. 45.

(2) E. FERRI : *Ibid*, p. 96.

gible et, drapés dans leur toge, s'imaginent sauver la société en infligeant des peines infamantes à de malheureux enfants. L'espèce en tout cas en est déjà rare et ne se retrouvera bientôt plus que dans les souvenirs à effacer. Au premier rang des fondateurs de la Société dauphinoise des libérés et de sauvetage de l'enfance figurent, sans exception, les Conseillers de la Cour d'appel et les Juges du tribunal de Grenoble. Ce sont des Conseillers à la Cour qui remplissent au début les fonctions effectives de secrétaire général et de trésorier. On voit donc que l'exercice du droit n'a pas empêché à nos hauts magistrats d'accomplir le devoir social, tel que le définit l'anthropologie. Ils continuent sans se lasser à prêter leur concours à notre œuvre et dans les discussions de nos séances, se reflète le sentiment qu'ils ont de la complexité de leur mission, le désir clairement exprimé de sauver avant de condamner, de guérir avant de frapper. Quand un traitement curatif sera logiquement organisé leur conscience se trouvera bien mieux de la décision prise par des spécialistes à qui, nous en sommes sûr, ils s'empresseront d'apporter leurs encouragements et leur précieux appui.

Reste la question budgétaire, en apparence plus grave qu'elle n'est en réalité. Notre système voit en effet disparaître les maisons de correction; il sera facile de les désaffecter et de les transformer en écoles de préservation. Six ou huit écoles cliniques suffiront largement à parer à tous les besoins. Nous ne disconvenons pas que leur installation sera coûteuse; mais : « ne paraît-il pas absurde pour les nations de se soumettre à des impôts à droite et à gauche pour l'assistance des criminels, l'administration de la justice aux criminels, la correction des criminels,

tandis que nulle attention n'est dirigée sur la prophylaxie contre la naissance de la criminalité ? » (1).

On rapporte que les moines du mont Athos tombent en catalepsie en contemplant leur nombril qui, reliant le fœtus à la mère, est le point le plus sacré du corps. Allons-nous rester hypnotisés devant les méfaits de l'enfance coupable, ce cordon qui rattache la société à son produit le crime ? Quand de toutes parts affluent les expériences probantes, nous contenterons-nous de suivre de l'esprit les discussions des savants et leurs travaux resteront-ils lettre morte dans les rayons de nos bibliothèques ?

Nulle question sociale n'éveille autant de réalisables promesses ! Ceux qui passent le moins pour se payer de mots sont les premiers à jeter le cri d'encouragement. Écoutez M. Puibaraud au cinquième congrès pénitentiaire : « Ce qui donne à l'étude des enfants son attrait et presque sa noblesse, c'est qu'elle exclut le scepticisme. Parfois, en matière d'amendement des condamnés hommes faits, l'espérance abandonne les meilleurs esprits et laisse place à la désillusion. Pour les enfants, l'espérance ne doit jamais désertier les cœurs (2). »

Quelle que soit l'âpreté des combats à livrer pour atteindre le but que nous fixons, notre conviction restera profonde. Pour nous c'est Descartes qui définitivement aura raison ; « L'esprit dépend si fort du tempérament et de la disposition des organes du corps, que s'il

(1) Louise ROBINOWICH : Sur le devoir du gouvernement dans la cause de l'empêchement de la naissance et de la propagation de la criminalité, *V^e Congrès d'anthropologie criminelle*, Amsterdam, 1901, p. 187.

(2) PUIBARAUD : *V^e Congrès pénitentiaire*, Paris, 1895, p. 511.

est possible de trouver quelque moyen qui rende communément les hommes plus sages et plus habiles qu'ils n'ont été jusqu'ici, je crois que c'est dans la médecine qu'on doit le chercher (1). »

Si vivace que soit notre foi, elle n'est point aveugle. Nous ne nous berçons pas d'illusions et nous disons pour conclure que quelque parfaite que soit la réalisation de notre idéal, nous aurons toujours de trop nombreuses scories dont il faudra bien se débarrasser. Quand nous aurons épuisé toutes les ressources de la science sur les individus anormaux ou dévoyés, nous aurons satisfait aux « nécessités de la conscience et aux nécessités de la raison » (2) (L. Bourgeois), et alors, mais seulement alors, nous aurons véritablement le droit de nous protéger par des mesures de répression.

Et le champ restera libre aux projets des réformateurs quand même, qui préconisent la loi dure et les travaux forcés ou qui estiment avec M. le Dr Bordier que « les criminels représentent une race retardataire à laisser évoluer dans une île écartée » (3).

(1) DESCARTES : *Discours sur la méthode*, 6^e partie.

(2) LÉON BOURGEOIS : *Solidarité*, Paris, 1896, p. 134.

(3) D^r BORDIER : Les récidivistes devant la science, article du Journal *Le républicain de l'Isère*, Grenoble, 1881.

CONCLUSIONS

Pour condenser en quelques lignes les conclusions pratiques que notre étude nous semble avoir suffisamment mises en évidence, nous dirons qu'il est urgent :

1° De protéger le fœtus ;

2° De veiller avec sévérité sur l'alimentation et sur l'hygiène des nourrissons ;

3° De faire intervenir le médecin dans la composition des classes et dans la vie scolaire ;

4° De prendre un soin tout particulier des jeunes apprentis surtout à l'époque de la puberté ;

5° De substituer, pour les jeunes délinquants, à l'intervention judiciaire actuelle, une juridiction spéciale exercée par des médecins et par des hommes compétents.

Pendant l'enquête portant sur les points soulignés dans le modèle que nous en avons donné, les jeunes détenus

seront placés à l'*asile d'observation* d'où ils seront ensuite dirigés selon la décision du Comité :

A. — Sur des *placements familiaux* :

B. — Sur des *écoles de réforme* ;

C. — Sur des *écoles cliniques*.

6° Les inculpés au-dessus de seize ans seront envoyés dans l'*asile permanent* jusqu'à leur engagement dans l'armée ou leur complet aiguillage vers un métier qui assurera leur subsistance.

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

LACASSAGNE.

Vu :

LE DOYEN,

LORTET.

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE.

Président du Conseil de l'Université,

G. COMPAYRÈ

LYON

Imprimerie A. STORCK & C^{ie}

8, rue de la Méditerranée, 8
